



**Les Européens face à la « guerre contre le terrorisme »
des États-Unis.
L'exemple allemand (2001-2013)**

Mémoire de Master 2

A l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg (Année universitaire 2016/2017)

Master 2 Recherche : Histoire des relations internationales et des processus
d'intégration régionale

Présenté par: **Marc-Antoine Maes**
Numéro d'étudiant: **21617130**

Adresse: **26 rue des orphelins
51100 Reims France
0673542118
marcantoinemaes@yahoo.fr**

Sous la direction de Madame Justine Faure

Strasbourg, le 1 septembre 2017

Remerciements

Mes remerciements vont à Madame Justine Faure et à Monsieur Emmanuel Droit qui ont accepté de m'accompagner par leur présence et leurs conseils tout au long de ce travail.

Je tenais aussi à remercier Jeff Montrose et Andreas Ludwig, deux professeurs de relations internationales de l'Université catholique d'Eichstätt-Ingolstadt en Allemagne qui m'ont permis de mieux comprendre cette discipline que j'affectionne particulièrement et qui m'ont aussi transmis leur intérêt à la fois pour la politique étrangère de l'Allemagne et des Etats-Unis.

SOMMAIRE

Introduction

Partie 1 : L'Année 2001 : De l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush à l'intervention en Afghanistan

Chapitre 1 : Unilatéralisme américain et éloignement allemand

I. Entente germano-américaine dans les années 1990

II. L'influence des néoconservateurs

III. Election de George W. Bush et premières mesures du nouveau président américain

Chapitre 2 : L'Amérique confrontée aux attentats du 11 septembre 2001

I. Les Etats-Unis frappés par le terrorisme

II. Réactions en Allemagne

III. Réactions en France

Chapitre 3 : La réponse des Etats-Unis et leurs alliés : l'Afghanistan

I. L'opération militaire en Afghanistan

II. La participation de l'Allemagne

Partie 2 : De 2002 à 2004 : De la guerre en Irak à la réélection de Bush

Chapitre 1 : L'année 2002 : Le non à la guerre en Irak

Chapitre 2 : La division européenne

I. Soutien de la nouvelle Europe : l'exemple de la Pologne

II. L'opposition de la France et de l'Allemagne

Chapitre 3 : De la crise irakienne à la réélection de George W. Bush

I. Les années 2003-2004 : une relation germano-américaine mouvementée

II. Vers une nouvelle culture stratégique allemande

Partie 3 : De 2005 à 2013 : Vers une amélioration du partenariat germano-américain

Chapitre 1 : Une nouvelle donne politique en 2005

I. Nouvelle administration Bush

II. Départ de Schröder et début de l'ère Merkel

Chapitre 2 : De Merkel à Obama : de nouveaux défis (2005-2009)

I. Un partenariat stratégique renouvelé et renforcé

II. Deux pays frappés par la crise économique

Chapitre 3 : De l'élection d'Obama à l'affaire Snowden (2009-2013)

I. L'arrivée au pouvoir d'Obama

II. L'épineuse question de la guerre en Afghanistan

III. L'affaire Snowden

Chapitre 4 : Critiques en Allemagne de la « guerre contre le terrorisme »

Conclusion

Chronologie

Septembre 1990 : Traité 2+4 qui permet la réunification entre l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est

Décembre 1989 : Discours de James Baker, secrétaire d'Etat américain à Berlin

3 octobre 1990 : Réunification allemande

Janvier/février 1991 : Guerre du Golfe

Novembre 1992 : Election du président américain démocrate Bill Clinton

12 juillet 1994 : Décision du tribunal constitutionnel allemand de Karlsruhe qui autorise l'Allemagne à intervenir dans des opérations extérieures

1997 : Création du « think-tank » néoconservateur PNAC (projet pour un nouveau siècle américain)

Aout 1998 : Attentats revendiqués par Al-Qaïda sur les ambassades américaines du Kenya et de Tanzanie

Septembre 1998 : Victoire de la coalition rouge/verte lors de l'élection fédérale en Allemagne

Novembre 2000 : Election présidentielle américaine qui voit la victoire du républicain George W. Bush

20 Janvier 2001 : Investiture du président américain Bush

Mars 2001 : Retrait des Etats-Unis du protocole de Kyoto

11 Septembre 2001 : Attentats contre les tours jumelles à New York et contre le Pentagone à Arlington

Octobre 2001 : Début de l'intervention américaine en Afghanistan

Novembre 2001 : Question de confiance au parlement allemand qui autorise l'envoi de troupes allemandes en Afghanistan

Mai 2002 : Discours de George W. Bush devant le parlement allemand

Eté 2002 : Campagne électorale en Allemagne et victoire de Gerhard Schröder

Février 2003 : Discours du ministre français des Affaires étrangères Dominique de Villepin au Conseil de sécurité de l'ONU, « non » français à la guerre en Irak

Mars 2003 : Début de la guerre en Irak

Printemps 2004 : Révélations de cas de tortures dans la prison américaine d'Abou Ghraïb en Irak

Novembre 2004 : Réélection de George W. Bush

Mars 2005 : Visite de George W. Bush en Europe

Novembre 2005 : Election d'Angela Merkel à la chancellerie, fin de la coalition rouge/verte dirigée par Gerhard Schröder depuis 1998

Eté 2007 : Début de la crise financière mondiale

Juillet 2008 : Discours de Barack Obama à Berlin

Septembre 2008 : Faillite de la banque américaine Lehman Brothers

20 Janvier 2009 : Investiture du président américain démocrate Barack Obama

Avril 2009 : Visite de Barack Obama dans plusieurs pays européens, sommet de l'OTAN à Strasbourg et discours de Prague sur le désarmement nucléaire

Septembre 2009 : Elections fédérales allemandes, réélection d'Angela Merkel et début de deuxième mandat

Novembre 2009 : Allocution de la chancelière allemande devant le Congrès américain

Printemps 2010 : Crise au sein de la zone euro

Mars 2011 : Abstention de l'Allemagne en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU

Mai 2011 : Mort d'Oussama Ben Laden à la suite d'un raid américain

Juin 2011 : Réception de la médaille de la liberté par Angela Merkel

2013 : Révélations d'Edward Snowden et début des négociations sur le traité transatlantique plus communément appelé TTIP

Septembre 2013 : Réélection d'Angela Merkel pour un troisième mandat

Introduction

« Aujourd'hui a eu lieu le Pearl Harbour du XXIème siècle¹ ». C'est par ces mots que le président américain de l'époque George W. Bush a qualifié dans ses mémoires l'attaque terroriste qu'ont connu les Etats-Unis le 11 septembre 2001. Ce 11 septembre 2001 l'Amérique a été pour la première fois de son Histoire contemporaine directement frappée par une puissance étrangère sur son sol (à l'exception de l'attaque japonaise le 7 décembre 1941² sur la base navale de Pearl Harbor sur l'archipel d'Hawaï qui n'appartient cependant à l'Union que depuis 1959). Quatre avions de ligne au départ de grandes villes américaines ont en effet été détournés par des pirates de l'air appartenant à l'organisation terroriste Al-Qaïda, organisation déjà bien connue des Américains puisque cette « nébuleuse » a en effet commis par le passé de nombreux attentats contre des intérêts américains dans le monde comme sur des ambassades appartenant aux Etats-Unis en Afrique en 1998 ou sur le croiseur USS Cole dans le golfe d'Aden en 2000³. Toutefois cette fois-ci, cette attaque du 11 septembre a frappé directement les Etats-Unis sur leur sol et a causé la mort de près de 3000 personnes. Les terroristes ont aussi voulu cibler et détruire les symboles de la puissance des Etats-Unis que ce soit les tours jumelles du World Trade Center à New York, symbole de l'influence financière et économique de l'Amérique dans le monde et le Pentagone symbole de la puissance militaire américaine.

L'ampleur sans précédent de ces attentats a tout de suite suscité une vague à la fois de compassion et de soutien envers le peuple américain que ce soit chez les alliés traditionnels des Etats-Unis telles que la France et l'Allemagne ou par d'autres États du monde ayant des liens moins étroits avec l'Amérique telle la Russie de Poutine. Seulement dix jours après cette série d'attentats le président américain de l'époque George W. Bush décide de réunir le Congrès dans lequel il indique riposter en menant une « guerre contre la terreur » (traduction en français de « War on terror⁴ »). Cette guerre contre le terrorisme a d'abord eu lieu en Afghanistan à partir d'octobre 2001 puisque le leader du groupe terroriste qui a commis ces actes terroristes sur le sol américain Oussama Ben Laden a été hébergé et soutenu par le régime des talibans qui ont pris le pouvoir dans ce

¹ BIERLING Stephan, *Geschichte der amerikanischen Außenpolitik : Von 1917 bis zur Gegenwart*. Munich, Editions C. H. Beck, 2007, p. 239.

² LACROIX, Jean-Michel, *Histoire des Etats-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, p. 388.

³ KASPI André, *Les Américains. Les Etats-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, Editions du Seuil, 2004 (5^{ème} édition), p. 360.

⁴ SCHAMBACK Herbert, WIDDER Helmut, BERGMANN Marcus, *Dokumente zur Geschichte der Vereinigten Staaten von Amerika*, Berlin, Edition Duncker und Humblot, 2007, p.747.

pays en 1996⁵. Cette intervention militaire baptisée « Enduring freedom » a reçu l'aval d'une résolution de l'Organisation des Nations unies et s'est composée de nombreux pays, en réunissant une coalition assez large avec de nombreux états européens comme la France, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne.

Toutefois, rapidement des tensions sont apparues principalement à partir de 2002 entre les Etats-Unis et certains de ses alliés car l'administration Bush s'est montrée de plus en plus désireuse d'intervenir militairement en Irak. De nombreux pays ont alors critiqué l'équipe Bush principalement la France et l'Allemagne. D'autres Etats appartenant à l'Union européenne ont néanmoins soutenu l'opération américaine et ce fut principalement le cas de l'Espagne et de la Grande-Bretagne traduisant ainsi une grande fracture au sein même de l'Europe. L'imminence d'une intervention dirigée par les Etats-Unis en Irak a donné lieu à de nombreuses manifestations anti-américaines sur le continent européen comme à Rome ou à Londres mais aussi en Allemagne et ce principalement au début de l'année 2003.

De 2002 à 2005 les relations germano-américaines rencontrent de fortes turbulences et ce principalement en raison de la crise irakienne. Toutefois à partir de 2005 une nette amélioration des rapports entre l'Allemagne et les Etats Unis est à noter. Cela peut s'expliquer par différents facteurs dont principalement une alternance politique en Allemagne à l'automne 2005 puisque la coalition rouge-verte dirigée par le chancelier Gerhard Schröder (au pouvoir depuis 1998) n'a pas été reconduite lors de l'élection générale anticipée de septembre 2005. La chrétienne-démocrate (la CDU étant historiquement et de tendance politique plus pro-américaine que le SPD) Angela Merkel prend donc le pouvoir à la tête d'une grande coalition entre les partis de l'Union (CDU/CSU) et le SPD le 22 novembre 2005⁶ et elle souhaite améliorer rapidement les relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Un remaniement important de l'administration Bush a aussi lieu aux Etats-Unis puisqu'en janvier 2005 George W. Bush débute un deuxième mandat puisqu'il a été réélu en novembre 2004 et il change par exemple de secrétaire d'État (fonction politique d'une grande importance aux Etats-Unis concernant la politique étrangère) dirigé durant son premier mandat de 2001 à 2005 par Colin Powell qui était un symbole à la fois d'une ligne interventionniste de la politique étrangère américaine et surtout du soutien indéfectible à une opération militaire des Etats-Unis en Irak par sa

⁵ BIERLING Stephan, op. cit., 2007, p. 241.

⁶ PÖTZSCH, Horst; HALDER, Winfrid, *Deutsche Geschichte von 1945 bis zur Gegenwart*, Munich, Editions Lau-Verlag, 2015, p. 376.

célèbre prestation à l'ONU en février 2003 dans laquelle photos à l'appui il souhaite prouver à l'opinion internationale que l'Irak de Saddam Hussein possède des armes de destruction massive. George W. Bush nomme en effet comme nouvelle secrétaire d'Etat Condoleezza Rice jugée par beaucoup comme plus pragmatique que son prédécesseur.

A la fin de l'année 2005 on trouve du côté américain une administration renouvelée et de l'autre côté une Allemagne dirigée par une chrétienne-démocrate Angela Merkel qui se montre rapidement désireuse de renouveler et de renforcer le partenariat germano-américain.

A partir de 2006-2007 commencent aussi aux Etats-Unis les premiers signes de la crise financière liées aux *subprimes* (les subprimes désignent des crédits bancaires à taux bas et variables qui ont incité des ménages américains modestes à faire des emprunts) et cette crise fragilise l'administration Bush. On observe en effet que l'opinion publique américaine se montre de plus en plus soucieuse des questions économiques et sociales occultant ainsi la nécessité de la guerre contre le terrorisme, priorité considérée jusqu'alors comme essentielle par Bush. Cette méfiance vis-à-vis du président américain se traduit par exemple par un contrôle des deux chambres du Congrès américain par le parti démocrate en novembre 2006, situation inédite depuis 1994. La marge de manœuvre du camp républicain se trouve donc de plus en plus limitée. L'éclatement de la crise financière qui devient mondiale à partir de septembre 2008 à la suite de la faillite de la banque d'investissement Lehman Brother a conduit à un rapprochement germano-américain puisque ces deux pays sont durement frappés par la crise et ont en fait coopéré afin de limiter les effets de la crise.

L'arrivée au pouvoir aux Etats-Unis en janvier 2009 de Barack Obama a aussi changé la donne de la relation bilatérale Allemagne/Etats-Unis puisque celui-ci bénéficie d'une très grande popularité en Allemagne même avant son élection. Ce dernier a en effet tenu un discours très remarqué à Berlin en tant que candidat au cours d'une visite dans la capitale allemande en juillet 2008 au niveau de la colonne de la victoire (Siegessäule) devant des dizaines de milliers de personnes. Enfin le 2 mai 2011 les Etats-Unis ont réalisé une opération ciblée sur le territoire pakistanais dans le but d'éliminer Oussama ben Laden. Cela a eu un écho positif au sein du gouvernement allemand de l'époque puisque la chancelière Angela Merkel a affirmé que sa mort était une « bonne nouvelle » justifiant ainsi la frappe américaine. A la fin du premier mandat de Barack Obama, le président américain bénéficie d'une très grande popularité en Allemagne puisque d'après un sondage réalisé

en 2012 91% des Allemands avaient une opinion positive de lui et que 87% auraient voté pour lui lors de l'élection présidentielle américaine de novembre 2008⁷.

Cet aperçu a présenté les relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne durant la période 2001-2013 qui se trouve au cœur de ce mémoire, mais en fait ces deux pays entretiennent des liens très étroits depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Le contexte particulier de la Guerre Froide de 1947 à 1991 a eu pour conséquence que ces deux états ont en effet de plus en plus coopéré dans des domaines aussi variés que l'économique, le politique, le culturel ou encore le militaire. Il est à noter que dès 1945 le secrétaire du Trésor américain de l'époque Henry Morgenthau proposa de démembrer l'Allemagne en plusieurs zones et d'en faire une vaste zone agricole désindustrialisée. Toutefois ce plan a vite été abandonné (suite à des tensions de plus en plus récurrentes avec l'URSS et la mise en place de démocraties populaires dans des pays d'Europe centrale et de l'est) puisque dès septembre 1946 le secrétaire d'Etat américain de l'époque James Byrnes a tenu un célèbre discours à Stuttgart demandant un redressement économique de l'Allemagne⁸. Il devient alors dans l'intérêt (puisque à partir de 1947 les Etats-Unis soutiennent une Allemagne de l'Ouest forte afin de contrer la nouvelle menace soviétique) des Américains que les trois zones de l'Allemagne de l'Ouest occupées par les Occidentaux s'unissent et l'Allemagne perd donc rapidement son statut d'ennemi. L'année suivante la République fédérale d'Allemagne accepte l'aide du plan Marshall proposée par les Américains traduisant ainsi une volonté allemande de rester dans le bloc occidental. Très vite l'Amérique place l'Allemagne sous sa protection et cela se traduit par exemple par la mise en place d'un pont aérien en 1948/49 afin de contourner le blocus soviétique mis en place sur la partie ouest de Berlin qui empêche en conséquence tout ravitaillement de la ville. A partir de ce moment et pour le reste de la Guerre Froide les Etats-Unis et l'Allemagne de l'Ouest nouent des relations très étroites se traduisant par exemple par l'adhésion de la République fédérale d'Allemagne à l'OTAN en 1955⁹ ou encore par la présence de milliers de soldats américains sur le territoire allemand. A partir de la fin des années 1940 les Allemands de l'Ouest ont aussi pleinement introduit

⁷ NIGLIA Federico, *Barack Obama et le nouveau monde : America, America*, Paris, Editions L'Esprit du Temps, *Outre-terre revue européenne de géopolitique*, 2013, numéro 38, pp. 250-258.

⁸ BOZO Frédéric, *La politique étrangère de la France depuis 1945*, Paris, Editions Flammarion, 2012, p. 19.

⁹ OVERHAUS Marco, *Die deutsche NATO-Politik*, Baden-Baden, Edition Nomos Verlagsgesellschaft, 2009, p. 7.

le système politique américain de la démocratie libérale dans leur pays et ont mis en place un système économique particulier appelé « économie sociale de marché » qui souhaite d'une part d'établir une économie capitaliste et d'autre part d'assurer que la richesse créée soit redistribuée de manière relativement équitable au sein de la population. Des présidents américains ont directement témoigné leur soutien à l'Allemagne de l'Ouest durant la guerre froide par des visites officielles et des discours restés célèbres à Berlin-Ouest tel que le discours de Kennedy en 1963 ou de Reagan en 1987. Durant l'ensemble période la guerre froide l'Allemagne est donc située au cœur de la politique étrangère américaine et sa sécurité préoccupe aussi beaucoup les différentes administrations américaines. Il est vrai qu'à Washington a été développé le concept de « théorie des dominos » qui stipule que si un pays adhère au communisme alors l'ensemble de ses voisins tombe ou tombera dans le communisme. Ainsi les Etats-Unis et l'Allemagne ont développé et nouent toujours des relations très étroites depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et cela concerne aussi bien la sécurité qui a été le ciment de leur relation durant l'entière période de la guerre froide principalement par l'OTAN ou dans le domaine de l'économie avec des relations commerciales très importantes ou encore dans le domaine culturel.

Au moment de la réunification allemande en 1989/1990 l'administration américaine de l'époque présidée par George H. W. Bush et son secrétaire d'Etat James Baker ont aussi grandement œuvré afin de permettre un processus de réunification rapide entre les deux Allemagnes¹⁰. Cette position était alors située aux antipodes de certains pays européens comme la France de François Mitterrand ou surtout la Grande Bretagne de Margaret Thatcher qui auraient en effet souhaité que cette réunification ne se passe pas aussi vite ou ne se passe même pas du tout craignant une Allemagne trop forte. Le traité de Moscou ou traité 2+4 de septembre 1990¹¹ a d'ailleurs aussi été signé par le secrétaire d'Etat américain James Baker témoignant ainsi le rôle des Etats-Unis dans ce processus de la réunification allemande. Dans les années 1990 la relation germano-américaine est aussi restée positive avec la libéralisation de l'économie de l'ancienne Allemagne de l'Est et le maintien de bases américaines importantes telle que la base aérienne de Ramstein dans l'ouest de l'Allemagne qui a joué et joue toujours un rôle stratégique important dans le cadre de

¹⁰ HACKE Christian, *Weltmacht wider Willen: die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, Editions Ernst Klett, 1993, p. 460.

¹¹ GÖRTEMAKER Manfred, *Die Berliner Republik. Wiedervereinigung und Neuorientierung*. Berlin. Editions be.bra Verlag. 2009, p. 42.

la guerre contre le terrorisme avec notamment un centre pour la télécommunication des drones américains opérant en Afghanistan ou dans le monde. La seule période de la guerre froide au cours de laquelle on a pu observer un éloignement diplomatique entre les Etats-Unis et l'Allemagne fut les années 1960. D'une part il y a eu des tensions monétaires entre les deux pays qui trouvent leurs origines en une monnaie allemande le Deutschemark très fort entraînant à la fois une baisse des exportations américaines en Allemagne de l'Ouest et une augmentation du coût de la vie des soldats américains stationnés en Allemagne. Ensuite au niveau diplomatique l'Allemagne s'est écartée des Américains au moment de l'Ostpolitik (politique caractérisée par une ouverture de la RFA vers des pays du bloc soviétique) de Willy Brandt lorsqu'il était chancelier de 1969 à 1974. C'est enfin lors du refus de l'Allemagne de participer à la guerre en Irak en 2002/2003 qu'une nouvelle crise grave a eu lieu entre ces deux pays.

Dans ce travail je me propose d'examiner les relations qu'ont eu les deux pays que sont les Etats-Unis et l'Allemagne de 2001 à 2013 c'est-à-dire de l'effondrement des tours jumelles à « l'affaire Snowden » et les négociations concernant le traité de libre-échange transatlantique.

Les actions et les décisions vis-à-vis de la relation bilatérale Etats-Unis/Allemagne des différents gouvernements successifs que ce soit en Allemagne et aux Etats-Unis sont largement pré-conditionnées à la fois par une histoire, des réflexes et des intérêts qui façonnent une culture stratégique et une politique étrangère bien particulières propre à chacun de ces deux pays :

- Pour le cas de l'Allemagne il est vrai que le poids du passé avec la lourde responsabilité de ce pays dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et de la mise en place de la Shoah a eu pour conséquence à partir des années 1950 de l'émergence d'un fort mouvement pacifiste et antimilitariste à la fois ancré dans une large partie de la population allemande et dans la classe politique. L'Allemagne est par exemple l'un des premiers pays au monde à s'être doté d'un parti écologiste « Die Grünen » dès 1980¹², dont l'une des raisons d'être se trouve être le pacifisme. Ce pacifisme s'est traduit par exemple par la forte mobilisation de la population allemande contre la présence des euromissiles de l'OTAN au dé-

¹² VEEN Hans-Joachim; HOFFMANN Jürgen, *Die Grünen zu Beginn der neunziger Jahre*, Berlin, Editions Bouvier, 1992, p. 17.

but des années 1980 en Allemagne de l'Ouest. Ce fort mouvement pacifiste en Allemagne trouve aussi son écho dans le succès électoral du parti écologiste « Die Grünen » devenu « Bündnis 90/Die Grünen » en 1994 qui depuis le début des années 1980 enregistre d'importants résultats électoraux lors des différentes élections en Allemagne que ce soit au niveau fédéral, régional ou local. Ce parti a même pu accéder au pouvoir de 1998 à 2005 sous la direction de Gerhard Schröder avec une coalition rouge-verte (dirigée donc par le SPD).

Toutefois depuis la réunification allemande on peut percevoir des signes que l'Allemagne réunifiée ne prétend pas être une puissance sur un plan seulement économique mais aussi souhaite s'affirmer sur les plans politiques, géopolitiques et militaires. Cela s'est d'abord traduit au niveau institutionnel par une décision « Out-of-Area » de juillet 1994¹³ du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe qui permet de ne plus rendre les opérations extérieures de l'armée allemande anti-constitutionnelles. En 1999 d'abord avec l'envoi d'avions de chasse allemands au Kosovo et surtout avec un important contingent allemand en Afghanistan aux côtés d'une force multinationale. Ceci représente un net tournant dans la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne réunifiée puisqu'auparavant l'Allemagne ne pouvait participer aux opérations extérieures que par des aides financières avec la « diplomatie du carnet de chèque » comme ce fut le cas lors de la guerre du Golfe en 1990/1991.

- Ensuite pour ce qui concerne les Etats-Unis on peut constater que depuis la Seconde Guerre mondiale c'est un pays qui intervient de plus en plus dans les affaires du monde et qui a donc aussi définitivement abandonné le concept non-ingérence dans les affaires des Européens qui étaient au centre de leur rapport au monde depuis la doctrine Monroe de 1823¹⁴.

Depuis Franklin Delano Roosevelt on peut en effet remarquer que tous les présidents américains ont envoyé des G.Is à l'étranger. La fin de la guerre froide et le fait que les Etats-Unis aient eu l'impression d'avoir en quelque sorte gagné par défaut cette guerre face à un ennemi l'URSS qui n'existe plus a mené dans les années 1990 à un sentiment de supériorité de la part de nombreux Américains. Cette impression a d'ailleurs été renforcé par le politiste Francis Fukuyama qui

¹³ OVERHAUS Manfred, op. cit., p. 179.

¹⁴ NOUAILHAT Yves-Henri, *Les Etats-Unis et le Monde de 1898 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2015, p. 6.

parle de « Fin de l'Histoire » pour désigner cette situation où le modèle américain de démocratie libérale ne rencontre plus d'opposition depuis la fin de la guerre froide ou encore par le journaliste Charles Krauthammer qui parle de « Moment unipolaire » pour désigner cette décennie des années 1990 caractérisée par l'absence de puissance antagoniste aux Etats-Unis. A ce moment particulier il est vrai que les Etats-Unis surpassent ses concurrents potentiels que ce soit sur un plan militaire (première armée du monde), économique (première puissance économique du monde) ou dans le domaine culturel (obtention de nombreux prix Nobel, américanisation du monde avec *l'American way of life*) si bien que Hubert Védrine alors ministre français des Affaires étrangères parle « d'hyperpuissance » en 1999 afin de qualifier la puissance américaine dans le monde. Ce sentiment de supériorité a aussi mené à la justification d'un rôle actif et de premier plan des Etats-Unis dans les affaires du monde et cela trouve son écho dans la célèbre phrase de la secrétaire d'Etat du second mandat de Bill Clinton (1997-2001) Madeleine Albright : les Etats-Unis sont « la nation indispensable » du monde.

Aussi en ce qui concerne la nouvelle administration Bush qui est arrivée au pouvoir au début de l'année 2001, l'action de celle-ci a été grandement influencée par de nombreux think-tanks néoconservateurs dont le plus connu est le PNAC (Project for the New American Century : projet pour le nouveau siècle américain) créé en 1997 et qui souhaite que les Etats-Unis aient un quasi-monopole dans la gestion des affaires du monde. Ce groupe de réflexion en particulier a grandement façonné la politique étrangère sous l'administration Bush de 2001 à 2009 et d'ailleurs de nombreux membres de ce think-tank tels que Dick Cheney, Donald Rumsfeld ou encore Paul Wolfowitz ont été au pouvoir durant la présidence de Bush Jr. Le PNAC a publié en 1997 un rapport dans lequel il énonce les mesures à prendre afin que les Etats-Unis jouent un rôle de première importance dans les affaires du monde au XXIème siècle. L'arrivée au pouvoir de George W. Bush a en quelque sorte permis d'appliquer la doctrine émise par le PNAC.

Dans ce mémoire l'analyse des relations germano-américaines dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme » sera au centre de mon travail. On ne peut toutefois occulter que l'Allemagne entretient aussi des relations étroites avec d'autres pays européens qui eux aussi ont eu un rapport plus ou moins positif avec les Etats-Unis d'Amérique dans cette période 2001-2013. Ce fut par exemple le cas de la Grande-Bretagne de Tony

Blair qui a grandement soutenu la politique étrangère du président Bush que ce soit en Afghanistan ou en Irak. Une analyse de la position allemande durant cette période dans un contexte plus large, c'est-à-dire européen sera donc aussi traité dans ce mémoire afin de montrer et d'analyser les interconnexions entre les différents pays européens. L'étude de la culture stratégique à la fois de l'Allemagne et des Etats-Unis sera aussi analysée et aura une part importante dans ce mémoire d'histoire des relations internationales. Jean-Baptiste Durroselle a parlé de « forces profondes » en relations internationales afin de parler des déterminants du passé qui influencent les décisions du présent des états dans le domaine de la politique étrangère.

Problématique : Dans quelle mesure peut-on affirmer que durant la période de 2001 à 2013 la thématique de la « guerre contre le terrorisme » a-t-elle eu une place très prédominante dans la relation germano-américaine ?

État des lieux de la littérature : L'étude spécifique des relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne de 2001 à 2013 dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme » n'a été que peu analysée par des spécialistes français et c'est la raison pour laquelle j'ai au cours de ce mémoire utilisé de nombreux ouvrages écrits par des Allemands. Je me suis surtout référé aux travaux des politistes Stephan Bierling (pour la politique étrangère des Etats-Unis et de l'Allemagne) et Hans Stark (pour la politique étrangère de l'Allemagne) ou encore de l'historien Rolf Steininger (pour son livre sur la relation américano-allemande depuis 1945) afin d'écrire ce mémoire.

Annnonce de plan : Afin de répondre à une telle problématique un plan chronologique en trois parties semble s'imposer. La première partie traitera de l'année 2001 qui a vu l'arrivée au pouvoir de George W. Bush à la suite de la victoire du camp républicain en 2000. De 2001 à 2005 la relation germano-américaine est confrontée aux conséquences des attentats du 11 septembre 2001. La troisième partie traitera de la période de 2005 à 2013, l'année 2005 a vu une alternance politique en Allemagne avec la fin de la coalition rouge-verte menée par le chancelier Schröder et l'arrivée d'Angela Merkel au pouvoir. Du côté américain l'année 2005 représente aussi le début du deuxième mandat de George W. Bush. L'année 2013 en limite de la chronologie se caractérise par les négociations concernant le traité de libre-échange (TTIP) entre l'Amérique et l'Europe et par les révélations d'Edward Snowden qui créent des tensions entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

PARTIE 1 : L'année 2001 : De l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush à l'intervention en Afghanistan

Les années 1990 sont caractérisées par une bonne relation entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Mais en 2001 débute l'ère Bush dont les premiers mois dénotent une crispation entre Berlin et Washington. Enfin la soudaineté des attentats du 11 septembre 2001 vient bouleverser la politique étrangère américaine.

Chapitre 1 : Unilatéralisme américain et éloignement allemand

Bush au début de sa présidence prend de nombreuses décisions qui vont à l'encontre du gouvernement allemand de Gerhard Schröder qui se veut à la fois pacifiste et respectueux de l'environnement. Cela rompt donc avec la période des années 1990.

I. Entente germano-américaine

A la fin du XXème siècle la relation Allemagne/Etats-Unis est globalement positive dans un contexte caractérisé par l'après Guerre froide.

A. Etroite coopération dans les années 1990

Il est à noter que durant la décennie des années 1990 la relation germano-américaine est très bonne. Lors du processus de la réunification allemande en 1989/1990 les Etats-Unis du président George Herbert Walker Bush (à l'inverse de certains pays européens comme la France de François Mitterrand ou la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher) ont clairement soutenu la réunification allemande et ce fut d'ailleurs l'une des raisons d'une réunification aussi rapide. George H. W. Bush a aussi personnellement contribué au succès de la réunification allemande. Ainsi il a réellement essayé de convaincre Gorbatchev (lors de nombreuses rencontres comme à Malte en décembre 1989) que la fin de la guerre froide ne signifiait pas forcément une défaite pour l'Union soviétique. Lors d'une rencontre bilatérale entre les deux chefs d'Etat en mai 1990 il fut décidé que l'Allemagne serait souveraine pour décider à quel camp elle souhaiter appartenir. Cette décision permettait indirectement à ce que l'Allemagne réunifiée puisse appartenir à l'OTAN. Lors d'un discours tenu en décembre 1989 le secrétaire d'Etat américain James Baker a aussi salué ce processus de réunification allemande.

Aussi en 1994 a lieu le départ des troupes alliées de Berlin. Ainsi le 8 juillet 1994 a été célébré le départ des troupes françaises, britanniques, et américaines et étaient présents pour représenter ces trois pays François Mitterrand, John Major, le premier ministre britannique et Warren Christopher le secrétaire d'Etat américain. Aussi le chancelier alle-

mand Helmut Kohl a tenu une allocution à cette occasion afin de remercier les Alliés et a tenu les propos suivant :

« Personne n'oubliera pourquoi les Alliés sont venus vers l'Allemagne et en particulier à Berlin. Ils sont venus à la fin d'une guerre qui a été déclenchée par une dictature allemande criminelle. Ils ont triomphé de la violence et du non-droit¹⁵. »

En juillet 1994 le président américain Bill Clinton a effectué sa première visite d'Etat en Allemagne et il y a tenu un discours devant la porte de Brandebourg de Berlin (cela a représenté un geste important puisque ce n'est qu'en 1999 qu'il y a eu un transfert de la capitale allemande de Bonn à Berlin, le président américain souhaite ainsi montrer qu'il considère déjà Berlin comme la capitale de l'Allemagne unifiée). Dans son allocution devant une foule enthousiaste estimée à 100 000 personnes le président américain a eu les mots suivants : « L'Amérique est à vos côtés, maintenant et pour toujours¹⁶ ». A la fin de son discours le président américain a déclaré : « Berlin est libre ». Lors de cette visite en Allemagne le président américain a qualifié la relation germano-américaine de « unique » (terme exact de l'anglais : « truly unique »). Le président Clinton a toutefois appelé l'Allemagne à prendre à l'avenir plus de responsabilités au niveau international. Pour Clinton une Allemagne active dans l'intégration des pays d'Europe de l'Est serait aussi profitable pour les Etats Unis.

B. Coopération dans le domaine militaire et arrivée de Gerhard Schröder à la chancellerie

Dans les années 1990 l'Allemagne et les Etats-Unis deviennent des partenaires étroits et fait nouveau aussi dans le cadre d'opérations extérieures.

Le 12 juillet 1994 le tribunal constitutionnel fédéral allemand a officiellement légalisé la participation de l'armée allemande dans des opérations étrangères. Toutefois les opérations futures de la Bundeswehr doivent se conformer à l'article 24 paragraphe 2 de la loi fondamentale¹⁷ (constitution allemande appelée en Allemagne Grundgesetz). La participation de la Bundeswehr (l'armée allemande) doit aussi avoir lieu dans un cadre légal et ne peut par exemple se passer que sous l'égide de l'OTAN ou de l'Union européenne et ces deux organisations doivent elles-mêmes appliquer les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU.

¹⁵ HUBEL Helmut, MAY Theresa: *Ein „normales“ Deutschland? Die souveräne Bundesrepublik in der ausländischen Wahrnehmung*. Bonn, Editions Europa Union Verlag, 1995, p. 50.

¹⁶ HUBEL Helmut, MAY Theresa, op. cit., p. 69.

¹⁷ BIERLING Stephan, *Vormacht wider Willen: Deutsche Außenpolitik von der Wiedervereinigung bis zur Gegenwart*, Munich, Editions Verlag C.H.Beck, 2014, pp. 93-97.

Cette décision a permis à ce que l'Allemagne soutienne l'effort de guerre des Etats-Unis dans les Balkans dans les années 1990. En décembre 1994 l'OTAN a demandé à l'Allemagne d'envoyer des soldats en Bosnie. L'OTAN voulait en quelque sorte tester jusqu'où l'Allemagne se trouvait en capacité d'envoyer des troupes en Bosnie afin de remplacer les troupes des Nations unies et si elle était réellement prête à participer à des opérations extérieures. Aussi en 1999 lors de la guerre au Kosovo la République fédérale d'Allemagne s'est montrée présente et a envoyé son armée. Ainsi lors de ce conflit 14 avions de chasse de classe *Tornado* mais qui avaient seulement des fonctions de reconnaissance de champ de bataille étaient présents.

Gerhard Schröder lorsqu'il arrive au pouvoir en 1998 souhaite préserver et même approfondir la relation germano-américaine. Il fait une déclaration importante à ce sujet à l'occasion d'un discours devant le Bundestag le 10 novembre 1998 :

« Nous devons beaucoup à l'amitié avec les Etats-Unis d'Amérique : pas seulement la paix et notre liberté. (...) C'est une amitié qui a fait ses preuves et qui ne se situe devant aucune mise à l'épreuve. Nous ne la garantissons pas seulement pour des raisons de continuité ou de fidélité par rapport aux alliances, non, nous la garantissons de la confiance qui peut naître seulement d'un partenariat étroit. Nous restons convaincus de nos exigences dans le cadre de l'Alliance atlantique¹⁸. »

Ainsi par ces propos le chancelier allemand nouvellement élu souhaite rappeler d'une part la solidité de la relation germano-américaine et d'autre part en se projetant dans l'avenir il promet que son gouvernement continuera à jouer un rôle dans l'Alliance atlantique.

II. L'influence des néoconservateurs

Il est à noter que depuis la fin de la Guerre froide et de la 1^{ère} guerre en Irak ou guerre de Koweït (1990-1991) il y a au sein des groupes de pression et des différents think-tanks américains une pensée de plus en plus expansionniste concernant la politique étrangère des Etats-Unis. Aussi de nombreuses personnes souhaitent influencer la politique étrangère américaine. C'est notamment le cas de Robert Kagan qui a aussi joué un rôle important dans la création de ce que Justin Vaïsse nomme le « néo-conservatisme de troisième âge¹⁹ ». En 1996 Robert Kagan a coécrit avec Bill Kristol un article dans la revue *Foreign Affairs* qui s'intitulait « *Pour une politique néo-reaganienne* » qui appelle à un renouvellement de la politique étrangère des Etats-Unis. Un an plus tard en 1997 fut instauré le PNAC et ce think-tank a été développé par un groupe de néo-conservateurs dont les chefs

¹⁸ LUDWIG Andreas, *Auf dem Weg zu einer „Achse Berlin-London“? Die deutsch-britischen Beziehungen im Rahmen der Europäischen Union unter Gerhard Schröder und Tony Blair (1998-2002)*, Hamburg, Editions Diplomatica Verlag, 2011, p 166.

¹⁹ VAÏSSE Justin, *Histoire du néoconservatisme aux Etats-Unis*, Paris, Editions Odile Jacob, 2008, p. 244.

de fils étaient Dick Cheney, Paul Wolfowitz ou encore Donald Rumsfeld. Une particularité entre tous ces hommes politiques américains est qu'ils ont tous les trois eu des fonctions de premier plan lors de différentes administrations républicaines par le passé que ce soit sous Reagan ou Bush père. Ils souhaitent aussi ardemment le retour des Républicains au pouvoir pour la prochaine élection présidentielle américaine de 2000 et souhaitent aussi le retrait de Saddam Hussein du pouvoir en Irak.

Ce « projet pour un nouveau siècle américain » est un « think-tank » axé sur les thématiques de politiques étrangères, internationales et souhaite que les Etats-Unis jouent un rôle de premier plan dans les affaires du monde dans le nouveau siècle. L'arrivée au pouvoir de George W. Bush en janvier 2001 permet l'introduction des idées émises par ce groupe de réflexion au plus proche du pouvoir politique des Etats-Unis et ces idées ont joué un rôle non négligeable dans des décisions de politique étrangère comme lors de l'intervention de l'Irak en 2003.

On peut aussi très nettement remarquer qu'au sein de la nouvelle administration américaine de Bush il y a trois tendances concernant la politique étrangère des Etats-Unis²⁰ :

- Premièrement on trouve le secrétaire d'Etat américain Colin Powell (qui a été chef d'Etat-Major des armées des Etats-Unis lors de la guerre du Koweït) ou la conseillère à la sécurité nationale Condoleezza Rice qui appartiennent à l'école de pensée réaliste en relations internationales. Powell se présente par exemple comme l'héritier de l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger ou encore de Bush père et souhaite avoir une approche pragmatique de la politique étrangère américaine, il soutient aussi une approche multilatérale des relations internationales.
- Le deuxième groupe comprend les néoconservateurs dont l'idéologie et le programme ont été développés par le PNAC à la fin des années 1990. On y trouve par exemple le vice-président Dick Cheney, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld ou encore le vice-secrétaire à la Défense Paul Wolfowitz. Paul Wolfowitz a par exemple théorisé sa doctrine dans les années 1990 qui stipule que les Etats-Unis doivent empêcher l'émergence d'une seconde superpuissance au niveau international afin de ne pas menacer l'hégémonie américaine dans un contexte post guerre froide et par un monde caractérisé par une puissance dominante :

²⁰ NGUYEN Eric, *De Yalta à Bagdad : les présidents américains et le monde*, Paris, Editions Broché, 2007, p. 166.

les Etats-Unis. Les néoconservateurs considèrent comme vital pour les intérêts américains que l'Europe reste une zone de sécurité et de paix.

- Le troisième groupe se compose de la droite religieuse américaine très conservatrice dont le principal représentant est le procureur général des Etats-Unis ou ministre de la Justice John Ashcroft. Ce groupe au niveau international est très proche des positions du parti du Likoud israélien et soutient la politique menée par le nouveau Premier ministre israélien Ariel Sharon. Il plaide aussi pour une rechristianisation du monde et ce en particulier en Europe.

III. Réticences européennes vis-à-vis d'une victoire du *ticket* Bush/Cheney

George W. Bush a affirmé lors de sa campagne qu'il souhaitait mettre en place au niveau économique un état minimal en réduisant par exemple les impôts et cette conception de l'Etat est par exemple situé aux antipodes du modèle d'économie sociale de marché mis en place en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale qui vise à redistribuer efficacement les effets de la croissance économique à l'ensemble de la population allemande. Cette idée a en fait été développée aussi par l'instauration du capitalisme rhénan que l'on trouve principalement en Allemagne et qui s'oppose au modèle de capitalisme financier présent aux Etats-Unis.

Dans ses mémoires le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer aurait souhaité que le *ticket* du parti démocrate Al Gore/Libermann gagne l'élection présidentielle américaine de 2000, surtout que le candidat démocrate Al Gore a largement basé sa campagne électorale sur les questions environnementales et la nécessité d'une lutte contre le réchauffement climatique, ce qui ne peut que plaire au parti écologiste allemand *Die Grünen*. Dans ses mémoires Joschka Fischer écrit à ce sujet :

« Il va de soi que nous nous serions réjouis nous la coalition et le gouvernement fédéral rouge/vert si Al Gore et les démocrates avaient pu défendre la Maison Blanche car sans aucun doute nous nous situions politiquement et humainement plus proche des Démocrates que des Républicains. Avec Bill Clinton et Madeleine Albright nous avions le chancelier Schröder et moi développé un très bon rapport personnel et nous aurions poursuivi volontiers ces excellentes relations politiques et humaines avec le vice-président de Bill Clinton et de son équipe pour encore quatre années mais cela ne devait pas se passer ainsi²¹. »

Le décompte des voix à partir de la fin de l'élection et les problèmes révélés dans certains états américains comme par exemple en Floride au niveau des décomptes des voix qui auraient désavantagé des noirs-américains a aussi été perçu avec scepticisme par les Européens avec une crainte de failles dans la démocratie américaine. La fin de

²¹ FISCHER Joschka, *Die rot-grünen Jahre: Deutsche Außenpolitik vom Kosovo bis zum 11. September*, Cologne, Editions Kiepenheuer und Witsch, 2007, p. 382.

l'administration Clinton/Al Gore se caractérise aussi par une période de bonne entente entre la plupart des pays européens et l'administration américaine. En effet lors de l'alternance politique aux Etats-Unis en 2000 la plupart des pays européens ont des majorités politiques appartenant au centre-gauche. C'est le cas aux Royaume-Uni avec les travaillistes de Tony Blair. En Allemagne on a donc une coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts. Et en France l'on connaît une situation de cohabitation. Ces derniers se sentent politiquement plus proches du camp démocrate que des Républicains.

Aussi lors de son discours d'investiture du 20 janvier 2001 le président américain a mis en garde les potentiels agresseurs des Etats-Unis démontrant ainsi un futur potentiel unilatéralisme de la future administration américaine concernant les questions internationales:

« Les ennemis de la liberté et de notre pays ne doivent pas s'y tromper. L'Amérique reste engagée dans le monde, par histoire et par choix, construisant un équilibre du pouvoir qui donne préférence à la liberté. Nous défendrons nos alliés et nos intérêts. Nous ferons preuve de détermination sans arrogance. Nous répondrons à l'agression et à la mauvaise foi par la détermination et la force²². »

IV. Les débuts de l'ère Bush

A. Isolement des Etats-Unis et refus du multilatéralisme

Durant sa campagne électorale le président américain s'est présenté comme peu intéressé par les questions de politique étrangère. De nombreux journalistes et observateurs internationaux ont souligné le fait qu'à la différence de son père (qui a été directeur de la CIA, et ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies) George W. Bush ne présente aucune expérience concernant les questions de politique internationale puisque avant de devenir président des Etats-Unis il était gouverneur du Texas. Aussi la critique vis-à-vis du nouveau président américain ne se limite pas seulement au monde politique puisque des documentaires tels que *Fahrenheit 9/11* de Michael Moore ou encore *Le monde selon Bush* de William Karel ont souligné le manque de connaissances du nouveau président et le fait qu'il soit entouré de nombreux conseillers influents qui pourraient prendre des décisions importantes concernant la politique étrangère américaine à sa place.

Durant les premiers mois de la présidence de George W. Bush à partir de janvier 2001 on peut constater que de nombreuses mesures unilatérales prises par le nouveau gouvernement américain ont suscité des inquiétudes en Europe. Bush a en effet rappelé plusieurs fois que ce soit lors de sa campagne électorale, lors de son discours d'investiture

²² SCHAMBECK Herbert, WIDDER Helmut, BERGMANN Marcus, *Dokumente zur Geschichte der Vereinigten Staaten*, Berlin, Editions Duncker et Humblot, 2007, p. 736.

ou bien lors des premiers mois de sa présidence qu'il souhaitait faire passer les intérêts des Etats-Unis avant toute chose. Déjà dans son discours d'investiture du 20 janvier 2001 le président Bush a mis en garde des ennemis potentiels qui pourraient menacer la sécurité des Etats-Unis. Le président nouvellement élu nomme John Bolton chargé des questions de désarmement au département d'Etat américain (pendant du ministère français des Affaires étrangères) qui a une vision très unilatérale du rôle des Etats-Unis dans le monde :

« Il y a une communauté internationale qui ne peut être dirigée que par la seule puissance réelle restant dans le monde, et ce sont les Etats-Unis²³. »

Les premières mesures diplomatiques de George W. Bush consistent à remettre en cause certains traités internationaux voulus par Bill Clinton. Il se pose donc en dénonciateur de l'administration démocrate précédente et donne des impulsions très unilatérales à la nouvelle diplomatie américaine. Il a annoncé les mesures suivantes entre sa prise de fonction en janvier 2001 et les attentats du 11 septembre 2001²⁴:

- Il revient par exemple sur le traité CTBT (Comprehensive Test Ban Treaty) de 1996 signé avec la Russie qui interdit complètement les essais nucléaires.
- Il souhaite aussi remettre en cause la Convention d'Ottawa qui interdit les mines antipersonnelles.
- Il veut aussi revenir sur la convention de Rome qui souhaite instaurer une CPI (cour pénal international).
- Il annonce aussi la sortie immédiate des Etats-Unis du protocole de Kyoto. Le protocole de Kyoto destinait à lutter contre le réchauffement climatique en limitant l'émission des gaz à effets de serre.

Aussi Bush a décidé dans les premiers mois de sa présidence de lancer le projet NMD (en anglais National Missile Défense) qui consistait en une défense contre les missiles balistiques²⁵. Le président Bush renonce donc unilatéralement au traité ABM de 1972 qui interdisait les systèmes de missiles antimissiles. Le président américain souhaitait en effet permettre aux Etats-Unis de posséder un système de défense antimissile afin de « sanctuariser » le territoire américain. Bush s'est en fait largement inspiré du projet IDS (initiative de défense stratégique plus connu et popularisé par le terme de « guerre des étoiles ») développé par le président Ronald Reagan dans les années 1980. Ce projet a

²³ MELANDRI Pierre, *Le siècle américain, une histoire*, Paris, Editions Perrin, 2016, p. 505.

²⁴ NGUYEN Eric, op. cit., p. 167.

²⁵ GÖRTEMAKER Manfred, op. cit., p. 147.

finalement été abandonné à la fin de la présidence Reagan car le projet s'est révélé très coûteux et a en fait été perçu comme un « coup de bluff » vis-à-vis d'une Union soviétique confrontée dans les années 1980 par à la fois des difficultés de nature économique mais aussi politique²⁶.

C'est en fait principalement dans les questions de protection de l'environnement que l'on perçoit les différences les plus importantes avec l'administration de Bill Clinton et qui a des conséquences sur la relation entre la coalition écologique et social-démocrate en Allemagne et l'administration républicaine américaine. Ceci a principalement trouvé un écho dans la décision américaine de se retirer unilatéralement du protocole de Kyoto. La décision des Etats-Unis de ne plus respecter le protocole de Kyoto a provoqué un net rejet de la part de l'Allemagne. Fin mars 2001 le chancelier allemand Gerhard Schröder a effectué une visite aux Etats-Unis et seulement une demi-heure avant la rencontre entre le président américain et le chancelier allemand Condoleezza Rice a fait savoir que les Etats-Unis allaient se retirer du protocole de Kyoto qu'ils avaient signé en 1998 et qui avait pour but une réduction des émissions en CO2. Cette décision n'a pu que représenter un camouflet pour la coalition rouge/verte allemande puisque l'écologie représente une valeur fondamentale pour le parti des Verts. Ce retrait américain du protocole de Kyoto n'a pu que créer un certain malaise dans la communauté internationale puisque les Etats-Unis représentaient (seulement) environ 4% de la population internationale mais produisent 25% des émissions mondiales de CO2 au début des années 2000²⁷. En ce qui concerne le retrait du protocole de Kyoto le président américain motive sa décision par la phrase suivante: "Because, first thing first, there are the people who live in America²⁸." (Ce qui signifie en français « parce que ce qui compte avant tout ce sont les Américains »).

B. Critiques allemandes

La prise de fonction de l'administration Bush en janvier 2001 suscite des craintes concernant les intentions de la future administration américaine. Ainsi le slogan « l'Amérique d'abord²⁹ » qui était au cœur de la campagne électorale du candidat républicain George W. Bush a suscité des craintes dans les capitales européennes puisque par

²⁶ NGUYEN Eric, op. cit., p. 168.

²⁷ MELANDRI Pierre, op. cit., 2016, p. 506.

²⁸ NGUYEN Eric, op. cit., p. 167.

²⁹ FISCHER Joschka, op. cit., 2007, p. 383.

ce slogan les Etats-Unis faisaient savoir clairement qu'ils allaient plus utiliser l'unilatéralisme que le multilatéralisme dans leur rapport au monde.

Dans ses mémoire le ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque Joschka Fischer afin de montrer son opposition à l'administration Bush mentionne un article paru dans l'édition de janvier/février 2000 du magazine américain de politique internationale *Foreign Affairs*. Cet article qui s'intitule « *Campaign 2000 : Promoting the National Interest* » a donc été écrit moins d'un an avant la prise de fonction de la nouvelle administration républicaine et son auteur est Condoleezza Rice. Madame Rice dans cet article fait un réquisitoire contre la politique étrangère de Bill Clinton et fait des recommandations concernant le leadership que devraient avoir les Etats-Unis dans le monde en 5 points³⁰:

- Les forces militaires doivent empêcher la guerre. La notion de guerre préventive est ainsi introduite puisque le recours à la force est autorisé afin d'empêcher de futurs potentiels conflits.
- La future administration américaine (son article est rédigé en 2000) qui entrera en fonction dans un an devra veiller à ce que la croissance économique des Etats-Unis se fonde sur le libre-échange et qu'un système financier international soit garanti.
- Troisièmement Condoleezza Rice demande à ce que les relations entre les Etats-Unis et ses alliés soient renouvelées et renforcées.
- Quatrièmement un regard particulier sur les puissances émergentes comme la Chine devra être donné.
- Cinquièmement les Etats-Unis devront aussi surveiller de près les états jugés dangereux par les Etats-Unis.

Condoleezza Rice dans cet article considère que les opérations étrangères menées par l'administration du président démocrate Clinton dans les années 1990 que ce soit en Somalie en 1993 ou encore dans l'ex-Yougoslavie en 1995 avaient un but purement humanitaire. Or Condoleezza Rice aurait voulu que ces opérations extérieures américaines se fondent uniquement sur les intérêts des Américains. Dans ses mémoires Joschka Fischer critique ouvertement cette position de Madame Rice et soutient même que l'idée de telles « interventions humanitaires » (aux yeux de Condoleezza Rice) se trouve même être une

³⁰ SCHILD, George, *Die bedrohte Supermacht, Die Außen- und Sicherheitspolitik der USA nach dem Ende des Kalten Krieges*, Berlin, Editions Opladen, Leske und Budrich, 2002, p. 85.

adaptation vis-à-vis de nouveaux conflits post-guerre froide³¹. Aussi pour Joschka Fischer ce concept « d'intervention humanitaire » ne constitue pas une nouvelle doctrine mais plutôt un ajustement nécessaire et efficace aux nouvelles menaces auxquelles la société internationale post-guerre froide se trouve être confrontée, à savoir le terrorisme, les génocides ou encore les catastrophes humaines.

Cette position défendue par Condoleezza Rice sur la place des Etats-Unis dans le monde a été réaffirmée par George W. Bush lorsqu'il est devenu président des Etats-Unis. Ainsi peu après sa prise de fonction et avec une allusion explicite à l'intervention décidée par Bill Clinton en 1995 en ex-Yougoslavie il a déclaré :

« Nous ne devrions pas envoyer nos troupes afin d'arrêter des nettoyages ethniques et des génocides en dehors de nos intérêts stratégiques³². »

C. Des succès dans la relation américano-européenne

On peut remarquer que même malgré ces différentes mesures qui pourraient nuire à l'image des Etats-Unis dans le monde les relations entre les Etats-Unis et la plupart des pays européens restent bonnes au début de la présidence Bush. Ainsi la popularité des Etats-Unis reste très élevée en Europe et ce principalement dans les pays d'Europe de l'Est car le souvenir de la guerre froide n'est pas loin dans l'esprit de beaucoup de gens de ces pays. Le fait que la Russie soit considérée pour beaucoup comme l'héritière de l'Union soviétique a laissé des craintes dans ces pays d'Europe centrale et de l'Est et ils souhaitent ardemment se rapprocher des Etats-Unis en entrant pour certains dans l'OTAN dès 1999 en ce qui concerne la Pologne ou la République tchèque ou en ayant des promesses d'entrées imminentes pour d'autres pays comme ce fut le cas en 2004 avec la Roumanie ou la Bulgarie.

Le candidat George W. Bush a présenté sa vision qu'aurait l'Amérique avec le reste du monde s'il était élu à la tête de son pays lors d'une allocution le 11 octobre 2000 c'est-à-dire moins d'un mois avant l'élection présidentielle qui ne peut qu'inspirer confiance aux partenaires européens des Etats-Unis :

« Si nous sommes une nation arrogante, nous serons rejetés ; si nous sommes une nation humble, mais forte, nous serons acceptés. En termes de puissance, notre nation est maintenant seule dans sa catégorie. C'est pour cela que nous devons être humbles, tout en utilisant nos forces afin de promouvoir la liberté³³. »

³¹ FISCHER Joschka, op. cit., 2007, p. 385.

³² WOLFRUM Edgard, *Rot-Grün an der Macht Deutschland 1998-2005*, Munich, Editions Verlag C.H. Beck, 2013, p. 402

³³ MELANDRI Pierre, op. cit., 2016, p. 504.

Aussi George W. Bush dans les premiers mois de sa présidence a compris que l'Alliance atlantique pouvait servir de tribune pour un rapprochement Europe/Etats-Unis et de montrer l'étroitesse des liens transatlantiques. Il défend aussi la position qu'une expansion de l'OTAN vers les pays d'Europe de l'Est ne peut que renforcer la place des Etats-Unis en Europe. Ainsi en juin 2001 le président américain déclara :

« Nous partageons plus qu'une alliance. Nous partageons une civilisation (...). Cette unité de valeurs et d'aspirations nous porte vers de nouveaux horizons (...). Notre communauté transatlantique doit se doter de priorités allant au-delà de la consolidation en Europe³⁴. »

Aussi le président américain invite à un rapprochement entre l'Europe de l'Ouest et les pays libérés du joug de l'Union soviétique. Il rajouta en effet :

« Toutes les nouvelles démocraties de l'Europe, de la mer Baltique à la mer Noire, et toutes celles de cette zone, devraient disposer des mêmes opportunités de protection et de liberté, et de l'égalité des chances d'accéder aux institutions européennes, comme en ont bénéficié les démocraties européennes les plus anciennes³⁵. »

Le président américain a aussi appelé l'Europe à mettre en place une politique européenne de défense commune :

« Il est dans l'intérêt de l'OTAN que l'Union européenne développe une capacité de réaction rapide³⁶. »

On peut aussi observer que l'Allemagne et les Etats-Unis ont durant ces premiers mois de l'administration Bush trouvé des points d'accord concernant la politique internationale. Ainsi en mars 2001 le gouvernement allemand et l'ensemble des partis de l'échiquier politique allemand à l'exception du parti néo-communiste PDS ont approuvé la mise en place de nouvelles sanctions contre l'Irak à l'initiative des Etats-Unis.

Chapitre 2 : Les attentats du 11 septembre 2001

Dans ce chapitre nous allons montrer que les attentats de septembre 2001 conduisent à un renouvellement de la relation germano-américaine et du partenariat transatlantique. Le chancelier Schröder a en effet montré sa solidarité aux Etats-Unis. L'Allemagne est en effet intervenue en Afghanistan. Toutefois rapidement des tensions apparaissent sur la question irakienne.

I. Les Etats-Unis frappés par le terrorisme

Déjà dans les années 1990 il est à noter que les intérêts américains dans le monde ont été à de nombreuses reprises la cible de mouvances terroristes. Depuis la fin de la deuxième guerre du Golfe ou Guerre du Koweït (1990-1991) l'Amérique devient de plus en

³⁴ LUNDESTAD Geir, *Europamérique Etats-Unis et Europe de l'Ouest de 1945 à nos jours*, Paris, Editions Broché, 2013, p. 391.

³⁵ LUNDESTAD Geir, op. cit., p. 391.

³⁶ Idem.

plus la cible des mouvements djihadistes internationaux. Lors de l'opération « Tempête du désert » lancée au début de l'année 1991 les Etats-Unis ont fait stationner des soldats en Arabie saoudite ce qui fut considéré par certains musulmans comme une atteinte directe vis-à-vis de leur religion. Ainsi l'Amérique est qualifiée par certains musulmans extrémistes de « Grand Satan »³⁷. C'est principalement un certain Oussama Ben Laden qui joue un rôle déterminant par son réseau terroriste Al-Qaïda afin d'attiser une propagande anti-américaine dans certains pays. Ainsi ancien allié des Etats-Unis lors de la guerre en Afghanistan contre l'Union soviétique dans les années 1980 il n'accepte pas la présence de troupes occidentales et essentiellement américaines sur le sol de l'Arabie saoudite, terre jugée sacrée par les musulmans et qui selon lui ne doit pas être occupée par des non musulmans. Aussi il réalise des attentats contre les intérêts américains dans le monde. Le premier a lieu en plein cœur de New York en février 1993 par un camion-piégé placé sous l'une des deux tours du World Trade Center dans le but de faire basculer l'une sur l'autre³⁸. Aussi en 1996 Ben Laden par un attentat fait sauter une caserne de l'armée américaine en Arabie saoudite ou encore en 1998 il détruit les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie.

Le 11 septembre 2001 deux avions de ligne détournés ont percuté les deux tours jumelles du World Trade Center à New York et un troisième s'est écrasé sur le Pentagone. Un quatrième avion devait s'écraser sur la Maison-Blanche ou sur le Capitole à Washington mais a été contraint à la chute par ses passagers puisque ces derniers se sont révoltés contre les pirates de l'air. Ces attentats ont coûté la vie d'environ 3000 personnes et ont ciblé des symboles de la puissance économique, politique et militaire des Etats-Unis. Parmi les morts on trouve des personnes de nombreuses nationalités mais essentiellement américaine. Cette attaque terroriste a ébranlé la perception qu'avaient les Etats-Unis d'eux-mêmes par rapport au reste du monde, puisque restée la seule superpuissance après la chute de l'Union soviétique, ils se croyaient en effet être une puissance inattaquable. La diffusion en direct de ces attentats dans le monde entier par l'intermédiaire de nouveaux médias tels que les chaînes d'information en direct telle que CNN a contribué à une amplification de l'évènement. Le ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque Joschka Fischer a décrit l'attentat comme « la fin du nouveau temps de guerre³⁹ ». Contrairement à l'attaque japonaise sur Pearl Harbour de 1941 qui a frappé la

³⁷ NGUYEN Eric, op. cit., p. 170.

³⁸ NGUYEN Eric, op. cit., p. 170.

³⁹ FISCHER, Joschka, *Die Rückkehr der Geschichte*, Cologne, Editions Knaur, 2005, p. 9.

périphérie de l'Amérique, cette fois-ci cette attaque a touché le cœur des Etats-Unis et a donc retiré l'impression d'invulnérabilité de ce pays qui depuis la fin de la guerre froide prédominait. Dans les faits il est vrai que cette série d'attentats constitue l'évènement clé de ce début de XXIème siècle. Les décisions majeures en matière de politique étrangère des Etats-Unis et de l'Allemagne qui ont été prises dans la décennie des années 2000 sont en effet pour la majorité en lien direct avec cet attentat.

Ce jour du 11 septembre 2001 les Américains ont compris qu'un petit groupe d'individus est maintenant en capacité de faire autant de dégâts qu'une armée entière. Cette nouvelle situation a d'ailleurs été présentée lors de la stratégie nationale de 2002 :

« Les ennemis nécessitaient dans le passé de grandes armées et de grandes ressources industrielles, pour mettre l'Amérique en danger. Maintenant un simple réseau d'individus peut apporter sur notre pays à la fois du chaos et de la souffrance et cela leur coûte encore moins que la procurement d'un simple tank⁴⁰. »

Ces attentats ont aussi eu pour conséquence que l'Europe n'est plus considérée comme le théâtre central des questions stratégiques pour les Etats-Unis comme cela était le cas durant la guerre froide et que c'est maintenant le Moyen Orient et l'Asie centrale qui deviennent l'enjeu central pour la sécurité de l'Amérique.

Lors de l'attentat le président américain Bush se trouvait dans une école primaire en Floride. Lorsqu'il a appris l'attentat le président américain a parlé de tragédie nationale. Le soir du 11 septembre Bush a tenu une allocution à 20 heures 30 dans lequel il fait le point sur la série d'attentats sans précédent qu'ont connu les Etats-Unis. Le président américain a tenu à remercier l'action des services des Etats-Unis et a prévenu la population que tout serait fait pour qu'il n'y ait pas de nouvelles attaques. Bush a aussi parlé d'une guerre contre le terrorisme : « We stand together to win the war against terrorism. »

La série d'attentats qui a frappé l'Amérique a mené à une solidarité aux Etats-Unis autour du président américain et même autour de la nation américaine, qui a concerné à la fois les médias, le Congrès, le parti républicain et démocrate et aussi l'opinion publique. Il s'est passé en fait un réflexe d'union sacrée (*rally around the flag* en anglais)⁴¹. Aussi la cote de popularité du président américain atteint des niveaux rarement égalés pour un président en exercice puisqu'il dépasse les 80% d'opinions favorables. Par exemple le président américain est venu trois jours après l'attentat sur les ruines toujours fumantes

⁴⁰ SCHMIDT Siegmund, HELLMANN Gunther, WOLF Reinhard, *Handbuch zur deutschen Außenpolitik*, Wiesbaden, Editions Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, p. 357.

⁴¹ DAVID Charles-Philippe, BALTHAZAR Louis, VAÏSSE Justin, *La politique étrangère des Etats-Unis*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2007, p. 343.

du World Trade Center afin d'apporter son soutien aux pompiers new-yorkais. Ainsi le président américain a été acclamé à la fin de son allocution sous les cris de "USA, USA".

II. Réactions en Allemagne aux attentats

La période qui a suivi les attentats du 11 septembre a été décrite par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* comme une « phase de l'harmonie germano-américaine ». Il est vrai qu'à la fois la population et le gouvernement allemand de l'époque ont immédiatement montré une solidarité vis-à-vis des Etats-Unis.

A. La réaction de Gerhard Schröder

Lorsque le chancelier Schröder a appris la nouvelle des attentats aux Etats-Unis peu après 15h00 il a réuni son ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer, son ministre de l'intérieur Otto Schilly et son ministre de la défense Rudolf Scharping. Ensuite le chancelier a joint par téléphone le président du Bundestag Wolfgang Thierse, les responsables des chefs des groupes parlementaires des différents partis politiques et enfin le président fédéral Johannes Rau. Ensuite le chancelier a appelé des chefs d'états d'autres pays européens comme le premier ministre britannique Tony Blair ou encore le président français Jacques Chirac afin de montrer l'urgence que confère le chancelier allemand aux attentats et a montré une volonté de répondre de manière commune au niveau européen. Le chancelier allemand avait envoyé un télégramme de soutien au président américain avec la déclaration suivante :

« Très cher président, j'ai appris avec horreur les détestables attentats terroristes sur le World Trade Center à New York et sur le Pentagone à Washington dans lesquels beaucoup d'êtres humains ont perdu leurs vies. Mon gouvernement condamne cet acte terroriste de la plus sévère des manières. Le peuple allemand est situé en cette heure difficile du côté des Etats-Unis d'Amérique. Je voudrais vous présenter à vous et au peuple américain ma profonde compassion et ma solidarité sans limites. Nos condoléances vont aux victimes et à leurs proches⁴². »

Il a ensuite organisé un conseil de sécurité au niveau fédéral qui s'est tenu à 17H00. Dans cette réunion s'est posée la question de la réponse que l'Allemagne devait apporter vis-à-vis de l'attaque subie par les Etats-Unis dans la matinée. Très vite après les attentats du 11 septembre l'ensemble de la coalition rouge-verte au pouvoir depuis septembre 1998 en Allemagne sous la direction du chancelier Gerhard Schröder a donc apporté son soutien à l'administration américaine. Le soir même des attentats le chancelier Gerhard Schröder et son collègue Joschka Fischer ont condamné lors d'une allocution commune

⁴² STEININGER Rolf, *Deutschland und die USA vom Zweiten Weltkrieg bis zur Gegenwart*, Berlin, Editions Olzog, 2014, p. 758.

des « attentats détestables »⁴³. Le lendemain de l'attaque terroriste le 12 septembre 2001 Gerhard Schröder a tenu un discours devant le Bundestag, le parlement allemand⁴⁴. Le chancelier a par cette occasion assuré les Etats-Unis de la solidarité des Allemands et du soutien de son pays dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ainsi lors de cette allocution Gerhard Schröder a commencé par les mots suivants :

« Mesdames et Messieurs, j'ai présenté mes condoléances au président américain au nom de l'ensemble du peuple allemand. Je lui ai aussi assuré de la solidarité sans limites de l'Allemagne et je le souligne sans limites. Je suis sûr que toutes nos pensées sont chez les victimes et leurs parents proches. Vers eux va aussi notre compassion et nos condoléances. Je souhaiterais ici en présence du nouvel ambassadeur américain Dan Coats assurer expressément encore une fois : les gens en Allemagne se situent dans cette heure difficile fermement du côté des Etats-Unis d'Amérique⁴⁵. »

Puis il a poursuivi:

« Nous devons maintenant prendre rapidement des mesures efficaces afin de vaincre le terrorisme. Ce qui suit sera de rigueur : celui qui aide ou protège des terroristes se heurte aux lois fondamentales du vivre ensemble des peuples. Hier soir encore j'ai parlé avec le président de la République française Jacques Chirac et son premier ministre Lionel Jospin, avec le premier ministre britannique Tony Blair et avec le président russe Vladimir Poutine. Nous sommes tombés sur un point d'accord que ces actes terroristes constituent une déclaration de guerre contre le monde libre⁴⁶. »

Après ce discours un conseil de sécurité fédéral fut à nouveau organisé et il fut décidé de soutenir la formation d'une coalition internationale contre le terrorisme et ce par l'intermédiaire de l'article 5 de l'OTAN comme prévu dans le traité de l'Atlantique Nord de 1949. La coalition rouge-verte a aussi soutenu l'adoption de la résolution 1368 du conseil de sécurité de l'ONU du 12 septembre 2001 qui condamne l'attaque survenue la veille aux Etats-Unis⁴⁷. Le 11 octobre 2001 à l'occasion d'un autre discours devant le Bundestag le chancelier Schröder a affirmé que les attaques terroristes représentaient un « tournant » dans la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne de l'après-guerre froide.

B. Les réactions d'autres hommes politiques allemands et de la population

Le soir des attentats Joschka Fischer a appelé le secrétaire d'Etat américain Colin Powell afin de lui témoigner de la solidarité allemande par rapport à l'attaque terroriste du matin. Joschka Fischer dans cet appel téléphonique a témoigné de son « ébranlement » à Powell lorsqu'il a appris la nouvelle de l'attaque. Comme déjà précisé un conseil fédéral

⁴³ REITER Margit, EMBACHER Helga, *Europa und der 11. September 2001*, Köln, Edition Böhlau, 2011, p. 43.

⁴⁴ OVERHAUS Manfred, op. cit., p. 257.

⁴⁵ FISCHER Joschka, op. cit., 2011, p. 15.

⁴⁶ LUDWIG Andreas, op. cit., p. 170.

⁴⁷ STARK Hans, *La politique internationale de l'Allemagne*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2011, p. 262.

de sécurité a été organisé. Fischer a aussi mentionné dans ses mémoires que cet attentat a ouvert la boîte de pandore de la politique internationale. Le lendemain des attentats, c'est-à-dire le 12 septembre Joschka Fischer a pris part à Bruxelles (puisque durant le second semestre de l'année 2001 c'est la Belgique qui préside le Conseil de l'Union européenne) à une réunion de l'ensemble des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne.

« Aujourd'hui nous sommes tous des Américains⁴⁸. » C'est par ces mots que le chef du groupe parlementaire du SPD au Bundestag Peter Struck a voulu témoigner de sa solidarité vis-à-vis du peuple américain peu après la série d'attentats. Par cette phrase il voulait faire écho à la célèbre phrase du discours du président américain John F. Kennedy tenu à Berlin en juin 1963 afin de témoigner du soutien des Etats-Unis vis-à-vis de l'Allemagne dans un contexte de pleine guerre froide : « Ich bin ein Berliner ». Ainsi 38 ans après ce discours c'est à l'Allemagne d'apporter son assistance à son ancien protecteur durant la confrontation Est-Ouest.

Le lendemain des attentats le parlement allemand s'est réuni. Lors de cette séance plénière l'ensemble des partis allemands ont alors pris position en faveur de l'action du chancelier allemand Schröder qui prévoyait la solidarité vis-à-vis des Etats-Unis. Ainsi le chef du groupe parlementaire du parti de la CDU Friedrich Merz a qualifié les attentats comme une « attaque du mal et comme un mépris de l'homme⁴⁹ ». Merz qui était pourtant à l'époque le chef de l'opposition de la coalition rouge/verte de l'époque au Bundestag a souligné la nécessité de témoigner la solidarité allemande dans cette épreuve et il a dit : « Nous sommes situés à l'heure qu'il est du côté de l'Amérique⁵⁰. » Merz a ensuite affirmé: « Ce n'est pas le temps d'un oui mais...⁵¹ » Il voulait par cette déclaration montrer qu'il fallait ne pas mettre une limite à la solidarité et au soutien de l'Allemagne vis-à-vis des Etats-Unis.

La population allemande a réagi aux attentats avec une grande solidarité et une grande sympathie vis-à-vis des Etats-Unis. Le 14 septembre 2001 c'est-à-dire trois jours après les attentats de New York et de Washington a été organisée devant la porte de Brandebourg (un lieu central de la capitale allemande) une grande manifestation silencieuse de 200 000 personnes afin de témoigner la solidarité devant l'attaque terroriste qu'a subi

⁴⁸ REITER Margit, EMBACHER Helga, op. cit., p. 44.

⁴⁹ Idem.

⁵⁰ Idem.

⁵¹ STEININGER Rolf, op. cit., p. 759.

l'allié américain. Dans cette manifestation étaient présents de nombreux responsables politiques allemands de premier plan comme le président fédéral de l'époque Johannes Rau ou encore le ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer.

Cependant il y a eu aussi des réactions réservées en Allemagne à la suite des attentats du 11 septembre. C'est essentiellement au sein de la presse allemande que les critiques vis-à-vis de la réaction du président américain par rapport aux attentats du 11 septembre ont été les plus nombreuses. L'hebdomadaire *Die Zeit* écrit que les déclarations de Bush ne laissaient rien supposer de bon. Dans le *TAZ* il fut même écrit que Bush avait utilisé les mauvais mots comme le terme de « croisade ». Bien souvent la scène de l'école en Floride où le président reste inerte à l'annonce des attentats a été mentionnée. La presse allemande l'a aussi décrit comme étant un cowboy ou un guerrier à la recherche de combats. Ainsi le *Spiegel* du 18 février 2002 l'a mis en couverture de son magazine et Bush a été caricaturé en Rambo.

III. La réaction de la France

A. Soutien de la France

Depuis juin 1997 la France se trouve dans une situation politique particulière (la cohabitation) puisque le président de la République de l'époque Jacques Chirac appartient à un parti (à savoir le RPR : acronyme signifiant « Rassemblement pour la République ») différent de celui de son premier ministre Lionel Jospin (puisque ce dernier est membre du parti socialiste). Les deux hommes politiques sont donc amenés à gouverner ensemble dans une situation de véritable coexistence institutionnelle, contexte politique appelé la cohabitation. Ainsi d'un côté il y a un gouvernement soutenu par une majorité à l'Assemblée nationale composée de socialistes, de verts et de communistes (dans le cadre de la gauche plurielle) et d'un autre côté on trouve le président de la République Jacques Chirac élu en 1995 issu des rangs du RPR. Peu après la série d'attentats qui a frappé les Etats-Unis l'ensemble de la classe politique française a condamné ces attaques. Le président Chirac se trouvait en Bretagne lors de l'attaque et sa première réaction a été d'apporter le soutien et l'amitié de la France au président américain.

Ce qui est marquant c'est que durant d'autres périodes de cohabitation et ce en particulier entre 1986 et 1988 lorsque François Mitterrand était président de la République et Jacques Chirac son Premier ministre, on pouvait voir une nette compétition entre les deux hommes et ce principalement sur les questions de politique internationale puisque

chacun des deux voulaient représenter la France au niveau international. Or en ce qui concerne le 11 septembre le chef du gouvernement et le président de la République ont voulu montrer que la France avait une position commune face à cette vague d'attentats. Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères socialiste de l'époque déclara pour résumer la réaction française: « Nous sommes dans une position de solidarité humaine et politique de principe⁵². »

Le 18 septembre 2001 c'est-à-dire une semaine après les attentats le président Chirac a décidé de rendre visite au président américain Bush en compagnie de son ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine. Cela a constitué la première visite d'un homme d'état européen aux Etats-Unis depuis les attentats. Dans une allocution tenue devant la communauté française à Washington il a affirmé que la relation américano-française dans des temps de crise s'est toujours montrée très forte.

Il y a eu comme en Allemagne un fort élan de solidarité vis-à-vis des Etats-Unis. Dans un sondage d'opinion réalisé le lendemain des attentats du 11 septembre 96% de la population française s'est en effet déclarée compatissante vis-à-vis des Etats-Unis⁵³. Cette solidarité s'est traduite dans les faits par des actions vis-à-vis du peuple américain. Ainsi le 14 septembre 2001 une minute de silence a été organisée dans toute la France que ce soit dans les bâtiments publics ou encore dans les écoles. Des dizaines de personnes se sont aussi rassemblées au pied de la statue de la liberté au niveau du pont de Grenelle à Paris, en allumant des bougies ou encore aux alentours de l'ambassade américaine en France en y déposant des fleurs. En province ce fut particulièrement en Normandie là où les Etats-Unis ont commencé à libérer l'Europe occidentale du joug nazi 60 ans auparavant que des cérémonies en hommage aux victimes américaines ont été organisées.

Le soutien vis-à-vis des Etats-Unis a aussi rassemblé une quasi-unanimité de la part du monde médiatique français. Le soir même des attentats la politologue franco-américaine Nicole Bacharan a lancé sur un plateau de télévision la célèbre phrase qui a été reprise à maintes reprises par la suite : « Aujourd'hui nous sommes tous des Américains⁵⁴ ». L'hebdomadaire français *Le Monde* sous la direction de Jean-Marie Colombani a par exemple repris cette expression dans un article publié le 13 septembre 2001.

⁵² DURPAIRE François, HARTER, Hélène, KASPI André, LHERM Adrien, *La civilisation américaine*, Paris, Editions Broché, 2006, p. 604.

⁵³ REITER Margit, EMBACHER Helga, op. cit., p. 111.

⁵⁴ BACHARAN Nicole, SIMONNET Dominique, *11 septembre : le jour du chaos*, Paris, Editions Perrin, 2011.

B. Des critiques vis-à-vis des Etats-Unis

On peut aussi observer qu'une réaction aussi unanime qu'en Allemagne concernant la classe politique et la mobilisation politique n'a pas eu lieu en France. Ainsi on peut déjà observer qu'il n'y a pas eu un mouvement de solidarité et de compassion de la part de la population française d'une aussi grande ampleur qu'en Allemagne. Au sein de certains partis politiques on a pu aussi noter de sérieuses divergences d'approches concernant la réaction à apporter. Le secrétaire national du Parti communiste français de l'époque Robert Hue a par exemple été sifflé car il a demandé de faire trois minutes de silence en hommage aux victimes des attentats aux Etats-Unis lors de la traditionnelle « fête de l'Huma » qui a été organisée quelques jours après le 11 septembre 2001.

Aussi au sein de l'extrême droite française on peut observer des divergences de tendances puisque Bruno Mégret le président du parti MNR (Mouvement national républicain) issu de la scission de 1998 avec le Front national a apporté son soutien aux Etats-Unis tout en indiquant qu'il fallait lutter contre l'islamisme fondamentaliste. D'un autre côté on a aussi pu observer des critiques vis-à-vis de la politique internationale menée par les Etats-Unis. Ainsi Jean-Marie Le Pen président du Front National a eu la déclaration suivante :

« On ne peut pas exercer une politique de puissance qui est arrogante et parfois criminelle sans attiser la haine autour de soi⁵⁵. »

Certaines phrases d'hommes politiques français qui avaient initialement exprimé leur solidarité vis-à-vis des Etats-Unis ont été rapidement occultées par d'autres déclarations qui ont mis en cause indirectement le rôle des Etats-Unis dans cet attentat. Ainsi c'est principalement par la voix de Noël Mamère homme politique du parti « Les Verts » qui voit en cet attentat une réponse à la politique étrangère américaine jugée selon lui comme trop agressive depuis des décennies.

Si on analyse de plus près les réactions des différents médias il apparaît que celles-ci ont été bien plus mitigées que cela ne pouvait sembler de prime abord. Ainsi Jean-Marie Colombani qui avait déclaré dans son article qu'aujourd'hui nous sommes tous des Américains a en fait dans cet article dénoncé le rôle trop prédominant selon lui des Etats-Unis dans la politique internationale. Non seulement le journal *Le Monde* a tenu ce discours mais aussi *Libération* ou même encore *Le Figaro* dont les positions pro-américaines sont connues. Dans son édition du 13 septembre 2001 *Le Figaro* a par exemple fait paraître

⁵⁵ REITER Margit, EMBACHER Helga, op. cit., p. 110.

des lettres qui ont pointé du doigt la politique étrangère américaine des Etats-Unis depuis la guerre du Golfe comme étant en partie responsable des attentats.

Jean-François Revel, membre de l'Académie française, décédé en 2006 a résumé la tendance des réactions qui ont eu lieu après les attentats du 11 septembre en France. Ainsi il écrit : « Le 11 et le 12 septembre, devant les ruines et les milliers de victimes nous étions tous « des Américains ». Mais après 48 heures des voix discordantes étaient à être entendre. Ne devait-on pas en effet se poser des questions sur les raisons les plus profondes, sur les racines du mal qui auraient incité les terroristes à agir de la sorte ? Les Etats-Unis ne portent-ils pas une part de responsabilité dans leur propre malheur⁵⁶? » Par cette phrase Revel veut montrer qu'après un soutien de façade de nombreuses personnes en France se sont posées la question des origines des attentats et ont en fait trouvé une part de responsabilité dans l'attitude des Etats-Unis.

Chapitre 3 : La réponse des Etats-Unis et leurs alliés : l'Afghanistan

A la suite des attentats le président Bush promet que les Etats-Unis vont répondre de manière rapide à la vague d'attentats qui a frappé les Etats-Unis. L'armée américaine et leurs alliés interviennent de manière légale en Afghanistan. Gerhard Schröder décide aussi de participer activement sur le terrain afghan.

I. La riposte

Dans un premier temps le président américain annonce que les Etats-Unis vont répliquer aux attentats.

A. Le discours devant le Congrès de George W. Bush le 20 septembre 2001

Cette vague de soutien vis-à-vis de cette Amérique meurtrie de la part des pays européens conduit l'administration Bush à une impression que les Etats-Unis ne sont pas seuls dans cette nouvelle guerre contre le terrorisme. Ainsi un jour après l'attentat Bush déclara :

« L'Amérique est unie. Les nations éprises de liberté sont à nos côtés⁵⁷. »

Le 20 septembre 2001 le président américain George W. Bush a tenu un discours devant le Congrès. Normalement c'est une tradition que le président tienne une allocution tous les ans à la fin du mois de janvier (lors du « discours sur l'état de l'Union ») mais en sep-

⁵⁶ REITER Margit, EMBACHER Helga, op. cit., p. 117.

⁵⁷ MELANDRI Pierre, op. cit., 2016, p. 513.

tembre 2001 le contexte particulier des attentats terroristes a fait que George W. Bush a tenu un discours devant les deux chambres du Congrès. Plus qu'une allocution vis-à-vis du simple Congrès, cette allocution fut un discours vis-à-vis de l'ensemble du peuple américain et même vis-à-vis du monde entier :

« Ce n'est pas seulement un combat de l'Amérique. Et il n'en va pas ici seulement de la liberté de l'Amérique. C'est le combat du monde entier. C'est le combat de la civilisation toute entière. C'est le combat de ceux qui croient au progrès, au pluralisme, à la tolérance et à la liberté. Nous demandons à toutes les nations de se mettre de notre côté⁵⁸. »

Dans son discours Bush appelle aussi le régime des Talibans en Afghanistan à extradier vers les Etats-Unis tous les membres de l'organisation Al-Qaïda qui se cachent dans leur pays. Ce discours tenu seulement neuf jours après les attentats du 11 septembre résume en fait la position que vont avoir les Etats-Unis dans les prochains mois et même les prochaines années concernant la gestion de la guerre contre le terrorisme. La distinction que fait le président américain George W. Bush ne laisse pas l'option du neutralisme chez les alliés des Etats-Unis. Après les attentats du 11 septembre les Etats-Unis ont voulu réagir rapidement et le premier champ de bataille de la « guerre globale contre la terreur » était l'Afghanistan.

B. L'influence des néo-conservateurs dans la politique étrangère américaine

On peut observer qu'au sein de l'administration Bush le secrétaire d'Etat de l'époque Colin Powell s'est montré relativement absent et ce en fait au profit des « faucons » (groupe des néo-conservateurs que l'arrivée au pouvoir de George W. Bush en janvier 2001 a permis qu'ils accèdent à des postes haut placés dans l'administration américaine comme Rumsfeld ou Wolfowitz). Ceci s'est en fait produit depuis le début de l'administration Bush. Ainsi en juillet 2001 lors du G8 de Gênes le secrétaire d'Etat américain n'était pas présent. Cette absence du secrétaire d'Etat américain qui normalement incarne la politique étrangère des Etats-Unis n'a pas manqué d'être remarquée par la presse. Début septembre 2001 seulement quelques jours avant les attentats du 11 septembre l'hebdomadaire d'informations américain *Time* a publié un article avec un titre évocateur⁵⁹ : « Where have you gone, Colin Powell ? » Il semble aussi qu'au niveau de l'intervention qu'ont réalisé les Etats-Unis lors de l'invasion de l'Afghanistan la doctrine militaire formulée par Colin Powell n'aie pas été retenue. Cette doctrine Powell utilisée notamment lors de la guerre du Golfe en 1990/1991 prévoit que lors d'un conflit on uti-

⁵⁸ SCHAMBECK Herbert, WIDDER Helmut, BERGMANN Marcus, op. cit., p. 748.

⁵⁹ SCHILD George, op. cit., p. 87.

lise un nombre élevé de troupes qui puisse défaire l'armée adverse en peu de temps. Au contraire pour le cas de l'opération militaire « Enduring freedom » en Afghanistan c'est la doctrine d'un des néo-conservateurs qui a été retenue puisque c'est la doctrine Rumsfeld du nom du secrétaire à la défense qui a été utilisée. Cette doctrine prévoit lors des conflits une utilisation assez limitée en nombre de troupes mais toutefois bien entraînées, ce qui semble être mieux adapté dans un contexte tel que la lutte contre la guérilla talibane. Cela représentait à nouveau un désaveu pour le secrétaire d'Etat américain. Il est aussi à noter que le département d'Etat connaît à la fin du XXème siècle une perte d'influence et ceci est principalement imputable à une baisse de ses ressources puisque de 1980 à 2000 son budget est divisé par deux⁶⁰.

II. L'opération militaire en Afghanistan

Très vite les Américains décident de renverser le régime des Talibans en Afghanistan qui a hébergé le réseau de Ben Laden, Al-Qaïda.

A. La rapidité de la réaction des Etats-Unis et de leurs alliés

Les Etats-Unis ont voulu d'abord agir dans un cadre légal et ce sont d'abord deux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui autorisent le recours à la force en Afghanistan. Avec les résolutions 1368 et 1373 du Conseil de sécurité, l'ONU a autorisé l'envoi de soldats étrangers en Afghanistan afin d'éloigner les talibans du pouvoir. Dans ces deux résolutions l'ONU a reconnu « le droit inhérent à la légitime défense individuelle ou collective. » L'OTAN a aussi utilisé l'article 5 qui prévoit une solidarité et une réaction entre l'ensemble des pays de l'organisation en cas d'une attaque contre l'un des pays de l'Alliance atlantique. Déjà au début du mois d'octobre 2001 l'armée de l'air américaine a bombardé les positions des Talibans en Afghanistan. Les Talibans ont en effet pris le pouvoir en 1996 en Afghanistan et ont alors protégé Oussama ben Laden qui a pu ainsi sous protection préparer des attentats contre les intérêts américains dans le monde. En novembre 2001 l'Alliance du nord alliée des Etats-Unis contrôlait déjà la moitié du pays. La suprématie technologique américaine, les contacts de la CIA avec les tribus afghanes et l'engagement des forces spéciales américaines ont permis une rapide percée.

B. Une mobilisation politique et militaire allemande importante

Le 5 novembre 2001 un conseil de sécurité fédéral en Allemagne a été mis en place qui accorde l'envoi jusqu'à 3900 soldats allemands en Afghanistan dans le cadre de

⁶⁰ FAURE Justine, PROST Yannick, *Relations internationales*, Paris, Ellipses, 2008, p.163.

l'opération « Enduring freedom ». Il est à noter qu'une intervention allemande en Afghanistan a réellement créé une quasi-unanimité au sein de la classe politique allemande puisque ce n'est que le *Parti du socialisme-démocratique* (PDS qui est devenu *Die Linke* en 2007) qui s'est opposé à cette opération extérieure. Même les partis de l'opposition à la coalition rouge/verte ont approuvé cette opération. Ainsi le président fédéral du parti libéral-démocrate Guido Westerwelle a souligné l'importance d'intervenir en Afghanistan afin d'améliorer la situation humanitaire. Roland Claus député du PDS au parlement allemand a affirmé que la guerre était un mauvais moyen dans la guerre contre le terrorisme⁶¹. Contrairement à l'intervention au Kosovo pour le cas afghan ce n'est pas l'éthique et la moralité qui ont prédominé dans le débat politique pour intervenir en Afghanistan mais réellement les questions de sécurité et la solidarité par rapport aux Etats-Unis. La part de responsabilité que devait prendre l'Allemagne dans ce nouveau conflit a pris une place déterminante dans le débat politique allemand.

Le conflit en Afghanistan aurait en fait bien pu mettre un terme à la coalition rouge/verte car le 16 novembre 2001 le chancelier Schröder a demandé la question de confiance au parlement allemand. Très vite au sein de la coalition rouge/verte et ce principalement dans le parti des verts s'est formée une tendance contre une guerre en Afghanistan : 8 députés du parti des verts ont en effet annoncé leur refus d'approuver une quelconque opération extérieure. Le 16 novembre 2001 a eu lieu la question de confiance au sein du Bundestag (la chambre-basse du parlement allemand) et une majorité de députés a soutenu l'intervention en Afghanistan avec un écart très faible : 336 pour et 326 contre (dont 4 voix de verts)⁶². Cela montre que de nombreux députés de sa majorité ne l'ont pas soutenu. Si le chancelier allemand n'avait pas obtenu la confiance de la part du parlement cela aurait nécessité la mise en place de nouvelles élections générales en Allemagne dont l'issue eût été incertaine pour la coalition rouge/verte. Le 16 novembre 2001 le Bundestag par un vote de confiance a approuvé l'envoi de troupes de la Bundeswehr (armée allemande) en Afghanistan. Ce mandat a ensuite été prolongé d'un an le 15 décembre 2002. En tout il y a eu 6 contingents différents⁶³ :

- Tout d'abord des soldats de défense (Abwehrsoldat en allemand) : 800 soldats.
- 250 soldats de forces sanitaires.

⁶¹ HILPERT Carolin, *Strategic cultural change and the challenge for security policy*, Londres, Editions Palgrave Macmillan, p. 46.

⁶² FISCHER Joschka, op. cit., p. 61.

⁶³ MAULL Hanns, HARNISCH, Sebastian, GRUND Constantin, *Deutschland im Abseits ? : rot-grüne Außenpolitik 1998-2003*, Baden-Baden, Editions Nomos Verlagsgesellschaft, 2003, p. 34.

- Des forces spéciales 100 soldats.
- Des troupes de transport aériens 500 soldats.
- Des forces de la marine 1800 soldats.
- Aussi des forces de soutien 450 hommes.

Les troupes allemandes ont été principalement affectées dans les régions du nord de l'Afghanistan réputées pour être une partie de ce pays moins dangereuse que les autres régions. Les missions données par l'ISAF aux troupes allemandes étaient aussi principalement des missions de sécurisation et non de combats directs avec les insurgés.

L'importante participation allemande à l'intervention en Afghanistan comparée par exemple à l'intervention au Kosovo peut aussi s'expliquer par le fait que les attentats du 11 septembre ont été en grande partie préparés sur le sol allemand. Mohammed Atta, le cerveau de ces attaques a en effet été étudiant à Hambourg et c'est de cette ville qu'il s'est radicalisé et s'est préparé à commettre ces attentats.

Début décembre 2001 a été organisée près de l'ancienne capitale allemande Bonn dans le château de Petersberg une conférence sur l'après-régime des talibans. Ce sont les accords de Bonn qui ont décidé de l'avenir politique de l'Afghanistan après l'intervention militaire dans ce pays. Ce processus politique sous l'égide de l'Allemagne porte rapidement ses fruits puisque dès fin décembre 2001 Hamid Karzai devient le nouveau Président de la République islamique d'Afghanistan.

C. Réserves allemandes de la guerre contre le terrorisme

On peut observer que l'opinion allemande s'est de plus en plus opposée aux frappes aériennes anglo-américaines d'octobre 2001 en Afghanistan. Ainsi les dirigeants du parti des verts et des libéraux allemands (le FDP) ont demandé un arrêt des hostilités afin de permettre une aide humanitaire auprès de la population afghane. Aussi le 22 octobre c'est-à-dire deux semaines après le début des frappes aériennes occidentales en Afghanistan un sondage d'opinion allemand réalisé entre le 16 et le 18 octobre 2001 a révélé qu'une majorité d'Allemands demandait déjà l'arrêt des frappes aériennes en Afghanistan⁶⁴.

Le fait que l'administration Bush souhaitait transférer sur la base américaine de Guantanamo à Cuba de supposés terroristes islamistes sans leur accorder le statut de prisonnier

⁶⁴ HUSSON Edouard, *Une autre Allemagne*, Paris, Editions Gallimard, 2005, p. 132.

de guerre a suscité de vives critiques en Allemagne demandant ainsi que la gestion de la « guerre contre le terrorisme » devait respecter un cadre légal⁶⁵.

Nombreux sont de plus en plus les hommes politiques allemands qui ont en fait même dit que les Etats-Unis étaient responsables en partie des attentats perpétrés contre leur pays. Ainsi Ludger Volmer qui était ministre d'état à l'*Auswärtiges Amt* (nom du ministère des affaires étrangères allemand) a affirmé que les Etats-Unis n'étaient pas totalement innocents vis-à-vis des attentats perpétrés sur leur sol. Une critique est aussi venue lors de l'opération en Afghanistan, par exemple la co-présidente du parti des verts (pour tant le parti écologique *Die Grünen* était présent dans la coalition au pouvoir en Allemagne à cette époque) Claudia Roth a exigé seulement quelques jours après le début des bombardements en Afghanistan début octobre 2001 d'arrêter les frappes afin d'aider les réfugiés. La question de l'aide humanitaire a eu une place de plus en plus prédominante dans le débat politique allemand.

Conclusion partie 1

En conclusion de cette première partie on peut dire que l'arrivée au pouvoir de George W. Bush en 2000 laisse tout d'abord les partenaires européens sceptiques vis-à-vis de la nouvelle administration américaine. Cette dernière montre d'abord son refus de poursuivre certaines mesures prises par l'administration précédente de Bill Clinton. Les attentats du 11 septembre viennent toutefois modifier la relation transatlantique entraînant une solidarité de la part des Européens et avant tout des Allemands. L'Allemagne se montre par exemple (et ce compte tenu de sa culture stratégique de réserve militaire) et fait nouveau très présente lors de l'opération militaire en Afghanistan qui a pour but l'éviction des talibans du pouvoir. Toutefois la gestion de la guerre contre le terrorisme conduit à des critiques en Allemagne.

⁶⁵ STARK Hans, op. cit. p. 130.

PARTIE 2 : De la guerre en Irak à la réélection de George W. Bush

A partir du début de l'année 2002 des tensions de plus en plus importantes voient le jour entre Washington et Berlin concernant la possibilité d'une intervention militaire en Irak. Le gouvernement de Gerhard Schröder redoute en effet de plus en plus que les Américains pourraient intervenir militairement en Irak. Pendant plusieurs mois les Etats-Unis et l'Allemagne connaissent une crise diplomatique d'une grave intensité. Il faut attendre la fin de l'année 2004 pour constater une amélioration entre ces deux pays.

Chapitre 1 : L'année 2002 : Le non à la guerre en Irak

De plus en plus au cours de l'année 2002 il devient probable que l'administration Bush souhaite intervenir militairement en Irak entraînant un refus catégorique de la part de certains alliés des Etats-Unis comme l'Allemagne ou la France.

I. Les prémices d'une guerre vite annoncée

Le 19 septembre 2001, c'est-à-dire seulement quelques jours après l'attentat qui a frappé les Etats-Unis, le secrétaire adjoint à la Défense américain Paul Wolfowitz a rencontré le ministre des Affaires étrangères allemand Joschka Fischer. Très vite Wolfowitz a fait savoir que la prochaine cible qu'aurait l'Amérique après la chute du régime des Talibans en Afghanistan serait l'Irak de Saddam Hussein. Dans ses mémoires Joschka Fischer a écrit que cette rencontre l'a à la fois bouleversé et plongé dans un réel état d'inquiétude⁶⁶. Aussi pour Joschka Fischer il est à la fois évident que les Etats-Unis vont vite se tourner vers l'Irak mais que toutefois pour lui une intervention militaire dans ce pays ne pourrait avoir que des conséquences négatives et il écrit concernant cette question dans ses mémoires:

« J'étais déjà à l'époque de l'avis qu'une guerre contre l'Irak serait une erreur fatale, oui serait une grande bêtise politique⁶⁷. »

Il ne faut en fait pas attendre le discours de l'Etat de l'Union de l'année 2002 pour s'apercevoir que le président américain ne voit pas seulement en l'Afghanistan le seul terrain de la lutte contre le terrorisme international. Ainsi le 21 novembre 2001 le président Bush avait les mots suivants lors d'une allocution au Fort Campbell à Kentucky :

« L'Afghanistan n'est que le commencement de la guerre contre le terrorisme. Il y a des terroristes qui menacent l'Amérique et nos amis et il y a d'autres nations qui veulent les soutenir. Nous ne serons pas en

⁶⁶ WIRTZ Christoph, „Für Abenteuer stehen wir nicht zur Verfügung“ *Das deutsche Nein zu einem möglichen Krieg der USA gegen den Irak im Bundestagswahl 2002*, Freiburg im Breisgau, 2013, p. 105.

⁶⁷ WIRTZ Christoph, op. cit., p. 106.

sécurité en tant que nation jusqu'à ce que toutes ces menaces soient vaincues. A travers le monde et à travers les années nous allons vaincre les menaces hostiles et nous allons gagner⁶⁸. »

Le 13 décembre 2001 l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* a écrit un article dont le titre est plus qu'évocateur⁶⁹ : « *Und nun gegen Saddam ?* » en français traduit par « *Et maintenant contre Saddam ?* ». Cet article consistait en une interview de Richard Perle, conseiller de Donald Rumsfeld au sein du département de la Défense des Etats-Unis. Perle est l'un des plus influents conseiller de George W. Bush concernant les questions de politique étrangère et de sécurité des Etats-Unis. Il expliqua dans cette interview donnée au journal allemand que dans cette lutte contre le terrorisme qu'entreprennent les Etats-Unis et leurs alliés, l'action militaire américaine n'allait pas seulement se limiter aux simples groupes terroristes qui ont attaqué l'Amérique mais aussi aux états qui soutiennent indirectement le terrorisme international. Perle en estima le nombre entre huit et dix et pour lui la plus grande menace provient de l'Irak de Saddam Hussein. Le président irakien aurait selon Perle commis de nombreuses erreurs qui légitiment son renversement :

- Il aurait par le passé hébergé des terroristes.
- Il posséderait encore des armes de destruction massive, dont il a déjà fait usage que ce soit contre l'Iran lors de la guerre Iran/Irak de 1980 à 1988 ou encore contre les Kurdes irakiens lors du massacre d'Halabja avec l'utilisation d'armes chimiques en 1988.
- Enfin Saddam Hussein a aussi expulsé des inspecteurs de l'ONU dans les années 1990 qui étaient venus enquêter sur la présence ou non d'armes de destruction massive sur le territoire irakien.

II. Le début des tensions

Les attentats du 11 septembre 2001 ont pour conséquence une redéfinition de la doctrine stratégique des Etats-Unis. Ainsi est cité de plus en plus le concept de « guerre préventive » qui n'est toutefois pas vu de manière positive en Allemagne.

A. Nouvelle doctrine stratégique américaine

Seulement quelques jours après la série d'attentats qui a frappé les Etats-Unis, le président Bush à l'occasion d'un discours sur l'état de l'Union le 20 septembre 2001 pose les bases de sa doctrine concernant la politique étrangère que les Etats-Unis vont avoir dans

⁶⁸ SCHILD Georg, op. cit., p. 121.

⁶⁹ GÖRTEMAKER Manfred, op. cit., p. 141.

les années à venir. Son discours donne une nouvelle doctrine stratégique américaine et peut être résumé comme suit⁷⁰ :

- Le monde est devenu différent à cause des attentats.
- La notion de liberté est directement attaquée et les Etats-Unis se doivent de défendre cette valeur qui se trouve au cœur de leur démocratie.
- Les terroristes inspirés par le fondamentalisme islamiste qui ont attaqué les Etats-Unis forment un troisième totalitarisme après le fascisme puis le communisme.

Le président Bush fit savoir lors de son discours sur l'état de l'Union en janvier 2002 que la victoire sur le régime des talibans ne serait en fait qu'une première étape dans l'élimination de ceux qui menacent les Etats-Unis. Dans ce discours le président américain prend une rhétorique très offensive et il définit un « Axe du mal » qui réunit l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord. Pour lui ces trois pays représentent chacun une forte menace pour la sécurité des Etats-Unis⁷¹ :

« La Corée du Nord est un régime qui s'arme avec des fusées et des armes de destruction massive et qui laisse en même temps ses citoyens mourir de faim. »

« L'Iran souhaite posséder de manière agressive des armes de destruction massive et exporte la terreur, tandis que quelques personnes non élus oppriment l'espoir du peuple iranien d'avoir plus de liberté. »

« L'Irak montre toujours son hostilité vis-à-vis de l'Amérique et soutient la terreur. (...) C'est un régime qui a quelque chose à cacher devant le monde civilisé. »

Le président Bush a aussi tenu un discours important à l'académie militaire de West Point le 1^{er} juin 2002 concernant la redéfinition de la doctrine stratégique américaine et il insiste beaucoup sur la notion de guerre préventive comme le montrent les deux citations suivantes :

« Plus la menace est grande, plus grand est le prix de l'inaction et plus contraignant la nécessité de décider des actions d'anticipation pour nous défendre, quand bien même subsiste l'incertitude quant au jour ou au lieu de l'attaque de l'ennemi. Pour interdire ou prévenir de tels actes d'hostilité de la part de nos adversaires, les Etats-Unis agiront, si c'est nécessaire de manière préventive⁷². »

Bush ajouta aussi :

« Nous devons porter la bataille chez l'ennemi, perturber ses plans et faire face aux pires menaces avant qu'elles n'émergent⁷³. »

Ces trois discours ont été résumés dans la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis du 17 septembre 2002 (en anglais NSS *National Security Strategy*). Ce document a été

⁷⁰ JOETZE Günter, *Der Irak als deutsches Problem*, Baden-Baden, Editions Nomos, 2010, p. 25.

⁷¹ SCHAMBECK Herbert, WIDDER Helmut, BERGMANN Marcus, op. cit., p. 761.

⁷² DURANDIN Catherine, *Les Etats-Unis, grande puissance européenne*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 196.

⁷³ LEQUESNE Christian, VAÏSSE Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Editions Riveneuve, 2013, p. 135.

présenté par le président Bush le 20 septembre 2002 au Congrès américain et a vite été résumé aux yeux de l'opinion internationale comme la « doctrine Bush ». Le concept central de ce document est « frappe préventive ». Ce document s'est en fait aussi inspiré de concepts ou de doctrines d'autres personnes du passé comme du « Defense Planning Guidance » de Paul Wolfowitz de 1992. Déjà dans son discours introductif le président américain dit qu'au XXème siècle il y a eu un antagonisme entre d'un côté la liberté et le totalitarisme. Ce fut le modèle de la liberté qui toutefois gagna. Dans ce texte le président américain affirma que le modèle incontournable pour les Etats-Unis est la liberté, la démocratie et la libre entreprise.

Bush dit aussi que :

« Les valeurs de liberté sont justes et vraies pour toute personne, dans chaque société et que le devoir de protéger ces valeurs contre les ennemis est le moteur de tous les peuples qui aiment la liberté à travers le globe et à travers les temps⁷⁴. »

Les autres points centraux de cette « stratégie de sécurité nationale » étaient le soutien des Etats-Unis au développement du libéralisme, aux pays qui soutiennent la lutte contre le terrorisme et qui se revendiquent des valeurs défendues par les Etats-Unis ou encore la résolution de certains conflits comme le conflit israélo-palestinien.

B. Une intervention américaine en Irak de plus en plus probable

Fin janvier 2002 le chancelier Schröder rencontre le président américain aux Etats-Unis dans un contexte de plus en plus tendu puisque lors de son discours sur l'état de l'Union Bush a développé le concept de « guerre préventive ». Si l'on regarde les mémoires du chancelier allemand et du président américain il y a une nette différence d'interprétation entre les deux hommes d'Etat lors de cette rencontre. Ainsi d'un côté on trouve Bush qui prétend appliquer un langage diplomatique : « I was determined to make diplomacy work⁷⁵. » Le président américain a aussi écrit dans ses mémoires qu'il aurait affirmé au chancelier allemand que l'option militaire contre l'Irak ne viendrait qu'en dernier recours. Schröder aurait alors répondu à Bush : « Si tu le fais rapidement et de manière déterminée, je me situe de ton côté⁷⁶. »

Toutefois dans ses mémoires le chancelier allemand a une vision différente de cette rencontre avec le président américain :

« Je fis savoir de manière claire au président américain que pour l'Irak il en irait de la même façon que pour l'Afghanistan, pour autant que cela respecte la résolution du conseil de sécurité, qui stipule qu'aucun

⁷⁴ DURANDIN Catherine, op. cit. p. 193.

⁷⁵ WIRTZ Christoph, op. cit., p. 110.

⁷⁶ BUSH George, *Décision points*. Crown Publishing Group, 2010, p. 234.

état ne pourra être laissé sans dommage s'il protège ou héberge des terroristes. Bush a assuré que dans cette question rien ne serait décidé sans consultation des alliés des Etats-Unis⁷⁷. »

Le 1 et le 2 février 2002 a été organisée l'annuelle conférence sur la sécurité à Munich. Le secrétaire adjoint à la défense américain Paul Wolfowitz a pris part à cette conférence et a affirmé que le dictateur irakien Saddam Hussein hébergeait des terroristes dans son pays. Le sénateur John McCain était aussi présent et a déclaré que la guerre en Irak serait le prochain front dans cette guerre contre le terrorisme. Dans ses mémoires et en rapport avec cette prestation de ces deux hommes politiques américains le chancelier allemand pointa déjà du doigt un potentiel unilatéralisme américain dans la gestion de la guerre contre le terrorisme et a écrit à ce sujet:

« Wolfowitz et McCain ont clairement fait savoir aux partenaires européens que les Etats-Unis ne rendraient pas leur prochaine campagne militaire dépendante de l'approbation des alliés⁷⁸. »

Pour la deuxième fois de l'année 2002 le chancelier allemand et le président américain se sont rencontrés en mai 2002 à Berlin. Lors de cette rencontre un climat de malaise s'est à nouveau installé entre les deux hommes. Gerhard Schröder a en effet craint que George W. Bush n'intervienne militairement en Irak et de l'autre côté Bush pense que Schröder ne le soutiendra pas. Bush a assuré au chancelier allemand que les Etats-Unis n'ont pas de plans de guerre et que dans tous les cas il le consultera avant toute opération. En retour Schröder a indiqué au président américain qu'il ne souhaitait pas que la thématique d'une possible intervention en Irak ne devienne un sujet central de l'élection fédérale allemande à venir.

La presse a aussi montré que lors de cette rencontre il semblait imminent que les Etats-Unis interviendraient militairement en Irak. Ainsi le journaliste Lothar Rühl dans le *Neue Zürcher Zeitung* du 24 mai 2002 a écrit :

« Tôt ou tard l'administration Bush attaquera Bagdad et ce aussi sans l'accord de ses alliés⁷⁹. »

Le président américain a aussi tenu un discours à cette occasion de son voyage en Allemagne au Bundestag. Dans ce discours le président américain a tenu à rappeler l'importance de la relation germano-américaine. Il a par ailleurs décrit l'alliance transatlantique comme étant l'alliance qui a rencontré le plus de succès dans l'Histoire. Il a aussi appelé la nécessité d'une lutte commune afin de lutter contre le terrorisme interna-

⁷⁷ SCHRÖDER Gerhard, *Entscheidungen: Mein Leben in der Politik*, Hamburg, Editions Hoffmann et Campe, 2006, p. 197.

⁷⁸ Idem.

⁷⁹ JOETZE Günter, op. cit., p. 97.

tional en considérant que les attentats du 11 septembre sont à mettre au même niveau d'importance que la chute du Mur de Berlin.

C. Une analyse des divergences entre l'Allemagne et les Etats-Unis

Durant cette année 2002 les tensions entre Berlin et Washington augmentent de plus en plus. Cela trouve principalement son origine dans l'antagonisme idéologique de plus en plus important et qui se manifeste à ce moment-là entre d'une part l'administration Bush et d'autre part la coalition rouge/verte en Allemagne. En fait dès le départ tout pouvait laisser supposer une mésentente entre les deux côtés de l'Atlantique puisque d'une part Gerhard Schröder a fait alliance avec le parti écologiste allemand dont depuis sa création au début des années 1980 le pacifisme et l'antimilitarisme sont au cœur du programme politique de ce parti. D'autre part l'équipe Bush se compose de nombreuses personnalités qui voient en des opérations extérieures américaines et au renforcement du hard power un moyen d'étendre la domination des Etats-Unis dans le monde. Ainsi le projet de « grand Moyen-Orient » est même apparu bien avant les attentats du 11 septembre et prévoit le renversement par la force des régimes jugés hostiles aux Etats-Unis au Moyen-Orient. La guerre en Irak et le non allemand à cette guerre a cristallisé des tensions et une opposition idéologique déjà préexistante entre les deux pays.

Sur un point de vue verbal on peut aussi observer l'ampleur et la violence de la crise diplomatique entre l'Allemagne et les Etats-Unis lors de cette crise irakienne. Jamais en fait le niveau de tensions n'avait été aussi élevé entre ces deux pays depuis le début de la Guerre froide. Cela a en fait aussi reflété le décalage entre les démocraties d'Europe de l'Ouest qui ont fait le choix de la social-démocratie au début des années à la fin des années 1990 et l'Amérique très conservatrice de George W. Bush. On peut clairement déceler ce décalage entre l'Europe et les Etats-Unis en ce début des années 2000 non seulement sur les questions de politique internationale mais aussi sur les questions d'éthique ou de société comme l'avortement ou la peine de mort. Ainsi par exemple au sein de l'administration Bush ou encore dans ce que l'on appelle la « Bible Belt » qui désigne certains états du sud des Etats-Unis on observe un niveau élevé de la religion chrétienne. Certaines églises évangéliques ont aussi soutenu l'élection de George W. Bush en 2000 qui n'a aussi pas hésité à faire des apparitions dans des émissions avec des télévangélistes, scène plus qu'improbable en Europe.

III. Guerre en Irak et élection fédérale allemande de 2002

A partir de l'été 2002 la possibilité d'une guerre en Irak représente une thématique qui s'invite dans le débat politique allemand lors de la campagne électorale pour l'élection fédérale de l'automne 2002 entre le chancelier sortant Gerhard Schröder et son concurrent Edmund Stoiber.

A. Opposition du chancelier allemand à une intervention

Déjà depuis le discours de Bush concernant « l'axe du mal » de janvier 2002 le gouvernement allemand a clairement craint que les Etats-Unis auraient une autre cible en tête après l'Afghanistan. Cela a eu lieu dans un contexte particulier en Allemagne puisque 2002 est aussi une année électorale. En juillet 2002 déjà le SPD a déclaré qu'il ne soutiendrait pas une intervention allemande en Irak. Le 1^{er} août 2002 a été organisée à la Willy-Brandt-Haus (Maison de Willy Brandt) de Berlin une conférence qui a traité du programme électoral que devrait avoir le SPD dans le cadre de la campagne électorale. C'est ce jour où Gerhard Schröder a clairement affirmé qu'il n'accepterait pas que l'Allemagne intervienne en Irak en cas d'intervention militaire dirigée par les Etats-Unis. Le soir du 1 août 2002 Schröder lors d'une interview télévisée ZDF a dit sa position : « Nous offrons de la solidarité à nos partenaires mais nous ne sommes pas prêts pour des aventures⁸⁰. »

Le week-end du 3 et 4 août 2002 le chancelier allemand a déclaré devant des syndicats que l'Allemagne ne fera pas de « guerre aventurrière » au Proche-Orient et ne donnera pas aussi de contribution financière. Le 5 août 2002 Gerhard Schröder a tenu un discours devant 5000 personnes sur la place de l'opéra à Hanovre, capitale de son bastion électoral de la Basse-Saxe au nord de l'Allemagne, puisqu'il a dirigé cette région durant 8 ans avant de devenir chancelier. Dans son allocution il a voulu que la thématique du non à la guerre en Irak soit au centre de celle-ci. Schröder a alors déclaré que la diplomatie du carnet de chèque (en allemand Scheckbuchdiplomatie) était définitivement finie. Il a aussi affirmé qu'il se situe comme l'héritier d'une tradition pacifiste allemande dont les représentants étaient Willy Brandt ou Helmut Schmidt. Dans ce discours Schröder a réaffirmé la solidarité de l'Allemagne par rapport aux Etats-Unis mais il n'a toutefois pas réemployé le terme de « solidarité sans limites » qu'il avait auparavant utilisé après les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone. Dans son allocution il eut les mots suivants :

⁸⁰ WIRTZ Christoph, op. cit., p. 125.

« Je mets en garde mesdames et messieurs, de spéculer sur la guerre et sur les actions militaires. Je mets en garde et je dis à ceux qui projettent quelque chose dans cette situation, celui qui veut la guerre, ne doit pas seulement savoir comment il déclenche un conflit mais il a aussi besoin d'une conception politique pour cela, comment se poursuit le conflit. Et par conséquent je dis : oui à une pression renforcée sur Saddam Hussein. Nous devons réussir que les observateurs internationaux puissent parvenir en Irak. Mais je ne peux que mettre en garde contre la rigolade avec la guerre et les interventions militaires. Mesdames et Messieurs avec nous cela ne se passera pas⁸¹. »

Dans ce discours Gerhard Schröder appelle à un renforcement de la pression de la communauté internationale sur l'Irak mais refuse l'idée d'invasion de l'Irak. Cette position est partagée par une grande partie de la population allemande et reflète le concept de « culture de retenue militaire » qui prédomine en Allemagne depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

B. Victoire de Gerhard Schröder

Les indicateurs économiques de l'économie allemande sont au début des années 2000 depuis plusieurs années dans le rouge et cela joue en défaveur du chancelier Schröder. L'Allemagne a en effet connu plusieurs mois de récessions économiques ou bien de taux de croissances très faibles si bien que les médias étrangers et principalement européens ont en ce début des années 2000 surnommé l'Allemagne « d'homme malade » du continent européen. Le chômage se situait aussi à des niveaux historiquement élevés. Au sein de la presse allemande les critiques se sont accumulées contre les résultats jugés médiocres de l'économie allemande. Ainsi le *Süddeutsche Zeitung* a parlé d'un « été du déplaisir » pour qualifier l'été 2002. Ce journal a dans un article du 7 août 2002 écrit la phrase suivante :

« Le nombre des chômeurs est monté probablement en juillet au niveau le plus élevé depuis 4 ans. En même temps le Dax (l'indice boursier allemand) a chuté à son niveau le plus bas depuis 5 ans⁸². »

Les sondages d'opinions allemands durant l'été 2002 ont longtemps donné la possibilité d'une coalition entre les partis de l'union (CDU/CSU) et le FDP comme gagnant puisqu'ils enregistraient au début de l'été 2002 plus de 10 points en plus dans les sondages que les Verts et le SPD réunis. Pas seulement les sondages mais aussi beaucoup de journalistes pensent qu'il n'y aura pas de poursuite de la coalition rouge-verte. Ainsi le journal quotidien *Die Welt* a inscrit dans son édition du 8 août 2002 que personne même au sein du SPD ne suppose qu'il y aura une continuation de la coalition rouge/verte. L'hebdomadaire *Der Stern* a aussi indiqué qu'après l'élection personne ne croit à un nouveau mandat pour la coalition rouge /verte.

⁸¹ WIRTZ Christoph, op. cit., p. 37.

⁸² WIRTZ Christoph, op. cit., p. 120.

Une grande partie de la population allemande soutient néanmoins l'action du gouvernement de Schröder d'un refus de participer à une opération militaire en Irak ; 53% des Allemands soutiennent en effet son action et 41% exigent au moins un mandat de l'ONU pour autoriser un recours à la force. Lors des enquêtes d'opinions qui ont été réalisées au cours de l'été 2002 80% des Allemands en moyenne s'opposent à une guerre en Irak⁸³. Cette tendance reflète le fort courant pacifiste qui s'est ancré au sein de la société allemande dans l'après-guerre. Les Allemands soutiennent aussi l'utilisation et la valorisation du concept de « multilatéralisme » dans les relations internationales. Le concept de « multilatéralisme efficace » s'est imposé depuis la réunification allemande et stipule que les Allemands ont confiance dans le fonctionnement d'organisations internationales telles que l'ONU ou l'Union européenne.

Ces résultats montrent donc le haut degré de pacifisme ancré dans la population allemande qui est en fait à mettre au même niveau que le patriotisme aux Etats-Unis que les attentats du 11 septembre 2001 n'ont en fait que réveillé. Ce haut niveau de pacifisme a pour conséquence que les Allemands souhaitent d'une part limiter les conflits au niveau international et de privilégier la diplomatie et les instances internationales afin de gérer les conflits.

C. Une instrumentalisation du non à la guerre en Irak ?

C'est en fait principalement la presse allemande qui a critiqué le plus l'attitude de Schröder de faire de la guerre en Irak un enjeu central de l'élection fédérale de 2002. Ainsi le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a parlé d'une « invention d'un nouveau thème de campagne électorale social-démocrate : l'Irak »⁸⁴. Le *Berliner Tagesspiegel* a parlé d'un thème qui cause la gêne.

En septembre 2002 le *Süddeutsche Zeitung* a écrit :

« Il y a quelques semaines lorsque les sondages des sociaux-démocrates étaient situés au plus bas, le chancelier est venu d'une séance de crise de la présidence du parti et a annoncé du néant, que la question irakienne prendrait une place numéro 1 sur la liste de ses priorités. Il n'existe pas de preuve aussi criante pour une tactique de calcul électoral⁸⁵. »

L'hebdomadaire *Der Spiegel* a aussi eu ce point de vue :

« Schröder, dont le SPD était situé loin en arrière dans les sondages a augmenté rapidement. Déjà avec Fischer ensuite avec Struck il a décidé d'initier une nouvelle approche vis-à-vis de Washington⁸⁶. »

⁸³ MAULL Hanns, HARNISCH, Sebastian, GRUND Constantin, op. cit., p. 31.

⁸⁴ WIRTZ Christoph, op. cit., p. 126.

⁸⁵ WIRTZ Christoph, op. cit., p. 127.

⁸⁶ Idem..

La critique vis-à-vis d'une instrumentalisation de la thématique irakienne dans la campagne électorale ne s'est donc pas limitée au seul monde journalistique, ainsi cette critique concerne aussi le monde universitaire. Dans l'hebdomadaire *Die Welt* le politologue Christian Hacke de l'université de Bonn a déclaré:

« La situation internationale du point de vue de l'Irak n'a pas beaucoup changé, même peu le point de vue du gouvernement. Schröder a uniquement en tête avec ses déclarations la campagne électorale. »

Angela Merkel, en tant que chef de l'opposition a en 2003 critiqué l'attitude de Schröder. Un reproche fait par les partis d'opposition sur un non à la guerre en Irak consistait en ce qu'un non au soutien des Etats-Unis pourrait isoler l'Allemagne au sein de l'Alliance atlantique et de manière plus générale pourrait nuire à la relation Etats-Unis/Allemagne.

D. Une grave crise dans la relation germano-américaine

Au cours de la campagne électorale de Gerhard Schröder d'autres hommes ou femmes politiques allemands de premier plan ont critiqué la possibilité d'une intervention des Etats-Unis en Irak:

- Certainement l'une des déclarations les plus polémiques provient de la ministre de la justice du chancelier Schröder et membre du SPD, Herta Däubler-Gmelin qui a déclaré au *Schwäbisches Tagblatt* : « Bush veut détourner l'attention de ses difficultés internes. C'est une méthode populaire. C'est aussi ce qu'Hitler a fait⁸⁷. » Cette déclaration qui consiste à comparer le président américain de l'époque à Hitler a mené à une crise diplomatique entre l'Allemagne et les Etats-Unis si bien que Gerhard Schröder a dû présenter des excuses officielles au président Bush et s'engager à ne pas renommer sa ministre fédérale de la justice Herta Däubler-Gmelin dans son nouveau gouvernement en cas de réélection.
- Le débat s'est aussi enflammé lorsque le chef du groupe parlementaire du SPD Ludwig Stieger a affirmé que les Etats-Unis représentent une nouvelle Rome et il a comparé Bush à un Jules César conquérant.

Dans ces deux déclarations on peut par la comparaison avec deux dictateurs de l'Histoire réellement déceler aussi de la part de la classe politique allemande une crainte d'une forme de néo-impérialisme de la part des Etats-Unis. Cette opposition de l'Allemagne à l'intervention en Irak a aussi durablement endommagé la relation germa-

⁸⁷ JAECKER Tobias, *Hass Neid Wahn Antiamerikanismus in den deutschen Medien*, Frankfurt am Main, Edition Campus, 2014, p. 50.

no-allemande et l'année 2002 peut réellement représenter une année de césure entre ces deux pays dans leur histoire de leurs relations d'après-guerre. Cela a trouvé un écho lorsque Donald Rumsfeld le secrétaire américain à la défense de l'époque a refusé de saluer son homologue allemand Peter Struck lors d'un sommet de l'OTAN. Il faut en fait attendre plusieurs années pour qu'une normalisation des relations entre ces deux pays se réalise.

Très tôt une grande partie de la population et de la classe politique allemande pressentent que l'administration Bush a en tête le rapide renversement de Saddam Hussein. Et d'un autre côté les dirigeants allemands s'opposent de manière préventive à toute action en Irak et définissent leur position vis-à-vis des Etats-Unis. Ainsi en février 2002 le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer a déclaré que l'Allemagne ne constitue pas un satellite des Etats-Unis. Encore début mai 2002 Fischer déclara :

« Le partenariat d'alliance entre démocraties libres ne se réduit pas à du suivisme, les partenaires d'alliance ne sont pas des satellites⁸⁸. »

Le 12 septembre 2002, c'est-à-dire un an après les attentats du 11 septembre 2001 et seulement quelques jours avant l'élection fédérale en Allemagne le président américain a tenu un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies. Dans son discours qui a été très suivi par l'administration Schröder, le président américain affirma que le dictateur irakien possède des armes de destructions massives. La première réaction de Joschka Fischer au discours de Bush fût :

« Ce fut un discours clair et très dur (...) Nous avons vu notre profond souci et notre scepticisme confirmé⁸⁹. »

En fait le gouvernement allemand a réellement essayé que la voie diplomatique soit privilégiée afin de régler la question irakienne. Ainsi dans un discours devant l'ONU Joschka Fischer appelle à un renforcement de la pression mise sur Bagdad.

E. L'issue de cette crise : la victoire de la coalition rouge/verte

En septembre 2002 les Allemands sont invités à aller aux urnes. L'élection se polarise autour de deux candidats, d'un côté on trouve pour le candidat du SPD le chancelier sortant Gerhard Schröder qui brigue un deuxième mandat de 4 ans face au candidat de la CSU (antenne de la CDU en Bavière) et président de la Bavière Edmund Stoiber. Le débat concernant la possibilité d'une intervention américaine en Irak s'est invité dans la campagne électorale allemande au cours de l'été 2002. D'un côté Gerhard Schröder se

⁸⁸ BIERLING Stephan, op. cit., p. 97.

⁸⁹ WOLFRUM Edgar, op. cit., p. 418.

positionne très rapidement contre une intervention américaine dans ce pays face à Edmund Stoiber qui ne prend en fait pas de décision tranchée. Finalement lors de l'élection fédérale du 22 septembre 2002 les partis de l'Union (CDU/CSU) et le SPD ont tous les deux obtenus 38,5% tandis que le FDP (les libéraux) 7.4% et les verts 8.6%. Cela a eu pour conséquence une poursuite de la coalition rouge-verte⁹⁰.

F. Des relations germano-américaines pour longtemps tendues

La crise entre les Etats-Unis et l'Allemagne concernant la guerre en Irak fut l'une des plus importantes entre les deux pays depuis la Seconde guerre mondiale. Les désaccords qu'il y a eu en 2001 entre les deux pays concernant le protocole de Kyoto ou encore le rôle à donner au tribunal pénal international restent en fin de compte sans conséquence durable. Toutefois en ce qui concerne les questions de terrorisme ou bien le non à la guerre en Irak, là on change réellement de registre car cela touche en effet des questions relatives à la sécurité nationale.

Au début du second mandat de la coalition rouge-verte en septembre 2002 les relations germano-américaines n'avaient pas atteint un degré aussi bas depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La conseillère à la sécurité nationale du président américain de l'époque Condoleezza Rice a même parlé de « relations empoisonnées ». Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a refusé de rencontrer son homologue allemand en marge d'un sommet de l'OTAN à Varsovie. Ensuite le président américain a évité Gerhard Schröder à Prague en novembre 2002 aussi lors d'un sommet de l'OTAN. Symbole à nouveau de ces tensions entre l'Allemagne et les Etats-Unis, Bush a refusé de saluer la victoire de Gerhard Schröder en septembre 2002 lors de l'élection fédérale en Allemagne.

Le rapport entre les Etats-Unis et l'Allemagne est resté pendant longtemps suite à l'affaire irakienne tendu. Ceci a trouvé un exemple lors de la visite européenne de George W. Bush à l'occasion du G8 à Evian en France en 2003. Il fut en effet alors spéculé que le président américain ne voulait pas rencontrer son homologue allemand et même ne souhaitait pas dormir dans le lieu prévu mais dans un hôtel en Suisse. Donald Rumsfeld a de manière célèbre en janvier 2003 fait une distinction entre une « vieille » et une « nouvelle Europe ». Toutefois cette déclaration a été vivement critiquée par les médias allemands. Ainsi le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a cité les propos du député de la CSU Bernd Posselt qui a affirmé que les déclarations de Rumsfeld sont de natures « néo-coloniales » et que l'Union européenne n'est pas un « protectorat des Etats-Unis ». Le

⁹⁰ GÖRTEMAKER Manfred, op. cit., p. 150.

journal de Stuttgart (le *Stuttgarter Zeitung*) a quant à lui affirmé que les déclarations de Rumsfeld témoignent d'une « pensée impérialiste ».

Chapitre 2 : La réponse des autres pays européens à la crise irakienne : une division européenne

Il n'y a pas eu comme pour ce qui a concerné la réponse des Européens après les attentats du 11 septembre de réaction commune européenne. Chacun des pays européens a en fait réagi de manière nationale. On peut même voir que la crise irakienne a même divisé le continent européen en deux.

I. Le soutien par rapport aux Etats-Unis : l'exemple de la Pologne

Les pays européens qui ont soutenu en premier lieu les Etats-Unis dans leur campagne militaire sont avant tout les alliés traditionnels de l'Amérique en Europe comme la Grande-Bretagne de Tony Blair, l'Espagne de José Maria Aznar ou encore l'Italie de Silvio Berlusconi. La Grande-Bretagne dirigée par le premier ministre travailliste Tony Blair depuis 1997 a donné très rapidement son accord à la possibilité d'une intervention en Irak. Dans cette partie nous allons nous intéresser à l'exemple de la Pologne, pays qui appartient à ce que Donald Rumsfeld désigne comme la « nouvelle Europe ».

La réaction de la Pologne lors de la crise irakienne de 2003 n'est en fait pas explicable sans faire référence à la relation qu'elle entretient avec les Etats-Unis depuis 1991 (et même avant), c'est-à-dire la fin de la guerre froide. En effet dans les années 1990 la plupart des pays d'Europe de l'Ouest et principalement l'Allemagne et la France ont vu d'un assez mauvais œil le fait qu'il ne reste qu'une seule superpuissance au niveau mondial à savoir les Etats-Unis, cela pouvant en effet mener potentiellement à des mesures unilatérales prises par ce pays. D'un autre côté de nombreux observateurs en Pologne n'ont vu aucun problème à ce que les Etats-Unis deviennent un acteur de grande importance sur la scène internationale. Cela s'est traduit concrètement à ce que l'OTAN et son élargissement vers l'Europe centrale et de l'Est n'ont pas été perçus comme une menace par la Pologne mais plutôt l'adhésion à cette organisation fut considérée comme une garantie à la fois de sécurité et de liberté vis-à-vis d'une Russie désireuse de retrouver son influence perdue dans cette région qu'elle nomme le « proche étranger ». Ainsi la Pologne intègre l'OTAN dès 1999 c'est-à-dire moins de dix ans avant la fin de la guerre froide.

Mais ce point de vue positif qu'a la Pologne vis-à-vis des Etats-Unis s'explique aussi par le passé plus lointain. En effet à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle il y a eu de grandes vagues d'émigration de la part de la Pologne vers le « Nouveau

Monde » et ce principalement pour des raisons économiques mais aussi politiques et religieuses (les juifs polonais pour fuir les pogroms). Ainsi actuellement des liens de natures différentes se sont constitués entre la diaspora polonaise aux Etats-Unis et la Pologne.

Aussi s'est ancré dans la mémoire nationale polonaise le fait que les Etats-Unis ont joué un rôle positif lors de la constitution de la Pologne après la fin de la première guerre mondiale. En effet c'est surtout le « principe d'autodétermination » formulé par Woodrow Wilson lors de son fameux discours des 14 points en janvier 1918 qui a été retenu par ces pays et en particulier par la Pologne⁹¹. Ainsi par exemple à Varsovie la place Wilson remercie le président des Etats-Unis de l'époque⁹². Les Etats-Unis sont aussi vus positivement et ce principalement en Pologne puisque en effet à l'inverse des démocraties d'Europe de l'Ouest des années 1930 telles que la France ou la Grande Bretagne qui n'ont pas empêché le déclenchement de la Seconde guerre mondiale après les accords de Munich de 1938, les Américains sont en quelque sorte vus comme le peuple qui a libéré les Européens du joug du nazisme. Aussi dans les années 1990 ce sont les Etats-Unis qui sont perçus comme étant la puissance qui a réellement pu mettre un terme au conflit dans l'ex-Yougoslavie tandis que l'Union européenne nouvellement instituée semblait impuissante à faire régner la paix dans son propre voisinage. C'est pour cette raison que de nombreux pays de l'Europe centrale et de l'est après la chute du rideau de fer se sont montrés très vite désireux de rejoindre l'Alliance atlantique considérée par beaucoup comme pouvant mieux assurer la sécurité de ces pays face à une Russie sombrant dans une profonde crise à la fois économique et institutionnelle dans les années 1990. Il est aussi vrai que la plupart issus du bloc de l'Est ont réellement voulu introduire un capitalisme de modèle anglo-saxon axé sur la financiarisation de l'économie dans les années 1990 par l'introduction des « thérapies de choc ». Le cas polonais est particulièrement intéressant puisque en effet c'est un pays qui a vite connu une importante croissance économique et fut d'ailleurs le seul pays de l'Union européenne à n'avoir pas connu de récession économique à la suite de la crise de 2008/2009.

La Pologne a rapidement affiché son soutien aux Américains lors des attentats du 11 septembre 2001 et a soutenu l'intervention américaine en Irak et est intervenue en Irak de 2003 à 2008.

⁹¹ SCHAMBECK Herbert, WIDDER Helmut, BERGMANN Marcus SCHAMBECK, op. cit., p. 436.

⁹² REITER Margit, EMBACHER Helga, op. cit., p. 138.

II. Une opposition transnationale à la guerre : l'exemple français

De nombreux pays se sont opposés à l'intervention américaine en Irak. On peut en effet citer en plus de l'Allemagne, la France et la Russie. Un axe s'est formé entre Paris, Berlin et Moscou et une grande partie des populations de ces différents pays s'oppose aussi à l'intervention américaine. Dans cette partie intéressons-nous au cas français.

La culture stratégique qu'a la France depuis les années 1960 se base sur le gaullisme et qui correspond à la vision que voulait avoir le général de Gaulle de la France dans le monde. Deux concepts centraux se trouvent au cœur du gaullisme concernant la politique étrangère française: l'indépendance et la grandeur nationale de la France. Tous les présidents français après le départ du général de Gaulle de la présidence de la République en 1969 quel que soit leur bord politique ont repris ce concept avec parfois une adaptation telle que le « gaullo-mitterrandisme » pour qualifier l'ère de François Mitterrand. Le concept de gaullisme est encore largement présent dans la démarche de Jacques Chirac et de Dominique de Villepin lors de leur refus de participer à la guerre en Irak de 2003.

« J'ai un principe simple en politique étrangère. Je regarde ce que font les Américains et je fais le contraire. Alors je suis sûr d'avoir raison.⁹³ »

Le président Chirac a tenu ces propos en s'adressant à Tony Blair et à Gerhard Schröder afin de montrer à quel point en ce début des années 2000 l'antagonisme entre la France de Chirac et l'Amérique de Bush était profond. Jacques Chirac s'est aussi très vite inquiété de la possibilité d'une intervention militaire américaine en Irak qui pourrait selon lui opposer les peuples et les cultures différentes de la planète. Ainsi en septembre 2002 lors du sommet de la terre à Johannesburg en Afrique du sud il déclara : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. » Aussi fin août 2002 lors de la traditionnelle conférence des ambassadeurs qui se tient tous les ans au Quai d'Orsay le nouveau ministre français des Affaires étrangères Dominique de Villepin qui a remplacé Hubert Védrine depuis quelques mois cherche (à l'inverse d'une Allemagne qui s'est déjà opposée à la guerre en Irak) à garder espoir dans la possibilité d'un multilatéralisme américain. Ce discours de Dominique de Villepin se veut en quelque sorte une réponse à l'allocution de Dick Cheney qui justifiait les guerres préventives tenue quelques jours plus tôt.

Par cet exemple français on peut voir que le camp du non à la guerre en Irak a pris une forme différente entre les pays. En effet contrairement à Schröder qui déjà début août 2002 a clairement pris position contre l'intervention américaine le gouvernement français

⁹³ LEQUESNE Christian, VAÏSSE Maurice, op. cit., p. 131.

reste prudent et considère qu'une opération militaire pourrait être possible mais seulement avec l'aval de l'ONU. Ainsi Dominique de Villepin lors de son allocution aux ambassadeurs déclara aussi :

« Nous, Européens ne savons que trop le prix de la faiblesse face aux dictatures si nous fermons les yeux et restons passifs⁹⁴. »

Quelques jours après le discours des ambassadeurs au Quai d'Orsay de Dominique de Villepin le président Chirac a clairement détaillé la position de la France concernant la possibilité d'une intervention militaire en Irak dans une interview donnée au journal américain *The New York Times*. Le président français de l'époque déclara :

« Il faut qu'il y ait une résolution du Conseil de sécurité sur le retour des inspecteurs. Alors, ensuite, si les inspecteurs ne peuvent pas revenir, il faudrait une deuxième résolution du Conseil de sécurité pour dire s'il y a lieu ou non d'intervenir. Et en fonction de cette résolution, la France prendra définitivement sa position⁹⁵. »

Toutefois le président français a aussi critiqué la nouvelle doctrine Bush qui justifie l'idée de guerre préventive. Selon lui cette doctrine est « extraordinairement dangereuse et peut avoir des conséquences dramatiques⁹⁶. » Pour Chirac il faut mettre en place une deuxième coalition internationale qui se voudrait être aux antipodes de la vision proposée par le président américain, pour lui cette deuxième coalition devrait en effet protéger la planète du réchauffement climatique et empêcher les potentiels conflits. Toutefois deux jours après l'intervention de Chirac le président américain à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies affirme qu'il est prêt à demander l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU avant toute opération militaire. Le président français a déclaré le 10 mars 2003 que la France s'opposerait à toute résolution onusienne. Par cette décision et son refus de soutenir l'unilatéralisme américain Chirac souhaite souligner que le monde global post-1989 est passé d'un monde bipolaire à un monde multipolaire.

Lors du discours du 14 février 2003 tenu au Conseil de sécurité de l'ONU Dominique de Villepin s'est fermement opposé à l'intervention américaine en Irak. Dans ce discours le ministre français des Affaires étrangères souhaite en fait répondre au secrétaire d'Etat américain Colin Powell qui a tenu un discours seulement dix jours plus tôt dans cette enceinte afin de justifier l'intervention américaine en Irak. A la fin de son allocution Dominique de Villepin tient les mots suivant :

⁹⁴ LEQUESNE Christian, VAÏSSE Maurice, op. cit., p. 136.

⁹⁵ Idem.

⁹⁶ Idem.

« Dans ce temple des Nations unies, nous sommes les gardiens d'un idéal, nous sommes les gardiens d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix. Et c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie. Un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. Et qui pourtant n'a cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes. Fidèle à ses valeurs, il veut agir résolument avec tous les membres de la communauté internationale. Il croit en notre capacité à construire ensemble un monde meilleur⁹⁷. »

III. Le non à l'Irak : le cas allemand

L'Allemagne a toujours essayé depuis les années 1950 d'un côté de jouer un rôle moteur dans la construction européenne et d'autre part d'avoir des liens vraiment étroits avec les Etats-Unis rappelant ainsi la « *special relationship* » qu'entretient la Grande-Bretagne avec l'ami américain. Aussi lors de l'alternance politique de 1998 en Allemagne Gerhard Schröder a vite rappelé l'importance que représente pour lui la relation germano-américaine lors d'une déclaration:

« Nous devons beaucoup à l'amitié avec les Etats-Unis d'Amérique : pas moins que la paix et notre liberté. (...) C'est une amitié qui a fait ses preuves et qui n'est pas située devant une situation d'essai. (...) Nous sommes convaincus de nos obligations dans le cadre de l'alliance atlantique⁹⁸. »

Par cette déclaration le chancelier allemand nouvellement élu a voulu prouver sa fidélité vis-à-vis des Etats-Unis et que son action allait en quelque sorte être située dans une certaine continuité avec ses prédécesseurs qui n'ont jamais remis en cause l'amitié germano-américaine. Cela a trouvé un écho dans les faits avec l'envoi de troupes allemandes au Kosovo en 1999 et ensuite en Afghanistan en 2001.

Ainsi la décision de s'opposer à la guerre en Irak et donc de contester directement une décision de l'allié américain lors de la crise irakienne de 2002/2003 a été perçue par de nombreuses personnes comme un tournant dans la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne réunifiée allant ainsi à l'encontre d'une relation diplomatique caractérisée par une certaine stabilité depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le gouvernement allemand a utilisé trois arguments essentiels afin de refuser de participer à une intervention en Irak. Tout d'abord pour Gerhard Schröder l'Irak de Saddam Hussein ne représente pas une menace immédiate pour la sécurité internationale et il n'y a pas de relation entre l'Irak et le 11 septembre, contrairement à ce que répètent les membres de l'administration Bush. Deuxièmement les inspecteurs de l'AIEA et des Nations unies ont selon le gouvernement allemand correctement fait leur travail depuis la

⁹⁷ GUERRIER Sophie, Dans *Le Figaro* du 8 avril 2014. Téléchargé le 15 juillet 2017 sous <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/04/08/25001-20140408ARTFIG00066-le-discours-de-villepin-sur-l-irak-a-l-onu.php>

⁹⁸ LUDWIG Andreas, op. cit., p. 166.

fin de la guerre du Golfe et Saddam Hussein ne posséderait pas d'armes de destructions massives contrairement à l'avis de l'administration Bush. Le troisième argument concerne le nouveau rôle que se donne l'Allemagne sur la scène internationale ainsi lors d'une interview au quotidien allemand *Die Welt* en février 2002 Joschka Fischer a affirmé que les partenaires des Etats-Unis ne sont pas des satellites⁹⁹.

IV. La relation transatlantique se dégrade

Deux acteurs importants de l'administration Bush à savoir la conseillère à la sécurité nationale et le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld ont tous les deux de manière sans équivoque critiqué la position de l'Allemagne ou ont considéré que les Européens ne les soutenaient pas assez dans la campagne irakienne :

- Pour désigner la situation de la relation de certains pays qui ont dit non à la guerre en Irak avec les Etats-Unis la conseillère à la sécurité nationale Condoleezza Rice a alors eu la phrase suivante: « Il faut ignorer les Allemands, pardonner aux Russes et punir les Français¹⁰⁰. » Il semble à l'instar de la phrase de Madame Rice que les Américains aient plus reproché aux Français le « non » à l'intervention en Irak qu'aux Allemands. Ceci peut s'expliquer en partie par le fait que la France possède un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU est ainsi se trouve en possession d'un moyen de pression vis-à-vis des Etats-Unis qui souhaiteraient que leur campagne militaire irakienne soit légitimée par une résolution de l'ONU. Le discours de Dominique de Villepin à l'ONU a aussi eu un grand retentissement international.

- Lors de la conférence sur la sécurité en février 2003 à Munich le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer a lancé à Donald Rumsfeld la célèbre phrase : « Excuse me. I am not convinced¹⁰¹ » concernant la guerre en Irak. En retour Rumsfeld a déclaré qu'il y a actuellement une division en Europe entre d'un côté une « nouvelle Europe » et une « vieille Europe ». La « nouvelle Europe » comprend les pays récemment sortis de l'emprise de l'Union soviétique tels que la Pologne ou la République Tchèque qui ont soutenu l'opération en Irak. De l'autre côté par la « vieille Europe » Rumsfeld pointe du doigt des pays tels que la France ou l'Allemagne qui se sont opposés à l'intervention américaine en Irak. Le secrétaire américain à la défense veut par cette

⁹⁹ OVERHAUS Marco, op. cit., p. 312.

¹⁰⁰ REITER Margit, EMBACHER Helga, op. cit., p. 193.

¹⁰¹ NABERS Dirk, *Allianz gegen den Terror: Deutschland, Japan und die USA*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2005, p. 247.

phrase accentuer les divisions déjà existantes entre les Européens et bien sûr critiquer la position diplomatique des pays du camp du non à la guerre.

Chapitre 3 : De la crise irakienne à la réélection de George W. Bush

En 2003 et 2004 les Etats-Unis et l'Allemagne continuent à s'opposer et ce dans le sillage du « non » allemand à la guerre en Irak. Durant plusieurs mois de nombreuses visites diplomatiques entre haut responsables politiques allemands et américains sont annulés et les critiques de part et d'autre de l'Atlantique sont nombreuses. Il faut en fait attendre les commémorations du 60^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie pour voir le président américain et le chancelier allemand à nouveau réunis. Le refus d'intervenir en Irak a pour conséquence une accélération de l'autonomie de plus en plus importante de Berlin dans ses prises de décisions concernant le domaine de sa politique étrangère par rapport aux Etats-Unis, processus qui prend de l'importance depuis la réunification allemande de 1990. En contrecoup des tensions entre l'Allemagne et les Etats-Unis le chancelier allemand souhaite développer ou approfondir ses relations avec d'autres pays que l'Amérique de George W. Bush. Ce sont principalement avec la Chine, la France et la Russie que Schröder trouve de nouveaux partenaires que ce soit au niveau commercial, politique ou culturel.

I. Les années 2003-2004 : une relation germano-américaine mouvementée

Le refus de participer à la guerre en Irak conduit à plusieurs mois de tensions entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Le non à cette guerre est très largement soutenu par la société civile allemande.

A. L'intervention anglo-américaine en Irak et la réaction de l'Allemagne

Lors de l'invasion anglo-américaine en Irak le gouvernement allemand n'hésite pas à critiquer ouvertement l'action de Washington. Cela trouve un écho au sein de la population allemande qui soutient aussi la démarche de Gerhard Schröder.

Le 20 mars 2003 les Etats-Unis et leurs alliés sont donc sans mandat de l'ONU intervenus militairement en Irak. Gerhard Schröder dans une allocution télévisée le lendemain du déclenchement de l'opération s'est dans le prolongement de ses interventions précédentes opposé à cette intervention. Le chancelier allemand affirma :

« Il y aurait pu y avoir un autre chemin dans le désarmement du dictateur irakien, le chemin des Nations unies¹⁰². »

Il précise aussi que son action allait dans le sens d'une majorité du peuple allemand, avec une majorité du Conseil de sécurité de l'ONU et enfin avec une majorité de tous les peuples. Lors de l'intervention des Etats-Unis en Irak en mars 2003 une majorité d'Allemands désapprouve la démarche américaine. Ainsi 85% des Allemands considèrent qu'une opération militaire en Irak n'est pas juste¹⁰³. 61% des Allemands sont de l'avis que les Américains interviennent militairement avec comme objectif l'obtention du pétrole irakien et enfin seulement 8% des Allemands considèrent comme George W. Bush que Saddam Hussein possède des armes de destructions massives¹⁰⁴. On peut clairement constater que c'est au sein des sympathisants de la CDU/CSU que le soutien vis-à-vis des Etats-Unis reste le plus important.

On peut constater que l'opposition à la guerre en Irak a réellement créé une unanimité au sein de la presse allemande et ce en fait quel que soit le bord politique du journal. Ainsi dans le journal de tendance de gauche *Junge Welt* il fut écrit dans l'édition du 22 mars 2003 : « Les Etats-Unis veulent dominer le monde de manière totale. » Le journal de centre-gauche *Süddeutsche Zeitung* a même écrit un article concernant la guerre en Irak dont le titre se veut plus qu'évocateur « Un crime organisé » et dans cet article la guerre en Irak est mise sur un même pied d'égalité que des crimes contre l'Humanité dans le passé. L'hebdomadaire d'investigation *Der Spiegel* a dans un article « La guerre, qui venait d'un Think Tank » laissé supposer que la guerre en Irak a été en fait impulsée par des lobbys américains.

En juin 2004 a éclaté le scandale des soupçons de torture de la part de militaires américains sur des prisonniers de guerre irakiens dans la prison d'Abou Ghraïb. L'administration Bush a été vite accusée de ne pas avoir empêché ces exactions. En Allemagne ce scandale a assombri l'image de l'Amérique dans le pays d'autant que dans ce pays le respect des droits de l'Homme se trouve au centre à la fois de la politique étrangère allemande et même au centre de programmes politiques de certains partis comme de celui des verts (*Die Grünen*).

Le sondage « *transatlantic trends* » qui a été mis en place en juin 2005 a révélé que 83% des Allemands interrogés désapprouvent l'action internationale de George W. Bush

¹⁰² SCHRÖDER Gerhard, op. cit., p. 222.

¹⁰³ NABERS Dirk, op. cit., p. 246.

¹⁰⁴ Idem.

et 60% considèrent l'administration américaine comme non souhaitable. Un autre sondage du *Pew Centers* aussi réalisé en juin 2005 a constaté que 59% des Allemands interrogés partagent l'avis que l'Europe doit devenir plus indépendante par rapport aux Etats-Unis. Même au sein des autres pays européens on peut clairement voir qu'une grande partie de la population a une opinion négative de la gestion de la guerre contre le terrorisme de George W. Bush (avec la découverte de l'utilisation de la torture par exemple) et ce en fait même dans les pays où les gouvernements ont accepté d'intervenir en Irak comme en Grande-Bretagne où en 2013 53% de la population était de l'avis que le déclenchement de cette guerre fût une erreur.

B. Amélioration de la relation bilatérale à la fin du mandat de Schröder

Il faut réellement attendre les commémorations du 60^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie en juin 2004 pour revoir le chancelier Schröder et le président américain côte-à-côte de manière cordiale. Ce fut d'ailleurs la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale qu'un chancelier allemand fut convié à la cérémonie du débarquement en Normandie. Dans ses mémoires le chancelier allemand a clairement écrit que cette invitation représentait un grand honneur pour l'Allemagne¹⁰⁵. D'ailleurs un an plus tard Schröder a aussi été invité au 60^{ème} anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale à Moscou et se trouvait à côté du président Bush.

En novembre 2004 a eu lieu une élection présidentielle aux Etats-Unis qui a vu la réélection de George W. Bush et a suscité un espoir de renouveau en Allemagne. Le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer a appelé à plus de coopération avec les Etats-Unis à l'avenir. Il a aussi annoncé que les Etats-Unis sont un allié important de l'Allemagne en dehors de l'Europe et qu'ils sont indispensables pour la résolution de nombreux conflits dans le monde. Toutefois il est clair que parmi les pays européens qui se sont opposés à la guerre en Irak une victoire du démocrate John Kerry eût été préférée.

II. Une nouvelle politique étrangère allemande après la crise irakienne ?

Comme la relation germano-américaine se dégrade rapidement durant la période 2002/2003, l'Allemagne cherche en contrepartie à resserrer ses liens avec d'autres pays et ce principalement avec la Russie de Vladimir Poutine et la France de Jacques Chirac.

¹⁰⁵ SCHRÖDER Gerhard, op. cit., p. 346.

A. Vers une nouvelle culture stratégique allemande

Il est vrai que dès la fin des années 1990 on observe une modification de la culture stratégique allemande. Ainsi au moment de l'intervention au Kosovo en 1999 le chancelier allemand est intervenu à la traditionnelle conférence sur la sécurité à Munich et a affirmé que l'Allemagne était prête à prendre en charge plus de responsabilités au niveau international que ce soit au sein de l'Union européenne ou de l'OTAN.

Ainsi le chancelier allemand veut par cette déclaration montrer que la période où l'Allemagne avait une politique étrangère caractérisée par une réserve est donc révolue. Le politologue Hanns W. Maull dans un article de *Foreign Affairs* de 1991 dont le titre est évocateur « *Germany and Japan : The new civilian powers* » a aussi qualifié la République fédérale d'Allemagne de « *Zivilmacht* » (en français puissance civile), afin de montrer que la puissance de l'Allemagne est basée essentiellement sur une puissance non militaire et est donc une puissance normative. Aussi en 1993 le ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque Klaus Kinkel a lancé le concept de « sécurité élargie ».

Après le 11 septembre on peut aussi voir que l'Allemagne modifie très clairement sa culture stratégique et ce qui était de simples déclarations comme celle du chancelier Schröder ont trouvé une application concrète après les attentats aux Etats-Unis en envoyant plus de troupes à l'étranger. Ainsi après le 11 septembre le gouvernement allemand envoie jusqu'à 4000 hommes en Afghanistan. L'Allemagne abandonne ainsi son concept qui était au cœur de sa politique étrangère depuis des décennies de « diplomatie du carnet de chèque » qui stipulait que l'Allemagne n'envoie pas de troupes à l'étranger mais contribue toutefois à l'effort de guerre en donnant une contribution financière.

L'Allemagne modifie sa culture stratégique ce qui constitue un contrecoup vis-à-vis de la décision américaine d'intervenir en Irak est une prise de décision de la part de Berlin de plus en plus indépendante de Washington. Ainsi le « non » à la guerre en Irak décidé en 2003 par le gouvernement allemand contribue à un processus à la fois de normalisation et d'autonomisation de la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne. Ainsi dans un discours tenu le 13 septembre 2003 le chancelier Schröder a affirmé que les questions essentielles de la nation allemande sont décidées à Berlin et nulle part ailleurs.

Dès la fin des années 1990 le proche conseiller de Willy Brandt qui a inspiré l'Ostpolitik, Egon Bahr, a appelé à ce que l'Allemagne prenne ses distances vis-à-vis des Etats-Unis. Dans cette continuité de cela le chancelier allemand et le président américain signent le 27 février 2004 à Washington une déclaration commune concernant la relation

germano-américaine au XXIème siècle. Bien que les deux pays s'engagent à coopérer pour les questions de sécurité, l'Allemagne se distancie des Etats-Unis et ne considère plus l'allié américain comme un protecteur aussi important que durant la Guerre froide. Aussi lors de la conférence sur la sécurité à Munich en 2005, Schröder appelle à renouveler la relation transatlantique en la rééquilibrant il a d'ailleurs affirmé que l'OTAN n'est plus l'endroit principal où les partenaires transatlantiques se consultent et coordonnent leurs concepts stratégiques.

Cette prise de distance par rapport aux Etats-Unis traduit pour l'Allemagne sa volonté à vouloir jouer un rôle de plus en plus important au niveau international. Depuis longtemps déjà l'Allemagne souhaite obtenir un siège de membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU. Ainsi elle appelle à une réforme de cette instance des Nations Unies qui est, il est vrai resté figé depuis 1945. Ainsi dans un discours tenu le 25 mars 2004 le chancelier allemand réitère cette demande. Un siège de membre permanent au Conseil de sécurité permettrait aussi à l'Allemagne de disposer d'un droit de veto renforçant ainsi son rôle sur la scène internationale.

B. A la recherche de nouveaux partenariats au niveau international

On peut observer que depuis longtemps l'Allemagne en matière de politique étrangère regarde beaucoup vers l'Europe centrale et de l'est (concept de « Mitteleuropa » traduit en français par Europe centrale, on retrouve aussi l'idée du « *Drang nach Osten* » qui signifie poussée vers l'est qui trouve même ses origines dans le Moyen-Âge). Même durant la Guerre froide l'Allemagne de l'Ouest a réussi à normaliser ses relations avec l'URSS ou des pays du bloc de l'Est comme lors de l'*Ostpolitik* de Willy Brandt au début des années 1970. Il est vrai que comme pour la France avec le général de Gaulle dans les années 1960 l'Allemagne de Willy Brandt a souhaité tisser des liens avec le bloc soviétique en se détournant alors d'une Amérique à la fois enlisée dans la guerre du Vietnam et caractérisée par le sursaut conservateur de la période du président Richard Nixon élu en 1968.

On peut constater que de plus en plus le chancelier allemand et ce très certainement en contrepartie à un affaiblissement de la relation germano-américaine a souhaité approfondir la relation russo-allemande. On peut d'une part déjà souligner que Poutine lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 2000 a réellement souhaité donner un élan à la relation entre le Russie et l'Allemagne. Il a par exemple convié le couple Schröder à l'occasion du Noël orthodoxe en janvier 2001. En retour le chancelier allemand a invité le chef d'état russe

en avril 2004 pour fêter son anniversaire¹⁰⁶. Personnellement Vladimir Poutine parle aussi couramment l'allemand car dans la deuxième partie des années 1980 il a été membre du KGB en Allemagne de l'Est.

Au niveau international on peut observer que la coalition rouge/verte a essayé d'intégrer la Russie dans les instances internationales et en retour la Russie de Poutine soutient l'idée que l'Allemagne dispose d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Gerhard Schröder a aussi une bien meilleure relation personnelle avec le président russe qu'avec le président américain, fait assez insolite depuis 1945 pour un chancelier allemand.

Le 25 septembre 2001 c'est-à-dire seulement quelques jours après les attentats du 11 septembre le président Poutine a tenu un discours au Bundestag à Berlin dans lequel il appelle à un renforcement dans la relation entre les Russes et les Européens :

« Personne ne doute de la grande valeur des relations entre l'Europe et les Etats-Unis. Mais je suis de l'avis que l'Europe ne peut que consolider sa réputation comme centre puissant et indépendant de la politique mondiale si elle unifie ses propres possibilités avec les ressources russes humaines, territoriales et naturelles et aussi avec le potentiel économique, culturel et militaire de la Russie¹⁰⁷. »

Les deux pays se sont clairement opposés à l'intervention américaine en Irak. Dans une allocution commune le 9 février 2003 le président russe et le chancelier allemand ont réitéré leur refus à une possible intervention américaine en Irak. Dans ses mémoires Schröder écrit pour qualifier leur propos commun :

« Poutine et moi ne laissons aucun doute que nous n'approuverons pas une intervention militaire en Irak¹⁰⁸. »

La Russie et l'Allemagne développent aussi leurs relations économiques durant l'ère Poutine/Schröder. A la fin du second mandat de Gerhard Schröder l'Allemagne devient par exemple le premier investisseur en Russie et totalise même 15,6% des investissements étrangers dans ce pays¹⁰⁹. En 2002 en tant que geste symbolique l'Allemagne a annulé quasiment toute la dette que la Russie lui devait qui se montait à l'époque à 6.4 milliards d'euros¹¹⁰.

C'est en fait en ce qui concerne la politique énergétique que les deux pays ont le plus de relations. L'Allemagne importe aussi beaucoup d'hydrocarbures en provenance de la

¹⁰⁶ STARK Hans, op. cit., p. 143.

¹⁰⁷ Site du Bundestag, téléchargé le 22 août 2017 sous : https://www.bundestag.de/parlament/geschichte/gastredner/putin/putin_wort/244966

¹⁰⁸ SCHRÖDER Gerhard, op. cit., p. 236.

¹⁰⁹ STARK Hans, op. cit., p. 144.

¹¹⁰ Idem.

Russie. Ainsi en 2004 l'Allemagne importait 30% de son pétrole et 40% de son gaz en provenance de la Russie¹¹¹. Aussi à la fin de son mandat de chancelier en 2005 Schröder a trouvé un poste chez le géant énergétique Gazprom, et il fut alors spéculé dans la presse que son amitié personnelle avec le président russe avait servi à l'aider à sa reconversion.

Durant les années Schröder (1998-2005) on peut clairement voir que la France et l'Allemagne se sont rapprochées à de nombreuses reprises. Dans le passé la France et l'Allemagne ont connu des phases de rapprochement comme dans les années 1960 entre le chancelier allemand Konrad Adenauer et le président français Charles de Gaulle ou bien entre Helmut Kohl et François Mitterrand dans les années 1980. Toutefois cette fois-ci ce rapprochement trouve principalement son origine avec la crise irakienne et la mise en place d'un axe Paris-Berlin concernant le non à une intervention anglo-américaine sur le sol irakien. Aussi en janvier 2003 a été célébré le 40ème anniversaire du traité de l'Elysée et pour l'occasion une rencontre entre les parlementaires français et allemands a été organisée à Versailles. Différentes organisations ou regroupements permettent un rapprochement entre la France et l'Allemagne comme par exemple le triangle de Weimar qui réunit la France, l'Allemagne et la Pologne depuis les années 1990 et on peut observer une nette coopération entre ces deux pays. L'université franco-allemande s'est aussi fortement développée durant la période Schröder/Chirac permettant ainsi une étroite coopération dans le domaine académique.

Gerhard Schröder a mis en place une « diplomatie économique » vers différents pays, qui consiste en un approfondissement des relations entre l'Allemagne et ses partenaires sur une base avant tout économique. Le 16 décembre 2003 le chancelier allemand est allé au Kazakhstan et a signé un contrat permettant aux entreprises allemandes de réaliser à l'avenir plus d'investissements dans ce pays. Gerhard Schröder a aussi essayé de tisser des liens avec l'Extrême-Orient, ainsi fin décembre 2003 le chancelier allemand va à Pékin et signe là aussi plusieurs accords avec le gouvernement chinois afin de permettre aux entreprises allemandes d'investir plus facilement en Chine.

Conclusion partie 2

Dans cette partie on peut clairement observer que la volonté d'intervenir en Irak de la part des Etats-Unis entraîne des tensions avec ses plus proches alliés et avant tout avec la France et l'Allemagne. La non prise en compte de certains partenaires européens conduit à une des plus grandes période de tensions dans la relation transatlantique. Ce n'est qu'à

¹¹¹ Idem.

partir de l'année 2004 c'est-à-dire un an après le début de la campagne irakienne que l'on perçoit les premiers signes d'apaisement entre l'Allemagne et les Etats-Unis.

PARTIE 3 : De 2005 à 2013 : vers une amélioration du partenariat germano-américain ?

En 2005 un nouveau contexte politique tant en Allemagne qu'aux Etats-Unis a des conséquences positives sur l'axe Berlin/Washington. Ceci entraîne une meilleure coopération entre l'Allemagne et les Etats-Unis concernant la « guerre contre le terrorisme ». Le début de la crise financière et économique qui frappe profondément ces deux pays oblige à une gestion internationale de cette crise afin d'en éviter le plus rapidement possible les effets les plus néfastes. L'arrivée de Barack Obama en janvier 2009 à la Maison-Blanche conduit dans un premier temps à un rapprochement entre Berlin et Washington puisque le nouveau président américain souhaite faire oublier la gestion très impopulaire de la « guerre contre le terrorisme » de son prédécesseur en sollicitant davantage les Européens.

Chapitre 1 : Une nouvelle donne politique en 2005 qui permet une meilleure coopération Allemagne/Etats-Unis

C'est durant l'année 2005 qu'à la fois en Allemagne et aux Etats-Unis ont eu lieu des changements politiques importants. Pour le cas de l'Allemagne on observe une alternance politique complète et en ce qui concerne les Etats-Unis le président Bush entame son deuxième mandat avec une administration renouvelée. Ces deux changements politiques ont eu pour conséquence un nouveau départ dans les années qui ont suivi, dans les relations germano-américaines.

I. Un nouveau contexte politique

En janvier 2005 George W. Bush débute un deuxième mandat de quatre ans puisqu'il a été réélu deux mois auparavant. Il renouvelle en partie son administration afin de montrer une volonté de changement dans sa politique et ce principalement concernant la politique étrangère américaine. Ainsi Bush nomme Condoleezza Rice nouvelle secrétaire d'Etat des Etats-Unis qui était auparavant conseillère à la sécurité nationale et elle remplace en conséquence Colin Powell qui était devenu un symbole de la justification de la guerre en Irak et ceci principalement lors de son discours de février 2003 au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies. Le choix de Robert Zoellick comme adjoint de Condoleezza Rice ou encore la nomination de John Bolton comme représentant des Etats-Unis aux Nations unies prouvent que les néoconservateurs ont perdu de leur importance au sein de la nouvelle administration américaine.

En 2005 en Allemagne Angela Merkel devient la nouvelle chancelière. Le 1^{er} juillet 2005 le chancelier Schröder demanda un vote de confiance au Bundestag et cette confiance lui a été refusée par 151 voix contre 296¹¹². Le président fédéral de l'époque Horst Köhler a alors dissout le Bundestag le 20 juillet 2005 et en conséquence des élections anticipées ont été organisées pour le 18 septembre 2005. Lors du scrutin du 18 septembre 2005 les deux partis de l'Union CDU/CSU obtiennent 35.2 % des voix, le SPD 34.2%, le parti libéral 9.8% et le parti des Verts 8.1%¹¹³. Il s'agit d'une déroute électorale pour la coalition rouge-verte mais néanmoins la CDU et son antenne bavaroise ne peuvent pas former une coalition avec le FDP (le parti des libéraux qui traditionnellement fait alliance avec le parti conservateur allemand). Il y a donc la mise en place d'une grande coalition entre le SPD et la CDU à partir du 22 novembre 2005. La fin de la coalition rouge/verte avec à sa tête le tandem Schröder/Fischer peut laisser supposer qu'une nouvelle période de relations entre l'Allemagne et les Etats-Unis pourra débiter.

II. Volonté de coopérer

Ces changements politiques aux Etats-Unis et en Allemagne ont pour conséquence des deux côtés une réelle volonté de coopération entre les deux pays.

A. Du côté des Etats-Unis

L'arrivée de la nouvelle administration américaine a créé un sentiment de renouveau dans les pays européens ; ainsi le ministre français des Affaires étrangères de l'époque Michel Barnier a affirmé lors de l'investiture du second mandat de Bush qu'il souhaitait une « nouvelle relation avec les Etats-Unis¹¹⁴ ». La nouvelle administration américaine s'est en effet efforcée à stabiliser ses relations avec l'Europe. Cela s'est par exemple vu lors de la visite de Bush en Europe en février 2005. Ainsi le 21 février 2005 le président Bush devient le premier président de l'Histoire des Etats-Unis à visiter les institutions européennes à Bruxelles, dans lequel il appelle les Européens à oublier la crise irakienne. En février 2005 lors de sa visite en Belgique le président américain a tenu un discours dans lequel il souhaite rappeler l'importance qu'a à ses yeux la relation transatlantique. Ainsi Bush a affirmé :

« Je me réjouis de l'occasion, de pouvoir parler ici aux Européens dans cette salle importante. Depuis plus de 60 ans nos nations se situent côte à côte devant les grands défis de l'Histoire. Ensemble nous avons avec toute notre force et notre patience mis en échec des idéologies totalitaires. Ensemble nous avons unifié ce

¹¹² GÖRTEMAKER Manfred, op.3 cit., p. 172.

¹¹³ STARK Hans, op. cit., p. 171.

¹¹⁴ LEQUESNE Christian, VAÏSSE Justin, op. cit., p. 155.

continent par des valeurs démocratiques. Et ensemble nous commémorons de manière festive année après année les jours de l'année de la liberté comme le D-Day, la libération des camps de concentration jusqu'à la victoire de la conscience en 1989. Notre alliance transatlantique a mis en échec des plans de dictateur, a servi les plus grands idéaux de l'humanité et a fait passer un siècle caractérisé par la violence à un nouveau et meilleur chemin. Aussi même si les souvenirs s'oublient, nous ne devons jamais oublier, ce que nous avons fait ensemble¹¹⁵. »

En février 2005 la nouvelle secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a effectué une visite en France. Lors de cette visite la nouvelle secrétaire d'Etat américaine a tenu un discours à l'Institut d'études politiques de Paris et a tenu à souligner que dans le second mandat de George W. Bush les Etats-Unis auront une politique étrangère moins unilatérale que lors de l'invasion en Irak. Dans cette conférence Rice a affirmé qu'il fallait ouvrir un nouveau chapitre dans la relation germano-américaine et a ensuite ajouté :

« Les Etats-Unis se réjouissent de l'unité croissante de l'Europe. L'Amérique a tout à gagner à avoir une Europe plus forte comme un partenaire dans la construction d'un monde plus sûr et même meilleur¹¹⁶. »

Dans certains domaines des pays européens coopèrent de plus en plus avec les Etats-Unis. On peut par exemple citer le cas d'une résolution obtenue à l'ONU qui a été impulsée par la France et les Etats-Unis à la fin de l'année 2005 afin d'obliger la Syrie de Bachar el-Assad de retirer ses troupes stationnées au Liban. Cette résolution a été mise en place après l'assassinat du premier ministre libanais Rafiq Hariri en février 2005 dans lequel la responsabilité de Damas a été suspectée¹¹⁷.

B. Du côté de l'Allemagne

Dès son élection en septembre 2005 Angela Merkel s'efforce d'affirmer que l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne se situe au cœur de la nouvelle politique étrangère allemande. Elle souhaite en fait d'essayer de faire oublier la période de l'ère Schröder caractérisée par de fortes turbulences dans la relation Berlin/Washington. Ainsi lors de d'une conférence de presse le 30 septembre 2005 elle a affirmé que son gouvernement s'engagerait dans un rapport positif dans le partenariat transatlantique. Cette nouvelle administration Merkel se veut très soucieuse de renforcer ses relations avec l'administration Bush. Son ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier sort des rangs du SPD s'est aussi vite montré désireux d'améliorer les relations germano-américaines.

A partir de l'alternance de l'automne 2005 on peut réellement observer un rapprochement Allemagne/Etats-Unis. Bush considère et voit aussi en l'Allemagne d'Angela Mer-

¹¹⁵ SCHAMBECK Herbert, WIDDER Helmut, BERGMANN Marcus , op. cit., p. 859.

¹¹⁶ LEQUESNE Christian, VAÏSSE Justin, op. cit., p. 155.

¹¹⁷ Idem.

kel la possibilité d'une alliée située au centre de l'Europe et proche des Etats-Unis. Lorsqu'elle arrive au pouvoir la nouvelle chancelière souhaite réellement améliorer la relation germano-américaine qu'elle juge que Schröder a négligé lors de ses sept années à la tête de l'Allemagne (personnellement elle n'a pas déclaré son opposition à ce que l'Allemagne intervienne militairement en Irak et Angela Merkel qui a vécu durant 40 ans derrière le rideau de fer en RDA sait ce qu'elle doit aux Etats-Unis qui ont lors de la réunification allemande en 1989/90 facilité le processus par l'impulsion du président Bush Senior). Elle affirme par exemple le principe du « NATO first ». Merkel souhaite aussi sortir l'Union européenne de la crise institutionnelle dans laquelle elle se trouve depuis six mois puisqu'en mai et juin 2005 les Français et ensuite les Néerlandais ont refusé par référendum le projet de constitution pour l'Europe. Cette volonté de Madame Merkel avait aussi comme objectif d'essayer de permettre à l'Union européenne de retrouver une unité afin de parler au niveau international d'une voix et ce principalement avec l'Amérique de George W. Bush. Le fait de renouveler le partenariat germano-américain se trouve donc au centre de la politique étrangère d'Angela Merkel lorsqu'elle arrive au pouvoir en novembre 2005.

Chapitre 2 : De l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel à la présidence d'Obama

Durant la période de 2006 à 2009 l'Allemagne et les Etats-Unis sont confrontés à de nouveaux défis dans leur relation bilatérale dont principalement le début de la crise économique. La victoire du démocrate Barack Obama lors de l'élection présidentielle de novembre 2008 donne aussi une nouvelle approche dans la gestion de la « guerre contre le terrorisme » entre les Européens et les Américains.

I. Une nouvelle politique étrangère allemande

Lorsqu'Angela Merkel arrive au pouvoir en 2005 elle souhaite donner de nouvelles impulsions à la politique internationale de l'Allemagne.

A. Une diplomatie soucieuse du respect des Droits de l'Homme

Au début de son premier mandat le 30 novembre 2005 c'est-à-dire seulement 8 jours après sa prise de fonction Angela Merkel a tenu un discours au Bundestag concernant la politique étrangère qu'aurait l'Allemagne et elle déclara :

« La politique étrangère de l'Allemagne repose sur des valeurs et elle est définie en fonction de nos intérêts¹¹⁸. »

Ainsi par cette phrase la chancelière allemande a clairement indiqué le cap qu'elle allait suivre dans les prochains mois de son mandat concernant la politique internationale de son pays. Lors des sept années du chancelier Schröder il est vrai que l'Allemagne a eu tendance à défendre ses intérêts économiques et commerciaux avec principalement la Russie et la Chine et ce aux dépens de la question des droits de l'Homme. Gerhard Schröder a en effet noué des liens très étroits avec le président russe Vladimir Poutine comme par exemple avec le projet d'un gazoduc dans la mer baltique et ce aux dépens d'une défense des valeurs de l'Allemagne que sont le respect de l'état de droit et de la démocratie, la défense des droits de l'Homme ou encore la liberté d'expression. L'Allemagne s'est en effet montrée très dépendante des hydrocarbures russes et a aussi souhaité conquérir des parts de marché en Chine.

B. Une diplomatie allemande renouvelée qui entraîne une meilleure coopération transatlantique

Angela Merkel est née en 1954 à Hambourg et a grandi en ex-Allemagne de l'Est, la RDA de l'époque, elle a donc vécu la dictature communiste de très près et a connu la chute du Mur. Lors de la réunification allemande les Etats-Unis ont réellement souhaité jouer un rôle positif afin de réaliser ce processus le plus tôt possible. C'est en effet suite à l'impulsion du secrétaire d'Etat américain de l'époque James Baker et au président Bush père que la réunification allemande a pu être accélérée. Ainsi l'expérience personnelle d'une femme ou d'un homme politique s'il accède au pouvoir peut considérablement influencer la politique étrangère d'un pays. Le parti qu'Angela Merkel préside depuis 2000 la CDU est aussi considéré comme étant plus américanophile que le SPD. Si l'on regarde les deux périodes depuis 1945 où l'Allemagne s'est écartée des Etats-Unis, c'est-à-dire lors de l'Ostpolitik de Willy Brandt au début des années 1970 et lors de la crise irakienne en 2002/2003 sous Gerhard Schröder, les deux chanceliers appartenaient au SPD.

Lors de la première rencontre bilatérale Bush/Merkel en janvier 2006 à Washington la chancelière a essayé de poser de nouvelles bases dans la relation germano-américaine en essayant de faire oublier l'épisode de la crise irakienne sous Schröder. Aussi lors de la deuxième visite d'Angela Merkel à la Maison-Blanche début mai 2006 le président amé-

¹¹⁸ STARK Hans, op. cit., p. 169.

ricain a en retour qualifié la chancelière allemande de « Partner in Peace¹¹⁹ ». Peu de temps après il a même affirmé que l'Allemagne et les Etats-Unis sont liés par un « partnership in leadership¹²⁰ ». De très bons rapports personnels se sont aussi vite mis en place entre Angela Merkel et George W. Bush. La chancelière allemande a par exemple invité le président américain dans sa circonscription en Poméranie à manger un grill et Bush a invité Merkel dans son ranch au Texas.

Au niveau international on peut observer que dans de nombreux domaines les Etats-Unis et l'Allemagne s'associent au début de l'ère Merkel :

- Tout d'abord concernant le nucléaire iranien on remarque que l'Allemagne souhaite coopérer avec les Etats-Unis afin d'empêcher la mise en place d'un programme nucléaire militaire iranien. Mahmoud Ahmadinejad est président de la République islamique d'Iran depuis août 2005 et se montre de plus en plus désireux d'obtenir des armes nucléaires avec un programme nucléaire militaire afin de créer un nouvel équilibre déjà fragile dans la région du Moyen-Orient. Lors de la conférence sur la sécurité à Munich en 2006 Angela Merkel a ouvertement critiqué le programme nucléaire iranien allant ainsi vers la position américaine qui souhaite depuis longtemps durcir les sanctions vis-à-vis de Téhéran.
- Angela Merkel a aussi essayé d'avoir un rôle d'intermédiaire dans le cadre du conflit israélo-palestinien comme ce fut particulièrement le cas durant l'été 2006 lors du conflit entre Israël et le Hezbollah. Il est vrai que la politique étrangère américaine est de tradition très proche des Israéliens ceci s'expliquant par différents facteurs dont principalement la présence d'un fort lobby pro-israélien aux Etats-Unis l'AIPAC qui exerce une grande influence à Washington. En conséquence l'Amérique peut en fait difficilement jouer un rôle d'intermédiaire dans le cadre d'un conflit au Proche-Orient. Ainsi l'Allemagne peut en quelque sorte prendre le relais des Etats-Unis et apparaître comme un intermédiaire plus crédible dans le cadre de nouvelles tensions dans le cadre de ce conflit.
- Le livre blanc allemand de l'année 2006 s'est prononcé en faveur d'une « Bundeswehr efficace¹²¹ » grâce à laquelle l'Allemagne pourrait garder une certaine stature internationale. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel, l'Allemagne participe à des nombreuses missions à l'étranger. C'est par exemple le cas de la

¹¹⁹ JÄGER Thomas, HÖSE Alexander, OPPERMANN Kai, op. cit. p. 636.

¹²⁰ Idem.

¹²¹ STARK, 2014, op. cit. p. 265.

FINUL (Force intérimaire des Nations Unies au Liban). Un engagement plus important de l'Allemagne au niveau international dans des opérations extérieures permet ainsi de soulager l'effort de guerre des Etats-Unis dans le monde. Toutefois dans la majorité des situations l'Allemagne n'envoie pas de forces combattantes mais des forces de logistique ou de soutien.

- Lorsque l'Allemagne était présidente du Conseil européen durant le premier semestre de l'année 2007 il fut décidé lors d'un sommet Union européenne/ Etats-Unis le 30 avril 2007 d'approfondir la coopération entre les deux partenaires transatlantiques. Aussi lors du sommet du G8 à Heiligendamm en juin 2007 la chancelière allemande a réussi à ce que les Américains s'engagent plus à l'avenir dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Toutefois l'instance où un rapprochement entre les Etats-Unis et l'Allemagne est le plus perceptible est l'OTAN. Gerhard Schröder avait quant à lui affirmé en février 2005 lors de la traditionnelle conférence sur la sécurité à Munich que l'Alliance atlantique ne représentait pas à ses yeux un lieu où l'on puisse coordonner les relations transatlantiques. Un an plus tard au même endroit la chancelière Merkel a déclaré que l'OTAN serait le forum à privilégier afin de développer les relations transatlantiques. Cette annonce de Madame Merkel s'est aussi avérée dans les faits puisque durant son premier mandat (2005-2009) l'Allemagne a déployé jusque 7000 soldats dans le cadre de mission de l'OTAN que ce soit en Afghanistan ou au Kosovo. L'Allemagne a aussi soutenu l'adhésion de la Croatie et de l'Albanie dans l'OTAN lors du sommet de Bucarest de 2008, ce soutien est allé dans la direction de Washington puisque après la fin de la Guerre froide les Américains ont toujours soutenu un élargissement de cette instance politico-militaire aux pays issus du bloc de l'Est.

C. Indépendance de la voix allemande

Si d'un côté la chancelière allemande a réellement voulu normaliser les relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne, d'un autre elle a gardé une certaine marge de manœuvre à la fois de critique et d'action vis-à-vis de mesures prises par l'administration Bush :

Elle a par exemple critiqué les atteintes aux droits de l'Homme comme l'utilisation de la torture sur des prisonniers dans les prisons secrètes américaines comme principalement à Guantanamo. En janvier 2006 la chancelière Merkel lors d'une interview accordée au *Spiegel* déclare: « Une institution comme Guantanamo ne peut et ne doit pas exister sur

la durée¹²². » Avec une telle déclaration Angela Merkel qui était chancelière depuis peu a voulu montrer qu'au sujet des questions internationales elle peut aussi se montrer ferme et critiquer une décision prise par l'allié américain. Par exemple sur le cas de l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne Merkel est contre une intégration complète mais elle souhaite mettre en place un « partenariat privilégié »¹²³ entre Bruxelles et Ankara. Ceci est contraire à l'opinion portée par les différentes administrations américaines qui ont toujours souhaité que la Turquie devienne un membre à part entière de l'Union européenne.

II. Une administration Bush fragilisée à partir de 2006

Une nouvelle donne à la fois politique et économique du côté américain en 2006-2007 avec l'arrivée de la crise des *subprimes* conduit à ce que les préoccupations des Américains soient de plus en plus sur des thématiques financières et économiques et non plus sur le terrorisme, ce qui oblige en conséquence à une nouvelle coopération entre l'Allemagne et les Etats-Unis.

A. Les élections de mi-mandat aux Etats-Unis en novembre 2006

A la veille de ces élections le président américain se heurte à une impopularité croissante et ce pour différentes raisons:

- au niveau de la politique internationale c'est principalement la guerre en Irak et le nombre de morts de plus en plus élevé de soldats américains,
- au niveau économique la croissance économique américaine connaît aussi un fléchissement et le chômage augmente.

Seulement 32% de la population américaine souhaite voir une victoire du camp des républicains lors de ces « *midterm election* »¹²⁴. Ces élections de mi-mandat aux Etats-Unis ont donc vu une nette victoire du camp démocrate car le parti démocrate a pour la première fois depuis 1994 contrôlé les deux chambres du Congrès. Ceci a eu pour conséquence qu'à partir de 2007 la marge de manœuvre du camp républicain s'est vue amoindrie et l'administration Bush n'a ainsi plus pu mettre la thématique de la « guerre contre le terrorisme » au centre des préoccupations et les questions de politiques économiques et sociales commencent à avoir une importance prédominante. George W. Bush doit donc

¹²² BIERLING Stephan, op. cit., p. 238.

¹²³ STARK Hans, op. Cit., p. 173.

¹²⁴ BERTEIN Serge, MILZA Pierre, *Histoire du XXème siècle de 1990 à nos jours*, Paris, Hatier, 2010, page 106.

cohabiter avec un Congrès opposé à sa famille politique dans la deuxième partie de son deuxième mandat.

B. Les prémices de la crise financière dès 2007 aux Etats-Unis

La crise de 2007/2008 issue de l'endettement massif de certains ménages américains par l'accès à des crédits faibles et à taux variables appelés « subprimes » a des conséquences sur les relations Allemagne/Etats-Unis puisque à partir du déclenchement de la crise économique mondiale en septembre 2008 une gouvernance mondiale avec le G20 composée entre autre de ces deux pays se met en place afin de limiter les effets de cette crise mondiale, la plus importante depuis la crise des années 1930. L'Allemagne a beaucoup souffert de cette crise économique et a même connu une récession de 4% en 2009. La crise touche en effet durement l'Allemagne et principalement son industrie automobile et ses banques. La nécessité d'une étroite coopération entre les Etats-Unis et l'Allemagne débute et s'impose afin de résorber les effets néfastes de la crise.

Chapitre 3 : Election d'Obama, crise économique et affaire Snowden

Lorsque Barack Obama devient président des Etats-Unis il bénéficie en Europe et particulièrement en Allemagne d'une grande popularité. L'arrivée de la crise financière qui devient économique puis de la dette en Europe oblige à une étroite coopération entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Toutefois l'abstention de l'Allemagne à l'ONU en 2011 concernant l'intervention en Libye puis les révélations d'Edward Snowden ont pour conséquence un refroidissement dans la relation germano-américaine.

I. L'élection et l'arrivée au pouvoir d'Obama

A. Popularité d'Obama en Allemagne et début de la crise financière

Cette campagne pour la magistrature suprême aux Etats-Unis a été très suivie en Allemagne et Obama bénéficie très vite d'une grande popularité. Aussi il a tenu un discours fin juillet 2008 à Berlin devant 200 000 personnes¹²⁵. Cela a bien sûr rappelé la popularité qu'a bénéficié le président John F. Kennedy qui a tenu un discours de soutien à la population berlinoise en 1963 durant les heures les plus tendues de la guerre froide peu après la crise des missiles de Cuba.

¹²⁵ OBAMA Barack, *Worte müssen etwas bedeuten: seine großen Reden*, Berlin, Editions Suhrkamp Verlag, 2017, p. 27.

Dès son arrivée au pouvoir en janvier 2009 on peut aussi observer qu'Obama augmente considérablement la popularité des Etats-Unis dans les pays européens et cette tendance concerne en fait tous les pays européens :

- Ainsi en 2007 39% des Français avaient une opinion favorable des Etats-Unis et ce chiffre est passé à 73% en 2010 c'est-à-dire un an après la prise de fonction de Barack Obama¹²⁶.
- Cette tendance est aussi vraie en Allemagne puisqu'en 2007 seulement 30% de la population allemande avait une opinion positive des Etats-Unis tandis qu'en 2010 ils étaient 63%¹²⁷.

Au moment du déclenchement de la crise économique en septembre 2008 les Etats-Unis sont en pleine campagne électorale avec une élection qui est prévue moins de deux mois plus tard. L'éclatement de cette crise a en fait nettement profité au camp des démocrates puisque ces derniers sont connus pour défendre davantage les intérêts des pauvres aux Etats-Unis et cette crise est aussi perçue comme un héritage de l'administration Bush qui s'est montrée incapable de la prévenir. En novembre 2008 Obama est élu et remplace George W. Bush le 20 janvier 2009. Obama est aussi soucieux de faire oublier l'ère Bush perçue par de nombreux pays européens comme une période d'unilatéralisme en matière de politique étrangère. Il organise par exemple en avril 2009 un grand voyage en Europe afin d'améliorer l'image de son pays auprès d'une opinion publique européenne qui s'est montrée de plus en plus hostile vis-à-vis des Etats-Unis suite à l'intervention américaine en Irak et par le déclenchement de la crise financière et économique mondiale qui est perçue par beaucoup comme l'échec du capitalisme financier américain et qui frappe durement la plupart des pays européens.

B. Une nouvelle approche entre les Etats-Unis et le monde

Lors d'un discours tenu à Chicago le 2 octobre 2002 Barack Obama alors sénateur au sénat de l'état de l'Illinois en plein débat sur une guerre en Irak imminente a tenu un discours dénonçant l'erreur que serait pour lui une possible intervention militaire américaine en Irak. Dans son discours du 2 octobre 2002 Obama déclara :

« Je ne suis pas contre toutes les guerres. Ce contre quoi je suis contre c'est une guerre stupide. Une guerre qui ne se base pas sur la raison mais sur la passion, par sur des principes mais sur un calcul politique. Je ne me fais aucune illusion sur Saddam Hussein. C'est un homme brutal, un homme sans scrupule. Le monde

¹²⁶ Idem.

¹²⁷ Idem.

et le peuple irakien seraient mieux sans lui. Mais je sais aussi que Saddam ne représente pas une menace directe et immédiate pour les Etats-Unis et ses voisins¹²⁸. »

Aussi lors de sa campagne électorale le candidat Obama présente sa vision de l'Amérique dans le monde lors d'un discours tenu le 19 mars 2008 en Caroline du Nord:

« Nous sommes à un moment crucial de notre histoire. Nous pouvons choisir la voie de la guerre et des actions unilatérales, ce qui minera notre force et notre statut... Ou bien nous pouvons faire face à la peur et aux menaces avec espoir et force, avec la volonté commune d'une Amérique unie, au nom d'une cause partagée par nos alliés traditionnels et par de nouveaux partenaires¹²⁹. »

Obama a lors de sa prise de fonction comme objectif principal de renouveler le rôle dominant des Etats-Unis dans le monde en privilégiant une combinaison entre le hard- et le soft power qui est le smart power. Obama souhaite aussi renouveler le rôle de l'ONU dont il considère que le président Bush l'a réduit à une simple fonction de consultation. Dans son discours devant les Nations unies le 23 septembre 2009 Obama a soutenu l'importance d'une coopération pour sa politique.

L'obtention du prix Nobel de la paix en octobre 2009 salue les efforts qu'a entrepris Obama depuis son arrivée au pouvoir et Barack Obama affirme qu'il n'est pas contre l'idée de guerre mais en fait contre les guerres injustifiées. Lors de la remise du prix Nobel de la paix à Oslo le 10 décembre 2009 celui-ci a en effet déclaré :

« There will be times when nations acting individually or in concert will find the use of force not only necessary but morally justified... So yes, the instruments of war do have a role to play in preserving the peace¹³⁰. »

Barack Obama en poursuivant la politique de pivot vers l'Asie qui avait déjà été initié par George W. Bush souhaite donc donner plus d'importance à l'Asie et ce pour différentes raisons comme l'importance du poids de l'Asie dans l'économie mondiale avec des pays comme la Chine et l'Inde et concernant la sécurité des Etats-Unis le terrorisme international. Cela conduit à un retrait progressif des troupes américaines en Allemagne qui étaient stationnées en République fédérale d'Allemagne durant la guerre froide.

Beaucoup d'observateurs voient dans la mise en place d'une relation transatlantique forte et surtout germano-américaine une condition centrale afin de résoudre des problèmes centraux tels que le programme nucléaire iranien, la crise financière, le réchauffement climatique ou encore le conflit israélo-palestinien.

¹²⁸ BIERLING Stephan, *Geschichte des Irakkrieges: Der Sturz Saddams und Amerikas Albtraum im Mittleren Osten*, Munich, Editions Beck, 2010, p. 71.

¹²⁹ OBAMA Barack, *Le changement nous pouvons y croire*, Paris, Editions Odile Jacob, 2009, p 138.

¹³⁰ JÄGER Thomas, HÖSE Alexander, OPPERMANN Kai, op. cit., p. 634.

Concernant le climat l'arrivée au pouvoir d'Obama a permis un certain déblocage puisque toute perspective d'engagement des Etats-Unis concernant le climat était bloquée par l'administration Bush. Le président américain s'est par exemple rendu à Copenhague en décembre 2009 lors du sommet contre le réchauffement climatique pour montrer l'importance de trouver un accord concernant le climat pour son administration au sein de la communauté internationale.

Obama a aussi promis aux Européens un « partenariat équilibré » dans la relation transatlantique. Toutefois cette idée n'est pas sans conséquence pour les Européens puisqu'ils doivent aussi prendre en charge une contribution non négligeable financière, économique et militaire dans la relation transatlantique par exemple au sein de l'OTAN. Dans ce contexte Obama a lors de son discours de Berlin de juillet 2008 demandé aux Européens de participer au « burden of global citizenship » (en français le fardeau de la citoyenneté mondiale). Pour cette partie de son discours il n'a d'ailleurs que peu reçu d'applaudissements de la part de la population allemande.

II. Nouvelle gestion de la guerre contre le terrorisme

Obama souhaite une meilleure coopération avec les alliés européens dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Il souhaite aussi que les partenaires européens prennent plus de responsabilités dans cette lutte contre le terrorisme comme s'engager d'avantage en Afghanistan.

A. La question des prisonniers de guerre

Le nouveau président américain est conscient que l'usage de méthodes qualifiées d'inhumaines par de nombreuses ONG comme *Amnesty International* ou *Human Rights Watch* dans le cadre de la lutte contre le terrorisme mises en place par le président américain George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001 dont principalement l'usage de la torture dans des prisons secrètes et principalement à Guantanamo ont nui à l'image des Etats-Unis dans le monde. Dans un rapport qui a été publié en 2005 *Amnesty International* afin d'évoquer les méthodes utilisées à Guantanamo parle de « goulag de notre temps¹³¹ ». En 2006 la Commission des Nations unies contre la torture a aussi condamné l'existence de traitements dégradants contre des prisonniers sur cette base de Guantanamo. Barack Obama au début de son premier mandat propose aussi que certains

¹³¹ RICHOMME Olivier, MICHELOT Vincent, *Le bilan d'Obama*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012, p. 264.

pays européens acceptent sur leur territoire des terroristes issus de la fermeture de prisons secrètes.

Comme mentionné précédemment la chancelière allemande a critiqué l'usage de la torture dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». De manière plus générale la société civile et la classe politique de l'Allemagne confèrent une grande importance au respect des droits de l'Homme. Ainsi dans le contrat de coalition entre le FDP et la CDU/CSU en 2009 à la suite de l'élection fédérale une politique des droits de l'Homme est considérée comme centrale dans la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne. Obama comprend donc que s'il veut améliorer la relation avec l'Allemagne il faudra alors interdire l'usage de la torture sur des prisonniers suspectés d'être des terroristes. Le lendemain même de sa prise de fonction le nouveau locataire de la Maison-Blanche signe en effet un décret qui doit permettre la fermeture de la prison controversée. Il exige aussi le réexamen des dossiers de tous les détenus et que les prisonniers soient aussi traités selon la Convention de Genève.

B. Obama donne la priorité à la guerre en Afghanistan

Depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama il y a une pression de plus en plus forte de la part de Washington qui est exercée sur les alliés européens afin d'envoyer plus de troupes en Afghanistan. Pendant sa campagne électorale le candidat Obama a déclaré que le front en Afghanistan représentait le lieu à privilégier dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et que celui-ci a été selon lui au cours de la guerre contre le terrorisme de George W. Bush délaissé au profit du conflit irakien. Lors du 60^{ème} anniversaire de l'OTAN en avril 2009 à Strasbourg et à Kehl les Européens ont promis d'envoyer 5000 soldats supplémentaires sur le sol afghan, dont 3000 spécifiquement afin d'aider l'organisation de l'élection présidentielle à venir en Afghanistan d'août 2009 et les 2000 autres afin de sécuriser le pays dont la situation est caractérisée par une recrudescence des embuscades et des attaques des talibans¹³². Le nombre des troupes de l'ISAF est passé de 58 000 en avril 2009 à 103 000 un an plus tard et enfin est même monté jusqu'à 132 000 en 2011¹³³ (le plus haut niveau pendant la guerre en Afghanistan). De plus on peut aussi constater que la proportion des soldats américains dans la coalition a aussi nettement augmenté pour représenter plus des deux tiers du contingent en 2011. Pour illustrer cette situation les officiers américains ont ironisé en disant que l'ISAF signifie

¹³² BIERLING Stefan, op. cit., 2014. p. 167.

¹³³ Idem.

« I saw americans fight » afin de montrer que ce sont presque que des soldats américains présents sur le terrain afghan.

Les objectifs de la nouvelle stratégie américaine sont l'évincement des talibans d'Afghanistan et une pacification de ce pays afin que les talibans ne reprennent pas le pouvoir. Il fut prévu en 2009 que le retrait en Afghanistan aurait lieu à partir de mi-2011. Beaucoup d'observateurs parlent même de « dernière chance » afin de laisser le pays pacifié.

III. De nombreux terrains d'entente

L'Allemagne et les Etats-Unis collaborent dans de nombreux domaines concernant la politique internationale et cela comprend des thématiques bien différentes comme la sécurité nucléaire ou le rapport avec Israël.

A. La question de la défense d'Israël

Les Etats-Unis et l'Allemagne ont des points de vue convergents concernant la question de l'Iran et la défense d'Israël avec le soutien à la fois de l'Allemagne et des Etats-Unis. D'un côté une Allemagne qui avec le poids de l'Histoire et de la responsabilité de l'Allemagne dans le génocide contre les Juifs (Angela Merkel a même lors de son discours en mars 2008 à la Knesset dit que la défense de la sécurité d'Israël était une « raison d'être » de l'Allemagne). D'un autre côté on trouve les Etats-Unis dont la politique étrangère se trouve influencée par la présence d'un important lobby juif qui défend aussi les intérêts israéliens dont le plus important est l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee).

B. La question du désarmement nucléaire

« So today, I state clearly and with conviction America's commitment to seek the peace and security of a world without nuclear weapons¹³⁴. »

C'est par ces mots que le président américain nouvellement élu a tenu un discours en République tchèque en avril 2009. Obama a fait de la question du désarmement nucléaire une question centrale de sa présidence en matière de politique étrangère et ce principalement avec la Russie de Dmitri Medvedev avec la question du renouvellement du traité de réduction des armes nucléaires START qui date du début des années 1990. Le président américain et son homologue russe ont en effet signé en avril 2010 le traité New START. Cette situation ne peut être que saluée par l'Allemagne puisque depuis quelques années

¹³⁴ SCHMIDT, Paul Oliver, *Deutsche Außenpolitik und die Zukunft der nuklearen Teilhabe in der NATO : Eine Analyse der Jahre 2012 bis 2012*. Berlin. 2015. p. 48.

ce pays souhaite une réduction des armes nucléaires au niveau global et déjà dans les années 1950 (contrairement à d'autres pays occidentaux comme la France ou la Grande-Bretagne) la République fédérale d'Allemagne de l'époque a officiellement renoncé à la possession d'armes nucléaires. Aussi dans le livre blanc de l'année 2006 il était écrit :

« Le gouvernement fédéral reste fidèle à un désarmement complet de toutes les armes nucléaires¹³⁵. »

La question du désarmement nucléaire est en fait une thématique chère à la classe politique allemande et cela transcende le système partisan allemand puisque lors de la campagne électorale de 2009 à la fois le ministre des Affaires étrangères allemand de l'époque Frank Walter Steinmeiner (membre du SPD) et le chef du parti libéral (le FDP) Guido Westervelle ont appelé à un désarmement nucléaire global. A la fin du contrat de coalition entre les partis de l'Union CDU/CSU et le FDP pour la 17^{ème} législature les partenaires de la future coalition ont aussi souhaité le retrait des armes nucléaires stationnées en Afghanistan :

« Dans le contexte de l'élaboration d'un concept stratégique de l'OTAN nous allons nous engager dans cette alliance et aussi vis-à-vis de nos alliés américains que les armes nucléaires restantes stationnées en Afghanistan seront retirées¹³⁶. »

Obama a aussi fait de la prolifération nucléaire une menace importante pour son pays. Ainsi lors du discours de Prague d'avril 2009 il a même affirmé qu'il n'existe pas de plus grande menace pour les Etats-Unis que les armes nucléaires et leur possession par des groupes extrémistes.

Lors du sommet des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN en avril 2010 à Tallinn et cela a certainement été impulsé par le discours de Prague d'Obama tenu un an plus tôt les ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, des Pays-Bas, du Luxembourg, et de Norvège dans une lettre commune au secrétaire général de l'OTAN de l'époque ont demandé un retrait des armes nucléaires restantes en Europe.

Pendant cette rencontre entre les différents ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Tallinn le 22 avril 2010 la secrétaire d'Etat américaine de l'époque Hillary Clinton a en retour défini la future stratégie de l'OTAN concernant les armes nucléaires et principalement a prévu un retrait de celles stationnées en Europe.

IV. Réélection d'Angela Merkel et discours devant le Congrès américain

L'élection pour la 17^{ème} législature du Bundestag a eu lieu le 27 septembre 2009 et s'est caractérisée par un important succès pour le parti d'Angela Merkel, la CDU. Les partis

¹³⁵ SCHMIDT Paul Oliver, op. cit., p 85.

¹³⁶ Idem.

de l'Union CDU/CSU ont en effet obtenu 33.8% des voix¹³⁷. Le SPD a quant à lui obtenu 23% des voix¹³⁸. Le contrat de coalition qui a été signé le 26 octobre 2009 a réuni d'une part le parti libéral de Guido Westerwelle et d'autre part la CDU/CSU d'Angela Merkel et du bavarois Horst Seehofer. Madame Merkel a ainsi pu former une coalition entre son parti et le parti libéral allemand. Concernant la politique étrangère de l'Allemagne le programme de coalition entre ces deux partis a prévu une poursuite de la guerre en Afghanistan et le maintien des troupes allemandes dans ce pays. En 2010 une prolongation de la présence allemande en Afghanistan fut d'ailleurs votée par le Bundestag.

Angela Merkel a peu après sa réélection eu le droit le 3 novembre 2009 et fait rare pour un chancelier allemand (Konrad Adenauer était avant le seul chancelier allemand à avoir tenu un discours dans cette enceinte) de tenir une allocution devant le Congrès américain à l'occasion d'une visite d'Etat aux Etats-Unis. Dans ce discours elle a clairement rappelé l'importance que représentent à ses yeux l'axe Berlin/Washington et la relation transatlantique. Elle a par exemple remercié l'Amérique de son soutien durant la guerre froide et lors du processus de la réunification des deux Allemagnes en 1989/1990. Elle a aussi qualifié les attentats du 11 septembre « d'heure la plus sombre de des Etats-Unis ». Par cette allocution la chancelière allemande récemment réélue voulait prouver à l'administration Obama l'importance qu'elle donne à la relation germano-américaine en temps de crise, puisque cette visite d'Etat a eu lieu seulement quelques mois après le déclenchement de la crise financière et économique. Elle a aussi tenu à rappeler l'importance de défendre la liberté dans le monde.

Chapitre 4 : Critiques en Allemagne de la « guerre contre le terrorisme »

La gestion de la « guerre contre le terrorisme » est de plus en plus critiquée en Allemagne et ce pour différentes raisons. Les raisons principales sont d'une part la guerre en Afghanistan qui semble s'éterniser et l'utilisation de la part de l'administration Obama de drones de combat.

I. La guerre en Afghanistan : un borbier ?

Lorsqu'Obama arrive au pouvoir en janvier 2009 les Etats-Unis se trouvent engagés dans deux guerres au niveau international. La guerre en Afghanistan depuis 2001 et en Irak depuis 2003. Lors de la campagne électorale de 2008 Barack Obama alors candidat a

¹³⁷ PÖTZSCH, Horst; HALDER, Winfrid, op. Cit., p. 402.

¹³⁸ Idem.

qualifié la guerre en Afghanistan à l'inverse de la guerre en Irak comme « une guerre juste » et « une guerre de nécessité » corroborant ainsi l'opinion que partageaient Gerhard Schröder et Joschka Fischer, c'est-à-dire que l'Afghanistan était le terrain à privilégier dans le cadre de la guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001.

Depuis sa réunification et sa souveraineté retrouvée en 1990 l'Allemagne a entrepris un processus de normalisation de sa politique étrangère et de sécurité. Ainsi elle intervient que ce soit lors d'interventions humanitaires ou militaires dans des conflits à l'étranger. La République fédérale d'Allemagne prend en charge aussi des responsabilités de plus en plus importantes : par exemple comme intermédiaire dans le conflit israélo-palestinien, militairement en Afghanistan ou dans le contexte de la lutte contre la piraterie en Somalie. C'est réellement en Afghanistan où l'Allemagne a envoyé le plus d'hommes. En 2009 le contingent allemand après la demande américaine de nouvelles troupes en Afghanistan a même été relevé à 4200 soldats. L'Allemagne est alors devenue le troisième pays au monde avec le troisième plus important contingent dans la lutte contre les talibans.

Les Etats-Unis et l'Allemagne connaissent aussi depuis 2009 de plus en plus de pertes sur le front de l'Afghanistan. Ainsi pour la seule 2010, 711 soldats de la coalition sont tombés parmi lesquels 499 soldats américains¹³⁹. Ainsi l'Allemagne qui elle aussi paie un lourd tribut accueille favorablement la nouvelle stratégie américaine dans la région qui permet l'envoi de nombreux G.Is supplémentaires. A titre d'exemple pour la seule année 2010 on compte 9 soldats allemands décédés en Afghanistan¹⁴⁰. C'est certes un chiffre bien moins important que d'autres pays présents comme par exemple les Etats-Unis avec 499 soldats tués ou encore la Grande-Bretagne avec 103 soldats décédés¹⁴¹, mais toutefois avec 9 soldats tués il faut revenir à 2002 c'est-à-dire la première année de l'intervention occidentale pour que l'Allemagne perde autant de soldats.

Longtemps le gouvernement allemand a affirmé que l'opération menée en Afghanistan ne constituait pas une guerre mais plutôt une « opération de pacification » ou encore une « opération de stabilisation » mandatée par les Nations Unies. Il est vrai que la République fédérale a toujours essayé depuis le début de l'intervention occidentale en 2001 de

¹³⁹ LÖSCHE Peter, OSTERMANN Anja, *Die Ära Obama: erste Amtszeit*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2012, p. 83.

¹⁴⁰ BIERLING Stephan, op. cit., 2014, p. 169.

¹⁴¹ Idem.

jouer un fonction essentiellement de pacificateur du terrain en Afghanistan et d'avoir un rôle de sécurisation et non d'avoir d'opposant direct aux forces talibanes. Dans ses mémoires l'ancien ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer a expliqué cela :

« Fini avec la guerre menée, l'Allemagne sécurise l'aide humanitaire nécessaire et la reconstruction¹⁴². »

C'est seulement depuis 2009 que le concept de guerre entre dans la terminologie. Dans un discours tenu à l'occasion de la mort en opération de trois soldats allemands le ministre de la défense Karl Theodor zu Guttenberg a affirmé que l'opération en cours était réellement une guerre.

La chancelière qui a pour la première fois pris part à une fête pour le deuil pour des soldats tombés a aussi utilisé ce terme de guerre de manière indirecte toutefois:

« Dans le droit international on nomme ce qui se passe dans plusieurs parties de l'Afghanistan un conflit armé non international. La plupart des soldates et des soldats l'appellent guerre civile ou bien simplement guerre et je comprends bien cela¹⁴³. »

Le 4 septembre 2009 l'aviation allemande a bombardé un camion-citerne qui a tué 90 personnes aux alentours dont de nombreux civils. Ce bombardement a eu lieu dans un contexte particulier puisque trois semaines plus tard les Allemands étaient appelés aux urnes et la question de rester ou non en Afghanistan risquait donc d'entrer dans la campagne électorale en Allemagne, sujet à risque pour la chancelière. Malgré cette « bavure » la chancelière a alors justifié l'intervention de la Bundeswehr en Afghanistan. Lors d'un discours qu'elle a tenu le 8 septembre 2009 devant le Bundestag, cette dernière a voulu soutenir la présence allemande dans ce pays:

« Personne ne doit se méprendre : les conséquences d'une inaction sont à mettre au même niveau que les conséquences d'une action. (...) Nous ne devons pas oublier les circonstances, qui ont motivé le gouvernement fédéral de mon prédécesseur et le mien jusqu'à présent concernant l'intervention en Afghanistan : l'Afghanistan dirigée par Al-Qaïda et les Talibans, qui était le berceau du terrorisme du 11 septembre 2001. (...) L'engagement de la Bundeswehr était et est dans le plus profond intérêt de la sécurité de notre pays¹⁴⁴. »

Il fut ensuite demandé au ministre du travail Jung qui était ministre de la défense au moment de la bavure militaire de démissionner. Son successeur Karl-Theodor zu Guttenberg (CSU) est lui aussi tombé dans une situation délicate. Il a défendu l'attaque aérienne en disant le 6 novembre 2009 que l'attaque était « militairement adaptée » et ceci bien qu'un rapport indépendant de l'ISAF ait démontré que cette attaque aérienne consti-

¹⁴² FISCHER Joschka, op. cit., 2011, p. 60.

¹⁴³ Idem.

¹⁴⁴ BIERLING Stephan, op. cit., 2014, p. 165.

tuait réellement une bavure de guerre. Fin novembre 2009 Zu Guttenberg a licencié son secrétaire d'état Peter Wichert et l'inspecteur général de l'armée allemande Wolfgang Schneiderhan avec la justification qu'ils lui auraient caché cette information. Quelques jours plus tard le ministre de la défense a affirmé au Bundestag que finalement la bavure en Afghanistan était « militairement non adaptée ».

Fin mai 2010 le président fédéral Horst Köhler a affirmé que l'Allemagne avait des intérêts économiques à faire valoriser en intervenant militairement en Afghanistan. Ceci a créé une polémique au sein de l'opinion publique allemande très choquée qui a alors exigé sa démission. Köhler a donc démissionné de sa position de président fédéral peu de temps après. Cette démission aussi rapide traduit l'état de l'opinion publique allemande qui se montre de plus en plus critique vis-à-vis de cette opération extérieure qui dure depuis 2001.

Barack Obama dès son arrivée à la Maison-Blanche a souhaité développer au maximum l'utilisation de drones en opérant des frappes ciblées afin d'éliminer des membres Al-Qaïda ou des groupes jugés potentiellement terroristes par les Etats-Unis que ce soit en Afghanistan, au Pakistan ou dans d'autres pays du monde comme au Yémen. Ainsi les Etats-Unis réalisent autant de frappes avec les drones en 2009 que sous les huit années de présidence de George W. Bush.

Toutefois il est à noter que l'utilisation de ces drones a été très critiquée par certains pays et en particulier en Allemagne où une importante partie de la population va même jusqu'à qualifier de « terrorisme d'état » ces frappes de drones qui sont souvent pilotés à des milliers de kilomètres et ce en particulier dans des bases en Allemagne. Ainsi dans les rues en Allemagne des Allemands manifestent ouvertement contre l'usage des drones avec des pancartes.

II. Du déclenchement de la crise économique à l'affaire Snowden (2008-2013)

A partir de 2008 jusque l'affaire Snowden on peut clairement constater que la relation germano-américaine connaît des périodes à la fois de rapprochement mais aussi de refroidissement. La thématique de la « guerre contre le terrorisme » se trouve de plus en plus occultée par la question de la crise financière et économique. L'économie allemande et américaine sont toutes les deux durement frappées par la crise qui s'internationalise très rapidement.

A. Conséquences de la crise économique et financière sur la relation entre Berlin et Washington

En Amérique dès l'été 2007 les premières turbulences d'une très grave crise pointent déjà à l'horizon. Ainsi en mars 2008, l'une des plus importantes banques américaines *Bear Stearns* échappe de peu à la faillite. En revanche le 15 septembre 2008 la banque d'investissement américaine *Lehman Brothers* s'effondre¹⁴⁵. Cela entraîne une importante panique au sein de l'économie américaine obligeant l'administration Bush à mettre en place un plan de relance de dernière chance : le plan Paulson, du nom du Secrétaire au Trésor de l'époque Henry Paulson. L'économie américaine met peu de temps à subir les conséquences immédiates de la crise puisque du quatrième trimestre 2007 au deuxième trimestre 2009, le PIB américain a connu une chute de 3.7% et le taux de chômage a grimpé jusque 10.1%. La crise est à l'origine une crise purement américaine mais s'étend à l'échelle du monde (et frappe aussi durement l'Allemagne) traduisant la grande interconnexion entre les différentes parties du monde liée à la mondialisation économique et financière.

Toutefois lorsque Barack Obama arrive au pouvoir il essaie d'assainir au maximum l'économie américaine en mettant en place un plan de relance qui a pour but de créer 3.6 millions d'emplois en deux ans. Il souhaite aussi que la communauté internationale agisse de manière concertée afin de limiter au maximum les effets de la crise économique. Ainsi en 2008 à Washington et en 2009 à Pittsburgh ont été organisés deux G20 réunissant les plus grandes économies du monde telles que la Russie ou la Chine. La mise en place de ces réunions dont la plupart des membres sont des pays émergents montre clairement la perte d'influence des Etats-Unis dans l'économie mondiale et montre « qu'un siècle non américain vient de commencer¹⁴⁶ ». Le centre de gravité politique et économique mondiale se déplace de plus en plus de l'Amérique vers l'Asie.

En ce qui concerne l'Allemagne c'est un pays qui a beaucoup développé son économie à travers le commerce extérieure ce qui le rend donc très sensible aux fluctuations du commerce international. Les conséquences immédiates de la crise économique de 2008 ont été une contraction des échanges internationaux. Ainsi pour la seule année 2009, c'est-à-dire l'année après la crise économique l'Allemagne subit une récession écono-

¹⁴⁵ MELANDRI Pierre, *Histoire des Etats-Unis II. Le déclin? Depuis 1974*, Paris, Editions Perrin, 2013, p. 547.

¹⁴⁶ MELANDRI Pierre, op. cit., 2016, p. 560.

mique de quasiment 5% de son PIB. Par ces difficultés économiques communes entre l'Allemagne et les Etats-Unis ont incité les deux pays à coopérer de manière plus étroite.

A partir de l'année 2010 la thématique de la crise de la dette dans la zone euro devient un enjeu majeur entre les différents dirigeants des pays de l'Union européenne. Or Barack Obama estime que pour avoir une Amérique forte, une Europe forte est aussi nécessaire. Aussi on peut s'apercevoir que Barack Obama se montre très soucieux que l'Allemagne et l'Europe gardent de l'influence dans le monde et conservent donc une certaine stabilité économique et financière. Ainsi lors du week-end du 8-9 mai 2010 Barack Obama appelle Angela Merkel trois fois afin de l'inciter à approuver la création d'un fond européen de stabilité financière pour en quelque sorte sauver l'euro¹⁴⁷. L'une des raisons de l'action d'Obama est aussi qu'il est conscient du leadership que l'Allemagne exerce au sein de l'Union européenne et il soutient la démarche de l'Allemagne dans la crise de la zone euro. Angela Merkel se montre réellement d'ailleurs désireuse à ce que la zone euro ne s'effondre pas. Ainsi dans un discours tenu devant le Bundestag le 19 mai 2010 elle déclara :

« Si l'euro échoue, l'Union européenne déperira. En revanche si nous parvenons à lever cette menace, l'euro et l'Europe seront plus forts que jamais¹⁴⁸. »

B. 2011 : Une relation ambiguë entre l'Allemagne et les Etats-Unis

Au cours de l'année 2011 deux événements marquent un rapprochement de la relation germano-américaine à savoir la mort de Ben Laden et la réception de la médaille de la liberté par Angela Merkel. Toutefois l'abstention allemande au Conseil de sécurité de l'ONU lors du vote de la résolution 1973 qui autorise une intervention en Libye a conduit à une certaine incompréhension du côté américain.

Le 2 mai 2011 les Américains ont réalisé un raid aérien en vue d'éliminer le chef d'Al-Qaïda Oussama ben Laden après une traque de dix années. Cette opération fut un succès pour les Etats-Unis car Ben Laden a été tué sur le coup. Cependant cet assassinat a conduit à des critiques de la part de nombreux pays dans le monde qui ont condamné cette opération qui a eu lieu au Pakistan dans la ville d'Abbottābād. Les Américains n'avaient pas reçu d'accord du Pakistan en amont et ont agi sans concertation de la part du gouvernement pakistanais. Toutefois la chancelière allemande a affirmé que c'était une bonne nouvelle. Dans une conférence de presse qui a eu lieu quelques heures après l'annonce de la mort du terroriste la chancelière allemande a en effet affirmé : « C'est une bonne nou-

¹⁴⁷ RICHOMME Olivier, MICHELOT Vincent, op. cit., p. 99.

¹⁴⁸ STARK Hans, op. cit., p. 249.

velle. » Dès 2010 la Maison Blanche a annoncé qu'Angela Merkel recevrait la médaille de la liberté, ce qui constitue l'une des plus grandes distinctions civiles aux Etats-Unis qui n'a été donnée qu'à deux personnalités allemandes : Helmut Kohl et Marlene Dietrich¹⁴⁹. En juin 2011 Angela Merkel a donc reçu la médaille de la liberté des mains de Barack Obama afin de la remercier de l'aide de l'Allemagne vis-à-vis des Etats-Unis et de la relation positive entre les deux pays.

Le printemps arabe a commencé en janvier 2011 à la suite de l'immolation volontaire d'un jeune tunisien afin de protester contre le coût de la vie de plus en plus important en Tunisie. Cette vague de protestation prend vite l'expression de « printemps arabe » et de « révolution de Jasmin » pour le cas tunisien et s'étend très rapidement à de nombreux pays arabes et du Moyen-Orient telles que l'Egypte, la Syrie ou encore la Libye. Pour ce qui concerne la Libye le dictateur libyen Mouammar Kadhafi qui est au pouvoir depuis 1969 entend réprimer la poche de rébellion qui s'est constituée à l'est du pays dans la région de Benghazi. Toutefois une coalition internationale se met rapidement en place afin d'empêcher un potentiel massacre de la part du général Kadhafi et le Conseil de sécurité de l'ONU par la résolution 1973 autorise l'utilisation de la force armée afin d'arrêter le dictateur libyen. C'est principalement grâce à l'impulsion de la Grande-Bretagne de David Cameron et du président français de l'époque Nicolas Sarkozy que des frappes aériennes sont réalisées sur le sol libyen. Cependant à la surprise de nombreux pays l'Allemagne en tant que membre non permanent du conseil de sécurité s'est abstenu le 17 mars 2011 lors du vote de la résolution 1973 entraînant à la fois une interrogation et une confusion sur la place et le rôle de l'Allemagne au sein de l'OTAN et même plus généralement au sein de l'occident. Depuis la réunification allemande en 1990 cette abstention constitue la mesure qui a suscité le plus d'interrogations et de critiques de la part des alliés de l'Allemagne. Ainsi l'éditorialiste du *New York Times* Roger Cohen a écrit à ce sujet :

« L'Allemagne est entrée dans une nouvelle ère teintée d'ambivalence et de calculs nationalistes¹⁵⁰. »

C. Vers d'autres thématiques au sein de la relation germano-américaine : Wikileaks, le TTIP et l'affaire Snowden

Wikileaks a révélé au grand public des rapports et des vidéos jugés « top secret » par l'administration américaine. C'est Julian Assange qui émet ces informations qui sont relayées par des grands journaux d'information en Europe tels que *Der Spiegel* en Alle-

¹⁴⁹ BIERLING Stephan, op. cit., 2014, p. 240.

¹⁵⁰ STARK Hans, op. cit., p. 283.

magne ou encore *Le Monde* en France. La divulgation de vidéos de tortures comme à Guantanamo ou dans d'autres prisons secrètes américaines ou encore des vidéos de violence opérées par des soldats américains a contribué à un sentiment de suspicion du côté des Allemands. Ainsi de nombreux hommes politiques allemands ont alors critiqués ouvertement la position de domination américaine dans le monde. Ainsi Guido Westervelle a parlé de « rapport ambigu avec les Etats-Unis » ou encore le ministre président de la Bavière Horst Seehofer a parlé en parlant des hommes politiques américains « d'hommes politiques imprévisibles avec des horizons limitées¹⁵¹ ».

Au début de la décennie 2010 les négociations concernant un traité instaurant une vaste zone de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada débutèrent : c'est le TTIP ou le traité transatlantique de libre-échange. Ainsi en juillet 2013 officiellement ont été ouvertes les négociations concernant le TTIP. Ce TTIP se heurte toutefois à une opposition dans de nombreux pays européens et en particulier en Allemagne.

En 2013 nouvelle dégradation dans la relation germano-américaine puisque après les révélations d'Edward Snowden il fut révélé que les services de renseignement américains avaient espionné le portable personnel de la chancelière Merkel et aussi de son prédécesseur Schröder¹⁵². C'est l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* qui a révélé cette information fin octobre 2013. A la marge d'un sommet européen à Bruxelles Merkel a alors dit: « espionner entre les amis ça ne va pas du tout¹⁵³. » Le ministre des Affaires étrangères allemand Guido Westerwelle a alors rappelé l'ambassadeur américain le 24 octobre 2013 ce qui est un geste tout à fait inhabituel surtout pour deux pays aussi proches. La perte de confiance entre les deux pays n'avait alors jamais atteint un niveau aussi élevé depuis la réunification allemande de 1990 si l'on excepte la question irakienne.

D. Une Amérique et une Allemagne à la recherche de nouveaux partenaires

L'Amérique (pour des raisons à la fois politiques, géopolitiques et économiques) se désintéresse peu à peu du « vieux continent » et porte un intérêt grandissant pour la région pacifique. Cette tendance a déjà commencé dans les années 1990 avec un redéploiement géostratégique de troupes américaines de l'Europe vers l'Asie, les différentes administrations américaines considèrent qu'avec la fin de la Guerre froide l'Europe représente une moins grande importance que lors de la confrontation Est/Ouest. Les atten-

¹⁵¹ BIERLING Stephan, op. cit., 2014, p. 241.

¹⁵² BIERLING Stephan, op. cit., 2014, p. 243.

¹⁵³ Idem.

tats du 11 septembre 2001 n'ont en fait qu'accentuer cette tendance puisque l'Asie est considérée alors comme une importante région du monde pour la sécurité même de l'Amérique. Au niveau économique Washington commerce de plus en plus avec la Chine qui est entrée à la fin de l'année 2001 dans l'OMC permettant ainsi une meilleure insertion de ce pays dans l'économie-monde appelée par Marshall McLuhan « village global ». On parle même d'un G2 pour qualifier l'exclusivité de cette relation entre ces deux pays qui sont en fait très interdépendants puisque d'un côté les Etats-Unis exportent beaucoup vers la Chine et en retour la Chine en achetant des bons du trésor américain « finance » la dette américaine de plus en plus importante depuis la crise de 2007/2008 ce qui permet en quelque sorte à l'Amérique de vivre à crédit.

Dès 2011 les Américains pensent que l'Asie représente maintenant une plus grande importance que l'Europe (47% contre 37%¹⁵⁴). Hillary Clinton lorsqu'elle était secrétaire d'Etat a d'ailleurs déclaré que le 21^{ème} siècle sera un « siècle pacifique » comme le 20^{ème} siècle fut un « siècle atlantique »¹⁵⁵. On remarque aussi que le président Obama a de moins assisté à des commémorations ou manifestations en Europe que ses prédécesseurs. C'est principalement son absence lors du 20^{ème} anniversaire de la chute du mur de Berlin en novembre 2009 ou lors de la marche républicaine du 11 janvier 2015 en mémoire aux morts des attentats de janvier 2015 en France que cela a été perçu.

On perçoit aussi qu'Angela Merkel (certainement en conséquence de cette perte d'intérêt qu'ont les Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe) souhaite que l'Allemagne tisse des liens nouveaux ou renforcés avec d'autres pays du monde. Cette tendance se situe en fait dans la continuité de la démarche entreprise par le chancelier Schröder. C'est principalement avec la Chine que l'Allemagne développe ses relations. La chancelière a réellement mis en place une « diplomatie économique » entre les deux pays. Cela passe principalement par une augmentation des exportations allemandes vers ce pays puisqu'elles sont passées sur la période de 2001 à 2008 de 12.2 milliards à 34.1 milliards d'euros¹⁵⁶. Toutefois l'Allemagne d'Angela Merkel n'hésite pas à condamner et critiquer ouvertement les atteintes aux droits de l'Homme en Chine. Ainsi en 2007 dans une décision commune prise par plusieurs partis allemands tels que le SPD, le FDP, les Verts et la CDU/CSU, le Bundestag condamne la situation des camps de travail en Chine. En 2007 Angela Merkel a aussi accueilli le Dalaï-Lama suscitant la colère de Pékin. Mais l'Allemagne souhaite

¹⁵⁴ MELANDRI Pierre, op. cit., 2013. p. 638.

¹⁵⁵ Idem.

¹⁵⁶ STARK Hans, op. cit., p. 239.

aussi mettre en place des partenariats avec d'autres pays qui n'avaient dans le passé que peu de liens avec elle comme par exemple l'Inde. L'Allemagne et l'Inde sont aussi deux pays qui souhaitent obtenir un siège de membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU et forment avec le Japon et le Brésil le G4.

Conclusion partie 3

Une nouvelle administration aux Etats-Unis et en Allemagne en 2005 permet un rapprochement entre les deux pays concrétisé par de nombreuses rencontres diplomatiques. Le début de la crise économique et financière à partir de 2007 conduit toutefois à une diversification des thématiques occultant donc « la lutte contre le terrorisme » qui prédominait très nettement depuis 2001 sur l'ordre du jour entre les deux pays. La fin du premier mandat d'Angela Merkel se caractérise par une nouvelle méfiance entre les Allemands et les Américains avec principalement les débuts de l'affaire Snowden.

Conclusion générale

« Nul ne peut en douter : les sanglants attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone changeront l'Amérique et ses rapports avec le reste du monde¹⁵⁷ ». Cette phrase de Justin Vaïsse, actuel directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du Ministère des Affaires étrangères français est tout à fait adaptée si l'on analyse la relation entre les Etats-Unis et l'Allemagne de 2001 à 2013. Lorsque Gerhard Schröder est arrivé au pouvoir en septembre 1998 les Etats-Unis et l'Allemagne entretenaient de bonnes relations, ceci étant principalement dû par le fait que ces deux pays ont été de proches alliés durant plusieurs décennies dans le contexte de la Guerre froide. Lors d'une interview au *Frankfurter Allgemeine Zeitung* le 6 août 1998 Gerhard Schröder encore candidat a dit qu'il souhaitait réussir « l'entente avec les Etats-Unis¹⁵⁸ ». Cependant à partir de la prise de fonction de la nouvelle administration américaine de George W. Bush en janvier 2001 des signes de tensions sont devenus de plus en plus visibles. Il est vrai que la nouvelle administration américaine a multiplié les mesures qui vont à l'encontre de la coalition en Allemagne composée des sociaux-démocrates et des écologistes allemands qui se veut à la fois respectueuse des droits de l'Homme et de l'environnement. En mars de l'année 2001 le président Bush se retire par exemple du protocole de Kyoto.

Les attentats du 11 septembre ont eu des conséquences sur l'axe Berlin/Washington. Le chancelier allemand a très vite promis à George W. Bush « la solidarité sans limite » de son pays. Ainsi l'Allemagne a envoyé plusieurs milliers de militaires à la fin de l'année 2001 en Afghanistan et a aussi accueilli une importante conférence sur l'avenir politique de l'Afghanistan près de Bonn début décembre 2001. Le chancelier allemand n'hésitant pas à exposer son gouvernement à la question de confiance du parlement allemand le 17 novembre 2001.

Cependant la possibilité et les spéculations sur une éventuelle opération militaire américaine en Irak à partir de la fin de l'année 2001 afin de renverser le dictateur irakien commence à très vite ternir et empoisonner la relation entre les Etats-Unis et l'Allemagne ainsi qu'avec d'autres pays européens telle que la France. C'est surtout dans son discours sur « l'Axe du mal » de janvier 2002 que le président américain prend réellement un ton belliqueux et menace directement le régime de Saddam Hussein. Dans les mois qui sui-

¹⁵⁷ NOUAILHAT Yves-Henri, *Les Etats-Unis et le Monde de 1898 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2015, p. 295.

¹⁵⁸ MAULL Hanns, HARNISCH, Sebastian, GRUND Constantin, op. cit., p. 20.

vent les relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne se refroidissent considérablement et c'est le 1^{er} août 2002 que le chancelier Schröder s'oppose clairement à intervenir militairement en Irak. Cette thématique de la guerre en Irak s'inscrit en fait dans un contexte très particulier puisqu'en septembre 2002 une élection fédérale est organisée en Allemagne qui voit s'opposer d'un côté le chancelier sortant et le ministre-président de la Bavière Edmund Stoiber. Ce dernier ne s'oppose pas ouvertement à une possible invasion en Irak. La possibilité d'une intervention devient un enjeu central de cette campagne électorale et profite à Gerhard Schröder. Ainsi Schröder à la suite de cette l'élection peut prolonger sa coalition rouge-verte pour encore théoriquement quatre années supplémentaires. Gerhard Schröder réélu fait alliance avec la France de Jacques Chirac et la Russie de Vladimir Poutine afin de s'opposer à la, de plus en plus probable, intervention américaine. Cette opposition qui est perçue comme une contestation de la part des dirigeants américains empoisonne la relation germano-américaine pour plusieurs mois.

Il faut en fait réellement attendre l'année 2005 pour apercevoir une amélioration dans la relation bilatérale Etats-Unis/Allemagne. En effet cette année-là on observe à la fois par le début du second mandat du président Bush qu'une nouvelle administration américaine se met en place et du côté de l'Allemagne qu'une femme devient pour la première fois de l'Histoire de ce pays chancelière et souhaite réellement améliorer l'axe Berlin/Washington dont elle considère que son prédécesseur a largement endommagé. La crise des *subprimes* à partir de 2008 entraîne aussi une prise en compte de la nécessité que ces deux pays doivent coopérer ensemble. L'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche en janvier 2009 permet au début une très bonne entente entre le nouveau président et la chancelière. Obama bénéficie aussi d'une excellente image au sein de la population allemande. Ainsi en 2012 au moment de la réélection de Barack Obama un sondage effectué en Allemagne a montré que 91% des Allemands avaient une opinion positive de Barack Obama et que 87% d'entre eux auraient voté pour lui¹⁵⁹.

Toutefois même sous Obama on peut remarquer qu'une partie des Allemands se méfie de l'hégémonie et de la puissance des Etats-Unis dans le monde. Lorsque l'on regarde la relation germano-américaine en 2013 (date de la fin de ce mémoire) on peut réellement constater que la gestion de la guerre contre le terrorisme menée par les Etats-Unis depuis les attentats de 2001 a en fait considérablement terni l'image des Etats-Unis en Alle-

¹⁵⁹ NIGLIA Federico, *Barack Obama et le nouveau monde*, Paris, Editions L'Esprit du temps, Paris, *L'Allemagne et Obama 2 repenser les relations transatlantiques*, 2014, p. 250.

magne (principalement par l'utilisation importante de drones de combat en Afghanistan soutenu par Barack Obama ou de la torture sous George W. Bush). Ainsi en 2013 c'est-à-dire quatre années après le départ de George W. Bush de la présidence des Etats-Unis seuls 35% des Allemands trouvaient le rôle des Etats-Unis dans le monde comme essentiellement positif¹⁶⁰. Et même à l'inverse 44% des Allemands avaient une opinion négative à l'époque de l'Amérique. Du côté américain on peut aussi observer des critiques vis-à-vis de l'Allemagne. La question d'une Allemagne trop forte au niveau économique au sein de l'Union européenne est en effet récurrente. Ainsi fin octobre 2013 dans un rapport sur les devises le secrétariat au Trésor américain a attaqué la République fédérale d'Allemagne en lui reprochant que ses excédents économiques au sein de la zone euro étaient trop importants.

Concernant la place de l'Allemagne dans le monde ce pays est qualifié de « nain politique et de géant économique » mais depuis peu on observe que l'Allemagne souhaite de plus en plus peser au niveau international. L'Allemagne dispose aussi d'une nouvelle culture stratégique et ce en fait qui se profile dès les années 1990. Ainsi en février 1999 lors de la conférence annuelle sur la politique de sécurité à Munich le chancelier Schröder déclara que l'Allemagne était prête à prendre ses responsabilités au sein de l'Union européenne ou de l'OTAN.

Ce point de vue s'est poursuivi sous l'ère Merkel ainsi en janvier 2014 dans une allocution commune la ministre allemande de la défense Ursula von der Leyen, le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier et le Président fédéral allemand Joachim Gauck ont dans une allocution commune appelé à ce que l'Allemagne prenne plus de responsabilités au niveau international.

Comme l'a rappelé en 2002 Javier Solana le représentant de l'Union européenne pour sa politique de défense et de sécurité les Etats-Unis et l'Europe et en particulier l'Allemagne entretiennent des relations étroites à la fois pour des raisons historiques, diplomatiques, culturelles et économiques qu'aucune des deux parties n'a réellement intérêt à voir se dégrader:

« La relation entre les Etats-Unis et l'Union européenne est cruciale et nous ne devrions pas jouer avec elle et les Etats-Unis ne devraient pas davantage le faire¹⁶¹. »

¹⁶⁰ BIERLING Stephan, op. cit., 2014, p. 241.

¹⁶¹ DUROSELLE Jean-Baptiste, KASPI André, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 662.

Toutefois, il est vrai que lors du premier mandat de George W. Bush les Etats-Unis ont bien des fois dans le domaine de la politique étrangère pris des décisions unilatérales sans réelle concertation avec les alliés européens. Cette période a aussi coïncidé avec une maturation de la politique internationale de l'Allemagne qui se modifie en fait en profondeur depuis la réunification allemande. La crise irakienne en 2002/2003 n'a en fait été que la manifestation d'une Allemagne prête maintenant à prendre des décisions par et pour elle-même.

Les tensions qu'ont connues l'Allemagne et les Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans les années 2000 s'explique en fait par une différenciation grandissante entre ces deux pays concernant leur politique étrangère respective. Ainsi Bush souhaite intervenir de plus en plus au niveau international tandis que l'Allemagne a une culture de « réserve » au niveau militaire.

La doctrine présentée par George W. Bush en 2002 semble aussi se situer intrinsèquement aux antipodes de la position de l'Allemagne puisque d'un côté on trouve les notions de guerre préventive et d'unilatéralisme et de l'autre côté « gouvernance mondiale » et « multilatéralisme ». On trouve aussi un antagonisme germano-américain concernant le rôle à confier à l'ONU puisque d'un côté les Etats-Unis sous Bush ne veulent pas suivre les directives de l'ONU pour intervenir ou non en Irak. Le conseiller de George W. Bush Richard Perle a même affirmé : « Dieu merci, les Nations unies sont mortes. » D'un autre côté l'Allemagne souhaite le succès de l'ONU afin de régler les conflits internationaux. Ainsi le contrat de coalition de la CDU/CSU lors de l'élection fédérale de 2005 stipulait : « Le rôle des Nations unies est un rôle clé pour la préservation de la paix au niveau mondial¹⁶². »

Toutefois même avec ces tensions les relations germano-américaines restent fortes aujourd'hui dans différents domaines et ce principalement dans le domaine militaire et économique :

- Malgré la recomposition des bases militaires américaines dans le monde connue sous l'acronyme de BRAC (Base Realignment and Closure) de 2005 qui consiste en fait à ce que les Etats-Unis redéployent de plus en plus d'hommes et de bases en Asie et non plus en Europe qui était le terrain privilégié durant la Guerre froide. La présence de l'armée américaine en Europe est en effet passée de 248 000 hommes en 1989 année de la chute

¹⁶² GUO Yi, *Chinapolitik der Bundesrepublik Deutschland von 1998 bis 2009*, Berlin, 2012, p. 131.

du mur de Berlin à 109 000 soldats américains dans les années 2000¹⁶³. La grande majorité de ces 109 000 soldats environ 80 000 était alors stationnée en République fédérale d'Allemagne en 2002¹⁶⁴. Les prévisions du début des années 2000 prévoyaient de laisser encore environ 50 000 GI pour 2010 ce qui est un chiffre très important si l'on sait qu'à l'époque il n'y avait que 20 000 soldats américains sur le sol afghan pourtant théâtre principal de la lutte contre le terrorisme¹⁶⁵.

- Les relations économiques entre les Etats-Unis et l'Allemagne (Allemagne de l'Ouest durant la Guerre froide) sont devenues de plus en plus étroites entre les deux pays au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Après la chute du mur de Berlin l'Allemagne réunifiée a d'avantage pu tisser des liens commerciaux avec l'Amérique de Bill Clinton et ce contexte des années 1990 a eu lieu dans une situation particulière puisque les deux pays ont connu durant cette période une croissance économique très rapide qui est principalement due au développement de la « nouvelle économie » basée sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Actuellement l'économie allemande exporte beaucoup vers les Etats-Unis et est en quelque sorte considérée comme la « locomotive économique » de l'Union européenne.

L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis en novembre 2016 a réveillé des tensions entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Le nouveau président américain ayant affirmé qu'il souhaitait remettre en cause le partenariat transatlantique lors de son discours inaugural le 20 janvier 2017 et même durant sa campagne électorale considérant que l'OTAN était une instance à laquelle l'Amérique donnait trop d'argent à ses yeux. Cela a conduit à une réaction immédiate des dirigeants allemands, Ursula Von der Leyen ministre de la défense allemande en critiquant la position de Trump ayant rétorqué que ceci devrait être négocié.

Je souhaiterais en achevant ce mémoire citer l'ancien ministre français des Affaires étrangères (de 1997 à 2002) Hubert Védrine décrivant la politique étrangère de la France par rapport aux Etats-Unis par cette phrase parfaitement transposable à la relation germano-américaine actuelle et même qui était véridique durant la période analysée durant ce mémoire sur la période de 2001 à 2013 : « ami, allié mais pas aligné¹⁶⁶ ».

¹⁶³ SCHMIDT Siegmund, HELLMANN Gunther, WOLF Reinhard, op. cit., p. 365.

¹⁶⁴ Idem.

¹⁶⁵ Idem.

¹⁶⁶ VEDRINE Hubert, *Les mondes de François Mitterrand*, Paris, Editions Fayard, 1996, p. 131.

Sources

Mémoires

- BUSH George, *Décision points*. Crown Publishing Group, 2010.
- FISCHER, Joschka, *Die rot-grünen Jahre: Deutsche Außenpolitik vom Kosovo bis zum 11. September*, Cologne, Kiepenheuer und Witsch, 2007.
- FISCHER, Joschka, *Der Irakkrieg und die rot-grünen Jahre*, Cologne, Kiepenheuer und Witsch, 2011.
- FISCHER, Joschka, *Die Rückkehr der Geschichte*, Cologne, Editions Knaur, 2005.
- OBAMA Barack, *Le changement nous pouvons y croire*, Paris, Editions Odile Jacob, 2009.
- SCHRÖDER Gerhard, *Entscheidungen: Mein Leben in der Politik*, Hamburg, Editions Hoffmann et Campe, 2006.

Discours

- GUERRIER Sophie, Dans *Le Figaro* du 8 avril 2014. Téléchargé le 15 juillet 2017 sous: <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/04/08/25001-20140408ARTFIG00066-le-discours-de-villepin-sur-l-irak-a-l-onu.php>
- SCHAMBACK Herbert; WIDDER Helmut; BERGMANN Marcus, *Dokumente zur Geschichte der Vereinigten Staaten von Amerika*, Berlin, Duncker und Humblot, 2007.
- OBAMA Barack, *Worte müssen etwas bedeuten: seine grossen Reden*, Berlin, Editions Suhrkamp Verlag, 2017.

Articles de presse

- BESTE, Ralf : „Du musst das hochziehen“ dans *Der Spiegel* du 24 mars 2003 téléchargé le 16 juin 2017 sous: <http://wissen.spiegel.de/wissen/dokument/dokument.html?id=26670383&top=SPIEGEL>
- SCHWARZ Peter « *Europäische Reaktionen auf Bushs Wiederwahl* » 6 novembre 2004. Téléchargé le 10 juillet 2017 dans www.wsws.org/de/articles/2004/11/wahl-n06.html
- „*Ministerin Däubler-Gmelin tritt ab*“ dans *Der Spiegel* du 23 septembre 2002 téléchargé le 15 juin 2017 sous <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,215291,00.html>

Sites internet

- Téléchargé sur le site du Bundestag le 22 juin 2017: https://www.bundestag.de/parlament/geschichte/gastredner/putin/putin_wort/244966
- HACKE Christian, *Deutsche Außenpolitik unter Kanzlerin Angela Merkel*, dans: APuZ numéro 43 paru en 2006, pp. 30-36, ici p. 31.

- Téléchargé sur le site du Bundestag le 22 juillet 2017 sous : https://www.bundestag.de/parlament/geschichte/gastredner/putin/putin_wort/244966

Bibliographie

Politique étrangère américaine

- BACHARAN Nicole, SIMONNET Dominique, *11 septembre : le jour du chaos*, Paris, Editions Perrin, 2011.
- BIERLING Stephan, *Geschichte der amerikanischen Außenpolitik : Von 1917 bis zur Gegenwart*. Munich, Editions Beck (3^{ème} édition), 2007.
- BIERLING Stephan, *Geschichte des Irakkrieges: Der Sturz Saddams und Amerikas Albtraum im Mittleren Osten*, Munich, Editions Beck, 2010.
- DAVID Charles-Philippe, BALTHAZAR Louis, VAÏSSE Justin, *La politique étrangère des Etats-Unis*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2007.
- DURANDIN Catherine, *Les Etats-Unis, grande puissance européenne*, Paris, Armand Colin, 2004.
- DURPAIRE François, HARTER, Hélène, KASPI André, LHERM Adrien, *La civilisation américaine*, Paris, Broché, 2006.
- KASPI André, *Les Américains. Les Etats-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, Editions du Seuil, 2004 (5^{ème} édition).
- LACROIX, Jean-Michel, *Histoire des Etats-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006.
- LÖSCHE Peter, OSTERMANN Anja, *Die Ära Obama: erste Amtszeit*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2012.
- MELANDRI Pierre, *Le siècle américain, une histoire*, Paris, Editions Perrin, 2016.
- MELANDRI Pierre, *Histoire des Etats-Unis II. Le déclin? Depuis 1974*, Paris, Editions Perrin, 2013.
- NGUYEN, Eric, *De Yalta à Bagdad : les présidents américains et le monde*, Paris, Broché, 2007.
- NOUAILHAT Yves-Henri, *Les Etats-Unis et le Monde de 1898 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2015.
- RICHOMME Olivier, MICHELOT Vincent, *Le bilan d'Obama*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012,
- SCHILD, George, *Die bedrohte Supermacht, Die Außen- und Sicherheitspolitik der USA nach dem Ende des Kalten Krieges*, Opladen, Leske und Budrich, 2002.
- SCHAMBECK Herbert, WIDDER Helmut, BERGMANN Marcus, *Dokumente zur Geschichte der Vereinigten Staaten*, Berlin, Duncker et Humblot, 2007.
- STÜWE Klaus, STÜWE Birgit, *American Political Speeches*, Stuttgart, Reclam, 2005.
- VAÏSSE, Justin, *Histoire du néoconservatisme aux Etats-Unis*, Paris, Odile Jacob, 2008.

Politique étrangère allemande

- BIERLING Stephan, *Vormacht wider Willen: Deutsche Außenpolitik von der Wiedervereinigung bis zur Gegenwart*, Munich, Editions C.H.Beck, 2014.
- GROSSER, Alfred, *L'Allemagne unifiée cinq ans après*. Presses Universitaires de Valenciennes, 1995.
- HACKE Christian, *Weltmacht wider Willen: die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, Editions Ernst Klett, 1993.
- HILPERT Carolin, *Strategic cultural change and the challenge for security policy*, Londres, Editions Palgrave Macmillan.
- HUBEL Helmut, MAY Theresa: *Ein „normales“ Deutschland? Die souveräne Bundesrepublik in der ausländischen Wahrnehmung*. Bonn, Europa Union Verlag, 1995.
- HUSSON Edouard, *Une autre Allemagne*, Paris, Editions Gallimard, 2005.
- JAECKER Tobias, *Hass Neid Wahn Antiamerikanismus in den deutschen Medien*, Frankfurt am Main, Edition Campus, 2014.
- JAEGER Thomas, HÖSE Alexander, OPPERMANN Kai, *Deutsche Aussenpolitik*, Wiesbaden, Editions Verlag für Sozialwissenschaften, 2011.
- JOETZE Günter, *Der Irak als deutsches Problem*, Baden-Baden, Editions Nomos, 2010.
- GÖRTEMAKER Manfred, *Die Berliner Republik. Wiedervereinigung und Neuorientierung*, Berlin, Editions be.bra Verlag, 2009.
- LUDWIG Andreas (2011): *Auf dem Weg zu einer „Achse Berlin-London“? Die deutsch-britischen Beziehungen im Rahmen der Europäischen Union unter Gerhard Schröder und Tony Blair (1998-2002)*, Hambourg, Diplomatica Verlag, 2011.
- MAULL Hanns, HARNISCH, Sebastian, *Deutschland im Abseits ? : rot-grüne Außenpolitik 1998-2003*, Baden-Baden, Editions Nomos, 2003.
- OVERHAUS Marco, *Die deutsche NATO-Politik: Vom Ende des Kalten Krieges bis zum Kampf gegen den Terrorismus*, Baden-Baden, Editions Nomos, 2009.
- PÖTZSCH Horst; HALDER, Winfrid, *Deutsche Geschichte von 1945 bis zur Gegenwart*, Editions Lau-Verlag, Munich, 2015.
- SCHMIDT Siegmund, HELLMANN Gunther, WOLF, Reinhard, *Handbuch zur deutschen Außenpolitik*, 2007.
- SCHMIDT, Paul Oliver, *Deutsche Außenpolitik und die Zukunft der nuklearen Teilhabe in der NATO : Eine Analyse der Jahre 2012 bis 2012*, Berlin, 2015.
- STARK Hans, *La politique internationale de l'Allemagne*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2011.
- VEEN, Hans-Joachim; HOFFMANN, Jürgen, *Die Grünen zu Beginn der neunziger Jahre*, Editions Bouvier, Bonn, 1992.
- WIRTZ Christoph, „Für Abenteuer stehen wir nicht zur Verfügung“ *Das deutsche Nein zu einem möglichen Krieg der USA gegen den Irak im Bundestagswahl 2002*, Freiburg im Breisgau, 2013.
- WOLFRUM Edgard, *Rot-Grün an der Macht Deutschland 1998-2005*, Munich, Editions C.H. Beck, 2013.

Politique étrangère de la France

- BOZO Frédéric, *La politique étrangère de la France depuis 1945*, Paris, Editions Flammarion, 2012.
- LEQUESNE Christian, VAÏSSE Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Editions Riveneuve, 2013.

Relations internationales

- BATTISTELLA Dario, *The post-cold war order as a one-dimensional world*, Broché, Sciences Po les Presses, 2012.
- BERTEIN Serge, MILZA Pierre, *Histoire du XXème siècle de 1990 à nos jours*, Paris, Hatier, 2010.
- DUROSELLE Jean-Baptiste, KASPI André, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2013.
- FAURE Justine, PROST Yannick, *Relations internationales*, Paris, Ellipses, 2008.
- GUO Yi, *Chinapolitik der Bundesrepublik Deutschland von 1998 bis 2009*, Berlin, 2012.
- NIGLIA Federico, *Barack Obama et le nouveau monde*, Paris, Editions L'Esprit du temps, Paris, *Outre-terre revue européenne de géopolitique*, 2014, numéro 38, pp. 250-258.

Relations transatlantiques

- HEINKE Andrej Wolfgang, *Die deutsch-amerikanischen Außen- und Sicherheitsbeziehungen 1993-1997 in der ersten Amtszeit von US-Präsident Bill Clinton 1993-1997*, Berlin, 2001.
- LUNDESTAD Geir, *Europamérique Etats-Unis et Europe de l'Ouest de 1945 à nos jours*, Paris, Broché, 2013.
- NABERS Dirk, *Allianz gegen den Terror: Deutschland, Japan und die USA*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2005.
- PRADETTO August, *Internationale Reaktionen auf die Irak-Politik der USA 2002*, Hamburg, 2003.
- REITER Margit, EMBACHER Helga, *Europa und der 11. September 2001*, Köln, Edition Böhlau, 2011.
- STEININGER, Rolf, *Deutschland und die USA vom Zweiten Weltkrieg bis zur Gegenwart*, Berlin, Editions Olzog, 2014.

Attestation de non plagiat

Je soussigné Marc-Antoine Maes déclare sur l'honneur que ce mémoire est le fruit d'un travail personnel et que je n'ai ni contrefait, ni falsifié, ni copié tout ou partie de l'œuvre d'autrui afin de la faire passer pour mienne.

Toutes les sources d'information utilisées (supports papiers, audiovisuels et numériques) et les citations d'auteur ont été mentionnées conformément aux usages en vigueur.

Je suis conscient que le fait de ne pas citer une source ou de ne pas la citer clairement et complètement est constitutif de plagiat, que le plagiat est considéré comme une faute grave au sein de l'Université et qu'il peut être sévèrement sanctionné.

Table des matières

Remerciements	2
SOMMAIRE	3
Chronologie.....	4
Introduction	6
PARTIE 1 : L'année 2001 : De l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush à l'intervention en Afghanistan.....	15
Chapitre 1 : Unilatéralisme américain et éloignement allemand.....	15
I. Entente germano-américaine.....	15
A. Etroite coopération dans les années 1990.....	15
B. Coopération dans le domaine militaire et arrivée de Gerhard Schröder à la chancellerie	16
II. L'influence des néoconservateurs.....	17
III. Réticences européennes vis-à-vis d'une victoire du <i>ticket</i> Bush/Cheney.....	19
IV. Les débuts de l'ère Bush.....	20
A. Isolement des Etats-Unis et refus du multilatéralisme.....	20
B. Critiques allemandes	22
C. Des succès dans la relation américano-européenne.....	24
Chapitre 2 : Les attentats du 11 septembre 2001	25
I. Les Etats-Unis frappés par le terrorisme	25
II. Réactions en Allemagne aux attentats	28
A. La réaction de Gerhard Schröder.....	28
B. Les réactions d'autres hommes politiques allemands et de la population	29
III. La réaction de la France	31
A. Soutien de la France.....	31
B. Des critiques vis-à-vis des Etats-Unis.....	33
Chapitre 3 : La réponse des Etats-Unis et leurs alliés : l'Afghanistan	34
I. La riposte.....	34
A. Le discours devant le Congrès de George W. Bush le 20 septembre 2001	34
B. L'influence des néo-conservateurs dans la politique étrangère américaine.....	35
II. L'opération militaire en Afghanistan.....	36
A. La rapidité de la réaction des Etats-Unis et de leurs alliés	36
B. Une mobilisation politique et militaire allemande importante.....	36
C. Réserves allemandes de la guerre contre le terrorisme.....	38
Conclusion partie 1.....	39
PARTIE 2 : De la guerre en Irak à la réélection de George W. Bush	40

Chapitre 1 : L'année 2002 : Le non à la guerre en Irak	40
I. Les prémices d'une guerre vite annoncée.....	40
II. Le début des tensions	41
A. Nouvelle doctrine stratégique américaine	41
B. Une intervention américaine en Irak de plus en plus probable.....	43
C. Une analyse des divergences entre l'Allemagne et les Etats-Unis	45
III. Guerre en Irak et élection fédérale allemande de 2002	46
A. Opposition du chancelier allemand à une intervention	46
B. Victoire de Gerhard Schröder	47
C. Une instrumentalisation du non à la guerre en Irak ?	48
D. Une grave crise dans la relation germano-américaine	49
E. L'issue de cette crise : la victoire de la coalition rouge/verte.....	50
F. Des relations germano-américaines pour longtemps tendues.....	51
Chapitre 2 : La réponse des autres pays européens à la crise irakienne : une division européenne	52
I. Le soutien par rapport aux Etats-Unis : l'exemple de la Pologne.....	52
II. Une opposition transnationale à la guerre : l'exemple français.....	54
III. Le non à l'Irak : le cas allemand	56
IV. La relation transatlantique se dégrade	57
Chapitre 3 : De la crise irakienne à la réélection de George W. Bush.....	58
I. Les années 2003-2004 : une relation germano-américaine mouvementée	58
A. L'intervention anglo-américaine en Irak et la réaction de l'Allemagne	58
B. Amélioration de la relation bilatérale à la fin du mandat de Schröder	60
II. Une nouvelle politique étrangère allemande après la crise irakienne ?	60
A. Vers une nouvelle culture stratégique allemande.....	61
B. A la recherche de nouveaux partenariats au niveau international	62
Conclusion partie 2.....	64
PARTIE 3 : De 2005 à 2013 : vers une amélioration du partenariat germano-américain ?	66
Chapitre 1 : Une nouvelle donne politique en 2005 qui permet une meilleure coopération Allemagne/Etats-Unis.....	66
I. Un nouveau contexte politique	66
II. Volonté de coopérer	67
A. Du côté des Etats-Unis	67
B. Du côté de l'Allemagne.....	68
Chapitre 2 : De l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel à la présidence d'Obama	69

I. Une nouvelle politique étrangère allemande	69
A. Une diplomatie soucieuse du respect des Droits de l'Homme	69
B. Une diplomatie allemande renouvelée qui entraîne une meilleure coopération transatlantique.....	70
C. Indépendance de la voix allemande	72
II. Une administration Bush fragilisée à partir de 2006	73
A. Les élections de mi-mandat aux Etats-Unis en novembre 2006	73
B. Les prémices de la crise financière dès 2007 aux Etats-Unis	74
Chapitre 3 : Election d'Obama, crise économique et affaire Snowden.....	74
I. L'élection et l'arrivée au pouvoir d'Obama.....	74
A. Popularité d'Obama en Allemagne et début de la crise financière.....	74
B. Une nouvelle approche entre les Etats-Unis et le monde	75
II. Nouvelle gestion de la guerre contre le terrorisme.....	77
A. La question des prisonniers de guerre.....	77
B. Obama donne la priorité à la guerre en Afghanistan.....	78
III. De nombreux terrains d'entente	79
A. La question de la défense d'Israël.....	79
B. La question du désarmement nucléaire.....	79
IV. Réélection d'Angela Merkel et discours devant le Congrès américain.....	80
Chapitre 4 : Critiques en Allemagne de la « guerre contre le terrorisme ».....	81
I. La guerre en Afghanistan : un bourbier ?.....	81
II. Du déclenchement de la crise économique à l'affaire Snowden (2008-2013).....	84
A. Conséquences de la crise économique et financière sur la relation entre Berlin et Washington	85
B. 2011 : Une relation ambiguë entre l'Allemagne et les Etats-Unis	86
C. Vers d'autres thématiques au sein de la relation germano-américaine : Wikileaks, le TTIP et l'affaire Snowden	87
D. Une Amérique et une Allemagne à la recherche de nouveaux partenaires.....	88
Conclusion partie 3.....	90
Conclusion générale	91
Sources	96
Mémoires.....	96
Discours.....	96
Articles de presse.....	96
Sites internet	96
Bibliographie	97

Politique étrangère américaine	97
Politique étrangère allemande.....	98
Politique étrangère de la France	99
Relations internationales	99
Relations transatlantiques	99
Attestation de non plagiat.....	100